

DÉBATS

Parti socialiste

« Quant aux libertés... »

par Francis Terquem

« Quant aux libertés, il appartenait à la gauche française, qui s'est toujours battue pour elles, de leur donner une dimension nouvelle », prévenait François Mitterrand dans sa préface à l'ouvrage collectif *Libertés, libertés*, publié en 1976.

Le désintérêt croissant du politique pour le champ des libertés et, surtout, pour l'instrument qui permet d'en assurer le respect, à savoir la justice, se mesure tout à la fois à l'aune du budget que la nation a consacré, depuis dix ans, à cette administration, et à l'indigence programmatique en la matière.

Le Parti socialiste voulait changer la vie. Ce changement avait deux volets : il s'agissait de changer les rapports économiques et de changer les rapports civils à l'intérieur de la société. Si la renouveau sur le premier objectif a pu être admise, l'abandon du second est inacceptable, et il ne faut pas chercher plus loin les causes de la désertification qui frappe le Parti socialiste, constatée par ses dirigeants eux-mêmes, qui prétendent savoir que « certains se sont éloignés, d'autres qu'ils ne nous ont pas rejoints, notamment chez les jeunes et chez les salariés ».

Faute d'idées et d'ambition, il reste au Parti socialiste pour se structurer l'instinct de survie, qui derrière de grands desseins affichés — « exclure l'exclusion », la belle originalité ! — l'amène à quelques renoncements démagogiques de poids, bien plus dommageables sur le plan politique qu'une quelconque démission tritonienne. Le programme-contract qui doit être adopté par le Parti socialiste à son prochain congrès de Bordeaux, est éminemment révélateur de l'absence d'ambition politique, du renoncement à toute ambition.

Cinq « engagements », cinq « repères » sont proposés à la sagace réflexion des prochains congressistes, pour servir de pierre angulaire au contrat de législature à venir.

« On espérait également sans doute [sic] de nous plus d'audace dans le domaine de la démocratie... »

« Nous avons également parfois [re-sic] donné le sentiment de négliger les pouvoirs régaliens premiers de l'Etat, la sécurité et la justice. »

« Tout cela a commencé d'être corrigé ou doit l'être. »

En effet... Deux de ces cinq engagements portent donc sur les libertés et les sécurités, mariage historiquement cohérent, que le pluriel ne suffira sans doute pas à rendre plus heureux. Cependant, on est très rapidement surpris de ne pas trouver les engagements relatifs à la justice dans le chapitre des libertés, qui s'attache à vouloir développer, pour les familles, les mesures de garde des enfants jusqu'à dix ans, et à encourager des modes de production agricole plus extensifs... mais dans la deuxième partie du chapitre consacré aux sécurités, et sous le titre : « Garantir la sûreté [le joli mot !] des personnes et des biens ».

Les objectifs sont clairs : « Améliorer les relations entre la police, cette incomprise, et les citoyens, par la création du conseil supérieur de l'activité policière, telle que désirée par tous les ministres de l'intérieur successifs qu'il fallait bien le soutien explicite du PS pour que ce projet aboutisse, sans être édulcoré... »

Répondra-t-à la petite délinquance des mineurs pour mettre fin au sentiment de quasi-impunité qui se développe dans certains quartiers... ?

— Mettre en place une coopération européenne pour la maîtrise des flux, tant il semble évident que c'est ce manque qui rend indispensable la précédente exigence.

— Rendre, enfin, la justice plus accessible par la création d'un « guichet unique de la justice », et des procédures de conciliation.

Une telle indigence intellectuelle est inégalable. Ainsi donc, la grande promesse — exclure l'exclusion, garantir l'égalité de tous devant la loi et la justice — s'accompagnerait

d'engagements tellement droitières que l'on pourrait se demander si ce n'est que la justice et, notamment, le parquet lui ont largement abandonné toutes prérogatives, de telle sorte que l'ordre naturel et démocratique des choses est totalement inversé. Il est indispensable d'avoir la volonté politique de le rétablir. Voilà une sécurité que les jeunes exigent.

Faute de s'atteler à cette tâche, l'idée qu'en dix ans de gauche au pouvoir l'Etat de droit aura régressé ne sera plus interdite. Cette histoire sera marquée par une grande conquête symbolique — l'abolition de la peine de mort — comme le septennat de M. Valéry Giscard d'Estaing avait été marqué par la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse. Les réformes timides, maladroites, subies plus que désirées — aide judiciaire, procédure pénale — sont autant d'aveux de l'absence d'une vision globale et d'un projet cohérent, ou pis encore, la pâle copie de la politique giscardienne que l'on résumait ainsi : « Que faut-il réformer pour que rien ne change ? »

Pour quel rien ne change

Sur le plan commercial, jamais l'opacité n'a autant régné dans les tribunaux de commerce et les procédures de faillite, dominés par l'établissement bancaire à Paris, par des notables, aux intérêts locaux, en province. Il est urgent d'échevigner ces juridictions, ne serait-ce que pour les rendre crédibles aux yeux de nos partenaires européens. Voilà une sécurité que les commerçants souhaitent.

Sur le plan pénal, est-il besoin de souligner l'état de délabrement de la justice ? Les flagrants délits, que les intellectuels ont désertés, existent toujours et condamnent autant de jeunes, de pauvres et d'étrangers. La police, comme l'indiquait le récent rapport de la Fédération internationale des droits de l'homme, adopte des comportements de plus en plus inquiétants, et les vociférations dénégatoires du ministre de l'intérieur suffiront à

prover qu'il n'est que le ministre de ses fonctionnaires, lui aussi. La justice et, notamment, le parquet lui ont largement abandonné toutes prérogatives, de telle sorte que l'ordre naturel et démocratique des choses est totalement inversé. Il est indispensable d'avoir la volonté politique de le rétablir. Voilà une sécurité que les jeunes exigent.

Cela justifie qu'aujourd'hui soient prises toutes les initiatives pour créer un cadre politique où puisse se développer une réflexion ambitieuse et libre sur ces sujets. Une transaction aussi médiocre du Parti socialiste avec ses principes, toujours révélatrice de graves désordres dans l'histoire de la social-démocratie, terminera, s'il ne corrige rapidement le tir, de l'expulser de la scène politique — par le « guichet unique » du prochain scrutin législatif — si Léon Blum avait raison, qui prédisait : « Toute classe dirigeante qui ne peut maintenir sa cohésion qu'à la condition de ne pas agir, qui ne peut durer qu'à la condition de ne pas changer, qui n'est capable ni de s'adapter aux événements ni d'employer la force fraîche des générations montantes, est condamnée à disparaître de l'histoire. »

■ M. Francis Terquem, avocat, est membre du groupe des experts du Parti socialiste.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

La France dans le monde

La France a-t-elle encore les moyens d'être une puissance mondiale ? Cette question prend une acuité particulière, au moment où certains voient dans le traité de Maastricht une menace pour sa souveraineté.

L'ENTRÉE dans l'Europe, accélérée par le traité de Maastricht, consacre-t-elle le déclin de la France en tant que puissance autonome ayant une vocation internationale ? Cette question, que ne manquent pas de poser avec insistance les partisans du « non », est certainement présente à l'esprit de bien des Français à la veille du référendum. Le fait que les partisans de l'Europe n'osent pas l'aborder de front, se gardant de préciser la façon dont ils envisagent l'avenir de la Communauté confédérale, fédération ou intégration ? — ne contribue pas à apaiser les craintes, ni à fournir une ambition de rechange à ceux qui craignent la dilution de la nation française dans un ensemble flou et bureaucratique.

Cette question de « la place de la France dans le monde » ne peut pourtant être éludée, dans un pays marqué par une tradition nationaliste à laquelle le gaullisme a donné une dimension quasi mythique et qui a encore été réaffirmée par François Mitterrand lors de la guerre du Golfe. C'est pourquoi la revue *Politiques* lui consacre tout un dossier, à la fois varié et équilibré.

Jean Chesneau rappelle les différents éléments qui donnent à la France la qualité très particulière de « puissance mondiale moyenne » : la présence dans les départements et territoires d'outre-mer, l'existence de 34 millions de francophones et d'un million et demi de Français à l'étranger, où ils exercent généralement des activités de haut niveau, une présence militaire, technologique et scientifique particulièrement active, une influence constante en Afrique matérialisée par la zone franc, des interventions diplomatiques nombreuses et prestigieuses, un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU... Ce dispositif impressionnant, indique Jean Chesneau, est l'héritage d'un passé colonial, mais aussi d'une tradition « régaliennne » et vocationnaire, reposant sur la notion de souveraineté et sur une politique de présence militaire, technologique et économique et de soutien aux programmes d'investissement des grandes firmes françaises, publiques ou privées.

Une puissance moyenne

Ces atouts internationaux résultent d'une politique constante de l'Etat français, de la monarchie à la V^e République. Tout cela suffit-il à constituer une stratégie cohérente ou faut-il voir le résultat d'une accumulation d'actions dispersées menées en ordre dispersé par des départements ministériels, des groupes de pression et des multinationales poursuivant d'abord leur propre intérêt ? Et surtout la France a-t-elle encore les moyens d'une politique mondiale, maintenue artificiellement par l'idéologie gaulliste ?

Pour Jean Chesneau, la réponse ne fait guère de doute et il est tenté de voir dans le maintien de cet appareil mondialiste une phase de transition entre l'empire de jadis et la réalité de demain. « Il se pourrait bien, écrit-il, que la « puissance mondiale moyenne » en tant que catégorie géopolitique soit condamnée dans ses termes comme dans ses ambitions et qu'elle ne soit donc qu'une formulation transitoire, une tentative de différer la nécessaire réévaluation de la position réelle de la France dans le monde, et par conséquent la nécessaire transition de l'authenticité puissance mondiale à la puissance moyenne qu'elle est devenue de nos jours. »

Bien des signes montrent en effet que la France a de plus en plus de mal à assurer sa présence sur les nombreux fronts où elle souhaite se maintenir et qu'elle est déchirée entre la

crainte de décevoir les peuples qui continuent de lui faire confiance et la nécessité de faire des choix. Or ceux-ci sont radicalement modifiés par la nouvelle donne internationale, issue de l'effondrement du bloc soviétique et de la reconstruction européenne. Ainsi Pascal Chaigneau, dans le même numéro de *Politiques*, s'interroge sur les raisons qui pourraient pousser la France à se détourner de son « pré carré » qu'est le continent africain : sous-développement croissant, multiplication des crises internes, fin de la menace soviétique... Estimant qu'il faut résister à « l'afropepisme », Pascal Chaigneau affirme que « l'Afrique est désormais le seul continent qui permette encore à la France d'être une grande puissance en termes de rayonnement et d'aptitude à jouer un rôle d'envergure mondiale ».

Autre continent où l'influence de la France, traditionnellement importante, a tendance à s'estomper : l'Amérique latine. Dans un dossier que *Relations internationales et stratégiques* consacre à ce sujet, Jean-Jacques Kourilsky observe que les positions de la France dans ces pays s'est dégradée au cours de la « décennie perdue » des années 80. « La France est passée à côté de la relance chilienne et mexicaine. Elle a perdu sur ces marchés en 1990 huit et seize points. La situation s'est redressée depuis, mais sans qu'on puisse discerner de grands mouvements. La lecture de la politique suivie ces dernières années invite à la prudence. Il n'y a plus de grands desseins. »

Moins d'emprise sur l'Allemagne

Alors que le journaliste Edouard Bailly note un désintérêt croissant des médias français pour l'Amérique latine, Maurice Jamaras, correspondant au France d'un journal de Bogota, souligne à quel point la Colombie aurait besoin de la coopération de la France, dans le domaine économique et politique, mais aussi militaire et policier dans la lutte contre les trafiquants de drogue (pour l'aider à concilier répression et démocratie).

Contrainte à un repli stratégique, la France doit-elle réinvestir sur l'Europe l'énergie « missionnaire » dont elle ne peut plus faire bénéficier l'ensemble de la planète ? Tel est le message implicite des hommes politiques — de la majorité comme de l'opposition — qui expliquent à leurs concitoyens que l'Europe est pour la France une « nouvelle chance ». Cette vision mobilisatrice n'est toutefois pas partagée par le journaliste et politologue britannique Anthony Hartley, qui explique, dans *Commentaires*, que, si la construction européenne a jusqu'à présent consacré le leadership français, c'est maintenant l'Allemagne qui en sera la principale bénéficiaire. L'ouverture de l'Europe de l'Est lui offre un espace économique et politique immense et la chute de l'Union soviétique libère ses initiatives et lui donne l'autonomie diplomatique qui lui manquait. « On ne peut plus exercer de pression sur l'Allemagne en exploitant le besoin qu'elle aurait d'un soutien contre l'Union soviétique. Par conséquent la France n'a plus aucune emprise, sinon culturelle et sentimentale, sur l'activité de l'Allemagne », écrit-il sévèrement.

La France aurait-elle autant de difficulté à maintenir sa place en Europe que dans le monde ? La proposition est évidemment trop schématique et son rôle en Europe dépend largement du rang qu'elle saura conserver dans le monde. Mais ces interrogations montrent qu'elle ne pourra éviter certains choix difficiles. Le débat stratégique impliqué par la construction communautaire et la recomposition européenne ne fait que commencer.

► *Politiques*, n° 3, été 1992, Quai Voltaire, 100 F.

► *Relations internationales et stratégiques*, n° 6, été 1992, L'Harmattan, 90 F.

► *Commentaires*, n° 58, été 1992, Plon, 100 F.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télax : 208.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télax : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises.

M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Gumbert
94832 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE AUTRES PAYS
LUXEMB.-PAYS-BAS VOIE NORMALE-CEE

3 mois 460 F 572 F 790 F

6 mois 890 F 1 123 F 1 560 F

1 an 1 620 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre

reglement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur

numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris 1992 201 MCH 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse : Code postal :

Localité : Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

OTAN

Inutile psychodrame

par François de Rose

Si MM. Mitterrand et Bush ont effectivement dissipé, à Munich, certains des malentendus qui empoisonnent les relations franco-américaines depuis plusieurs mois, on dira seulement qu'il était temps. Ces malentendus avaient en effet atteint la dimension d'un psychodrame conforté par cette question posée à l'issue d'une visite de notre ministre des affaires étrangères à son collègue américain : « La France est-elle avec ou contre les États-Unis ? (1) ». Washington soupçonnant Paris de vouloir l'évincer d'Europe, et Paris suspectant Washington de vouloir compenser la diminution d'influence due à la fin de la menace soviétique par une ingérence accrue dans les affaires du Vieux Continent. Les nuages dissipés au niveau des suspensions, reste que le cœur du débat porte sur l'avenir de l'Alliance atlantique et sur le rôle et la place de l'entité européenne de défense, pilier de l'Alliance ou cheval de Troie d'une construction anti-américaine. Question qui prend le relais, entre les deux capitales, de la querelle sur le concept de défense de l'Europe, devenue sans objet depuis l'adoption à l'unanimité d'un nouveau concept au sommet de Rome concernant le glas de la « riposte graduée » de l'OTAN et de la doctrine française d'avertissement par une frappe nucléaire unique et massive.

Concrètement, si l'on abandonne les procès d'intention pour s'en rapporter aux textes, la question est de savoir s'il y a contradiction entre cette même déclaration de Rome quand elle dit que « l'affirmation d'une identité européenne de sécurité et de défense montrera que les Européens sont prêts à prendre une plus grande part de responsabilités et aidera à renforcer la solidarité transatlantique » et l'ambition européenne de créer une union politique dont un des objectifs est « la définition d'une politique de défense commune qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune ». Une réponse est déjà donnée par la disposition du traité de Maastricht, stipulant que la politique de défense de l'Union européenne « est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans le cadre de l'Alliance ».

Toute possibilité paraît donc écartée que l'Union adopte des orientations contraires à celles de l'OTAN. Il en va de même de son « bras armé », l'UEO, aux termes mêmes du traité de Bruxelles qui en est la charte. Quant au corps franco-allemand, on ne voit pas pourquoi il susciterait d'envolement au Pentagone. Il constitue une de ces unités multinationales dont M. Bush a approuvé la création lors du sommet de Londres de 1990.

La vraie question est de savoir si la formation de cette unité entraînera un rapprochement de sa composition française vis-à-vis de l'OTAN ou un éloignement de son contingent allemand. M. Joxe a dissipé toute équivoque dans sa déclaration au *Journal de Défense* du 17 juin, précisant que ce corps « opérera sous l'autorité de l'OTAN en cas d'agression » (2). Quant aux interventions, au titre humanitaire, de gestion des crises et de maintien de la paix, elles se placeront sous l'égide de l'UEO, suivant les dispositions convenues à la réunion des ministres de cette organisation de Petersberg (3).

Sur ces bases, les rapports entre l'Union européenne et l'Alliance devraient être dégagés de bon nombre des causes de suspicion et méfiance. Un problème subsiste pourtant pour la France, qu'il lui appartient, et à elle seule, de régler si elle le souhaite.

En cas d'agression appelant l'intervention des alliés atlantiques, les dispositions rappelées plus haut engageraient le corps franco-allemand, et sans doute aussi le reste de nos forces pour ne pas sombrer dans l'incohérence, à prendre part à des actions s'inscrivant dans le cadre d'une politique « arrêtée » par l'OTAN. C'est-à-dire par des instances où nous ne séjournons pas.

Notre dépendance à l'égard de l'Alliance, par le jeu de ces appartenances, sera plus grande qu'elle ne l'est aujourd'hui où les opérations prévues pour nos forces résultent d'accords conclus entre les commandements français et alliés. Pour mettre fin à ce paradoxe, il nous faut reprendre nos places à Bruxelles, au comité des plans de défense, au comité d'état-major et, avant tout, au Conseil atlantique siégeant au niveau des ministres de la défense.

(1) *Le Monde* du 6 juin 1992.

(2) *Le Monde* du 18 juin 1992.

(3) *Le Monde* du 21-22 juin 1992.

► François de Rose est ambassadeur de France.

سلا في الوطن

ÉTRANGER

Le Monde • Vendredi 10 juillet 1992 3

La fin du sommet de Munich

Les Sept ont accueilli avec prudence les promesses du président russe

Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays les plus industrialisés du monde ont achevé, mercredi 8 juillet, à Munich, leurs trois jours de travaux en assurant le président russe, qui les avait rejoints la veille, de leur solidarité dans la difficile phase de transformation que traversent les pays de l'ancien bloc communiste. « Cette rencontre ouvre la voie d'une coopération globale entre le G7 et la Russie », a souligné le chancelier Kohl, en clôture, aux côtés du président Boris Eltsine, le sommet du groupe des Sept. Un programme d'aide en dix points a été annoncé.

MUNICH

de nos envoyés spéciaux

Aider la Russie et les Républiques de l'ex-Union soviétique n'est pas une mince affaire. Si tant est qu'elle existe, la bonne volonté de leurs dirigeants de transformer radicalement les structures de leurs sociétés pour rejoindre le camp de la démocratie et de l'économie de marché suppose des sacrifices énormes de la part des populations.

On voit bien en Allemagne les difficultés de tous ordres, financières mais aussi psychologiques, auxquelles s'est heurté le gouvernement du chancelier Kohl pour remettre à flot l'ancienne Allemagne de l'Est. Sans une puissance financière comparable à celle des Allemands, sans les hommes formés dont l'Allemagne peut se prévaloir, les dirigeants des nouvelles démocraties de l'Est ne peuvent que compter sur la solidarité de leurs nerfs pour imposer ces sacrifices. Bailleurs de fonds et receveurs, tout le monde est conscient de marcher sur des œufs, avec, au bout du compte, l'espoir d'éviter le pire.

Qu'en l'air ou pas, le président russe, avec ses qualités et ses défauts, a fait preuve jusqu'à

d'une remarquable constance dans ses objectifs. On lui pardonne beaucoup pour cela. Les effusions auxquelles il s'est livré mercredi à l'égard de l'Allemagne, lors de la conférence de presse de clôture – ce pays, a-t-il affirmé, est le seul capable de comprendre l'ampleur du problème – ne feront pas oublier aux Allemands, les principaux fournisseurs d'aide, que tout ce que dit M. Eltsine n'est pas d'or.

Les Sept ont accueilli avec satisfaction et prudence la promesse de M. Eltsine de procéder, dans un délai raisonnable, au retrait des troupes de l'ancienne armée rouge des pays baltes. Le dirigeant russe a assorti cette promesse, que l'on exigeait de lui, du souhait de voir les Baltes prendre eux aussi leur part financière de la réinstallation des militaires en Russie.

Le tempo des réformes

M. Eltsine n'a pas raté une occasion de souligner que son pays entendait être traité en grande puissance, et quels que soient ses besoins, qu'il ne se laisserait pas dicter la marche de ses affaires. Au nom des Sept, M. Kohl a reconnu qu'il appartenait aux nouveaux Etats de « définir eux-mêmes le rythme et le tempo des réformes », qu'il était indispensable de s'assurer de leur acceptation par les hommes et les femmes qui subissent les limitations et les sacrifices.

Mais il a souligné aussi que le soutien des Occidentaux aux réformes n'avait de chance de réussir que si celles-ci correspondaient de l'autre côté à une volonté bien réelle. M. Eltsine et son homme-orchestre, le premier ministre Egor Gaidar, ont broché devant les Sept un tableau « sans concession et cru », selon le porte-parole français, de l'actuelle situation en Russie. M. Kohl a indiqué les trois grands axes prioritaires attendus des Russes : une stricte politique financière et monétaire, la mise en place des structures d'une économie de marché et de conditions pour attirer l'investissement étranger. Au

nom des Sept, le chef du gouvernement allemand a annoncé un programme d'action en dix points. Il prévoit notamment « un temps de répit élargi » sur la dette russe, le déblocage des crédits promis à l'exportation et des facilités pour les exportations russes. Les Occidentaux souhaitent aussi fournir une aide technique par l'envoi d'experts pour aider à mettre en place les structures d'une économie de marché, dans les administrations mais aussi dans les entreprises. Ils ont promis d'encourager les investissements privés, notamment dans le secteur de l'énergie, et offert une coopération approfondie dans les secteurs sensibles comme l'espace, la transformation des industries d'armement, la protection de l'environnement.

La sécurité des cinquante-sept centrales nucléaires de l'Est, dont quinze sont de type Tchernobyl, auraient dû constituer l'un des domaines prioritaires de l'aide technique occidentale. M. Kohl considérait le problème comme « urgent » et la France en avait fait une priorité du sommet. Un groupe de travail avait conclu à la nécessité de créer un fonds spécial multilatéral de 700 millions de dollars. Les Américains et les Japonais, longtemps réticents, ont finalement cédé.

Rapprochement sur le GATT

Un « mécanisme » sera mis en place mais sans que son financement soit décidé et avec une gestion qui risque de se révéler difficile par la Banque européenne de reconstruction et de développement et le G-24, organe chargé de coordonner l'aide à l'Est. Le renforcement de la sécurité des centrales restera donc l'objet principal de la Communauté européenne, qui y a consacré 300 millions de dollars pour trois ans.

Les Sept ne sont pas parvenus non plus à s'entendre sur les moyens de renforcer la reprise économique mondiale. La déclaration finale publiée mercredi souligne un engagement des participants « à

adopter des politiques axées sur la création d'emplois et la croissance ». M. Bush a évoqué un « solide consensus entre les Sept ». Mais le tout est resté vague. Les deux pays à qui l'on avait demandé un effort, l'Allemagne, dont les Américains dénoncent les taux d'intérêt, et le Japon, dont ils voulaient qu'ils relâchent sa consommation interne, ressortent confortés dans leurs positions. Le communiqué donne raison à l'Allemagne en soulignant la nécessité de « soutenir la reprise sans relâcher l'inflation ».

Curieusement, c'est peut-être au sujet du GATT que le sommet a été le plus utile. Les efforts du chancelier Kohl et ceux du président de la Commission de Bruxelles, M. Jacques Delors, ont permis un rapprochement des positions dans le différend agricole entre l'Europe et les Etats-Unis. M. Mitterrand campe encore sur le principe qu'après la réforme de la politique agricole commune, suffisamment douloureuse pour les agriculteurs européens, c'est aux Américains de bouger.

Le président français a bénéficié de la compréhension de ses partenaires. Les risques de répercussions politiques en France de la signature d'un accord les ont convaincus qu'il serait maladroit de brusquer les choses. Le chancelier Kohl comme le président Bush ne s'en sont pas cachés. « La France », a affirmé ce dernier, sera dans une meilleure disponibilité après son référendum sur le traité de Maastricht. Les Sept ont néanmoins suffisamment rapproché leurs positions pour pouvoir prévoir un accord en 1992. « Je ne suis pas seulement optimiste », a assuré le chancelier allemand : « Je suis réellement persuadé que nous atteindrons enfin cet objectif avant la fin de l'année, parce que l'économie mondiale a besoin d'un succès du GATT. »

HENRI DE BRESSON

et ERIC LE BOUCHER

Lire également page 15

l'article de Paul Fabra

CANADA : après l'accord entre les provinces anglophones

Le Québec est invité à accepter de nouvelles propositions constitutionnelles pour dénouer la crise

Deux ans presque jour pour jour après l'échec de l'accord du lac Meech, qui aurait permis au Québec d'adhérer à la Constitution du Canada, les premiers ministres des neuf provinces anglophones du pays sont parvenus, dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 juillet, à s'entendre sur un projet de réforme susceptible de dissuader la province francophone d'organiser, d'ici au 28 octobre, un référendum sur sa souveraineté (nos dernières éditions du 9 juillet). Le dénouement de la crise constitutionnelle dépend dorénavant de la réaction du gouvernement québécois, qui s'est donné un temps de réflexion.

MONTREAL

correspondance

Après plusieurs discussions marathon auxquelles ont participé, durant les quatre derniers mois, les chefs de gouvernement des provinces anglophones, le ministre fédéral des affaires constitutionnelles, M. Joseph Clark, a annoncé la conclusion d'un compromis, qu'il n'a pas hésité à qualifier d'« historique ».

L'entente, verbale pour le moment, devrait, d'ici le milieu de la semaine prochaine, être entérinée lors d'une nouvelle réunion pour permettre à Ottawa de présenter, comme prévu, le 15 juillet à la Chambre des communes, un projet global de réforme constitutionnelle. Le premier ministre de la seule province francophone du pays, M. Robert Bourassa, attendait en effet des « offres acceptables » pour décider de la soumettre à la population québécoise lors d'un référendum à organiser avant le 26 octobre, à défaut de quoi la consultation aurait porté sur la souveraineté de la province.

La balle est donc maintenant dans le camp du gouvernement québécois, dont le chef a prudem-

ment décidé de prendre une journée de réflexion, avant de répondre à l'invitation qui lui a été faite de participer à des négociations constitutionnelles qu'il boude depuis deux ans.

Le compromis de mardi donne satisfaction aux provinces de l'ouest sur la réforme du Sénat, principale pierre d'achoppement des discussions des dernières semaines. Le premier ministre de l'Ontario, M. Bob Rae, a permis un déblocage en acceptant l'idée d'un Sénat doté de pouvoirs accrus, dont les membres seraient élus au scrutin proportionnel (et non plus nommés par l'exécutif fédéral) et dans lequel chaque province aurait un nombre égal de sièges. A titre de compensation, les quatre provinces dont le poids démographique et économique est nettement plus important (Ontario, Québec, Alberta et Colombie-Britannique) obtiendraient quelques sièges supplémentaires aux Communes.

L'entente sur cette réforme a permis de dégaier un consensus sur la future formule d'amendement à la Constitution, le Québec – et du même coup l'ensemble des provinces – obtenant le droit de veto qu'il demandait depuis longtemps sur toute réforme des institutions fédérales.

Un statut « distinct »

La question de la reconnaissance du caractère « distinct » de la société québécoise serait également réglée, les premiers ministres des provinces anglophones s'étant engagés à inclure une telle clause dans la Constitution. C'est parce que deux petites provinces – le Manitoba et Terre-Neuve – avaient refusé d'accepter cette clause que l'accord du lac Meech, signé en 1990, n'avait pu être ratifié en 1990.

Les groupes amérindiens ont, par ailleurs, eu gain de cause sur leurs principales revendications, en obtenant la reconnaissance de leur « droit inhérent à l'autonomie gouvernementale ». L'entente prévoit enfin un renforcement de l'union économique entre les provinces, avec l'abolition de nombreuses barrières commerciales.

Echaudés par les précédents débats constitutionnels, les Canadiens – au premier rang desquels le premier ministre fédéral, M. Brian Mulroney – se sont bien gardés de crier victoire. M. Mulroney, qui assistait au sommet du G7 à Munich, s'est déclaré « modérément enthousiaste », se contentant d'estimer « encourageants » les résultats obtenus. Pressant Montréal de revenir à la table des négociations, le premier ministre de l'Ontario a, quant à lui, estimé que le Québec avait fait « des gains énormes » grâce à une « réelle générosité » des autres provinces, tandis que son collègue de Terre-Neuve, M. Clyde Wells, laissait entendre que l'accord était à prendre ou à laisser.

A Québec, seul M. Bernard Landry, vice-président du Parti québécois (PQ), ardent défenseur de la souveraineté de la province, a réagi, assimilant l'entente « à une offensive du Canada anglais destinée à enlever au Québec des pouvoirs et à diminuer son poids politique ». (Interim)

COLOMBIE : plusieurs affrontements ont fait une quinzaine de morts. – Huit personnes ont été tuées, mercredi 8 juillet, à Medellin et cinq autres à Bogota. Les enquêteurs attribuent le premier incident à des milices populaires qui luttent contre le trafic de drogue, tandis que le second serait le résultat d'un règlement de comptes entre trafiquants. Par ailleurs, les corps criblés de balles de deux syndicalistes de Medellin, MM. Fabio Giraldo et Albeiro Rua, militants de l'Union populaire (UP, gauche), ont été retrouvés le même jour. Ces assassinats portent à 2 114 le nombre de membres de l'UP tués depuis 1984. – (Reuters, UPI, AFP.)

GUATEMALA : le médiateur se retire des négociations de paix. – Mgr Rodolfo Quezada Toruño, médiateur dans les négociations de paix au Guatemala, a annoncé, mercredi 8 juillet, qu'il ne participerait plus à aucune négociation tant que le gouvernement et les rebelles d'extrême gauche ne seraient pas parvenus à un accord sur les droits de l'homme. C'est sur cette question qu'achoppent les pourparlers entamés en avril 1991 pour mettre fin à trente et un ans de conflit armé. – (Reuters.)

La conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

D'Helsinki à Helsinki

A partir de son premier sommet dans la capitale finlandaise en 1974, la CSCE a fourni, pendant la guerre froide, le seul cadre à une concertation Est-Ouest associant tous les pays intéressés à la sécurité du continent, à savoir tous les Etats européens (sauf l'Albanie jusqu'en 1991), ainsi que les Etats-Unis et le Canada en tant que parties prenantes à l'OTAN.

En échange de principes (sur l'inviolabilité des frontières, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats...) interprétés à l'époque, par Moscou notamment, comme une reconnaissance de l'immuabilité du bloc communiste, les Occidentaux avaient obtenu dans « l'Acte final » d'Helsinki que le respect des droits de l'homme fût reconnu comme l'un des éléments contribuant à la sécurité générale.

Ce que l'on appelle la « troisième corbeille » (celle des droits de l'homme) allait demeurer pendant longtemps le chapitre le plus intéressant du dialogue de vue des Occidentaux et des dissidents de l'Est, de ce « processus d'Helsinki » qui rassemblait dans des conférences souvent longues les représentants des pays de l'OTAN, des pays du pacte de Varsovie et des pays européens neutres et non alignés. Ce forum paneuropéen produisait des documents, adoptés à l'unanimité, qui engageaient en principe politiquement les Etats mais n'avaient pas valeur juridique de traités internationaux.

Dans la seconde moitié des années 80, alors que les premiers signes d'émancipation en Europe centrale se faisaient jour et que la perestroïka faisait sentir en URSS ses premiers effets, le désarmement devint le chapitre fort du « processus ». Dans le cadre de la CSCE, les pays de l'OTAN et du pacte de Varsovie

avaient ouvert à Vienne une négociation dont l'objectif était, pour les Occidentaux, de parvenir à la parité dans certaines catégories d'armements conventionnels, c'est-à-dire d'en finir avec la supériorité dont jouissait le pacte de Varsovie et de la priver des moyens de lancer une « attaque surprise de grande envergure » en Europe.

Ils y parvinrent finalement. L'accord sur la réduction des forces conventionnelles en Europe (CFE) allait être solennellement signé lors du sommet de la CSCE de novembre 1990 à Paris, alors même que le pacte de Varsovie était déjà en voie de dissolution. L'URSS, cependant, existait encore ; son éclatement allait ensuite retarder la ratification et la mise en œuvre de cet accord de désarmement.

Les Républiques issues de l'URSS se sont enfin entendues en mai sur la répartition entre elles des réductions d'armements prévues par le traité CFE. Elles ne l'ont cependant pas encore ratifié, et son application (sur quarante mois après l'entrée en vigueur) n'a donc pas encore commencé. Le traité a entre-temps été complété par un accord sur les effectifs qui fixe pour chaque pays un plafond (en général à peu près équivalent au niveau actuel) à ne pas dépasser.

Le sommet de Paris avait aussi ébauché un début d'institutionnalisation du « processus », en décidant notamment de rencontres régulières au niveau ministériel entre pays membres, de la création d'un centre de prévention des conflits et de mécanismes devant également contribuer à prévenir les crises.

C. T.

Prévenir les conflits

Suite de la première page

Plus perfectionnée, cette « annexe » réagissait perfectionnée, qui réagisse plus vite sur des conflits plus localisés, étant entendu qu'il s'agirait de prévention de crises ou de maintien de la paix, seules les Nations unies ayant la légitimité nécessaire pour décréter des sanctions ou des opérations militaires contre un Etat.

La France, dans la foulée du sommet de Paris, avait voulu faire de

Russie et quelques autres), et beaucoup d'hostilité à commencer par celle des Etats-Unis. On en est venu modestement à l'idée d'un « code de conduite » édictant les normes de comportement entre Etats, mais qui, en prétendant transformer lui aussi des engagements juridiques politiques en engagements juridiques, s'est à son tour heurté à l'hostilité américaine.

Enfin, la France a défendu jusqu'à ces derniers jours dans les instances



cette institution où les Etats s'expriment sur un pied d'égalité, un élément porteur de ce que l'on appelait alors « la future architecture de l'Europe ». C'est elle qui depuis dix-huit mois a formulé les propositions les plus ambitieuses, trop ambitieuses sans doute car plusieurs ont été repoussées.

Paris avait d'abord lancé l'idée de conclure entre les Etats membres un « traité de sécurité » donnant valeur juridique aux principes énoncés par la CSCE (non agression, respect des frontières, respect de minorités, etc.) et prévoyant qu'en cas de violation de ces normes, les autres Etats s'engageaient à intervenir par des moyens qui étaient à déterminer. C'était trop : Paris a rencontré sur son projet peu d'appuis (celui de la

préparatoire au sommet d'Helsinki l'idée de créer une cour européenne de conciliation et d'arbitrage qui pourrait traiter notamment des conflits mettant aux prises des nationalités ou des minorités et dont les sentences seraient exécutoires. M. Badinter a travaillé avec des juristes de onze pays à l'élaboration de ce projet qui est allé défiler dans de nombreuses capitales et qui jouit du soutien de l'Allemagne et de plusieurs pays d'Europe de l'Est, notamment.

M. Mitterrand y tenait beaucoup et l'a fait savoir dimanche dernier au président Bush avec qui il était à Munich. Le débat n'est pas définitivement tranché : les pays membres de la CSCE ont décidé de ne pas écarter cette idée sans toutefois pren-

dre de décision définitive lors de ce sommet.

Les Etats-Unis, qui pendant longtemps n'ont pas fait grand cas de la CSCE, ont malgré tout aujourd'hui à son égard une attitude plus ambiguë. Ils y voient notamment un moyen de redonner à l'OTAN une nouvelle utilité. La proposition selon laquelle la CSCE pourrait à l'avenir se joindre vers l'Alliance atlantique pour réaliser des opérations de maintien de la paix va dans ce sens. Elle sera entérinée à Helsinki. Un compromis a finalement été trouvé selon lequel c'est la CSCE, non l'OTAN (dominée par les Américains), qui gardera la responsabilité de telles opérations.

L'autre grand chapitre du document qui sortira du sommet d'Helsinki, porte sur les suites à donner au processus de désarmement. Là non plus la situation n'est pas aussi favorable qu'on l'imaginait fin 1989. L'accord sur la réduction de certains armements conventionnels signé à ce moment-là avec M. Gorbatchev n'a pas encore été ratifié dans les Républiques de la CEI.

Il a été complété récemment par un accord sur le maximum d'effectifs militaires, aux ambitions beaucoup plus modestes puisque chaque pays a fixé le plafond qu'il s'engage à ne pas dépasser à peu près au niveau de ses troupes actuelles. Les représentants des pays membres de la CSCE devraient être chargés par les chefs d'Etat d'élaborer le mandat de nouvelles négociations de désarmement englobant notamment les pays neutres européens qui jusque-là n'y participaient pas.

CLAIRE TREAN

M. Douglas Hurd au Parlement européen. – Le Parlement européen s'est montré très critique à l'égard du programme de la présidence britannique de la CEE présenté, mercredi 8 juillet, par M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office. A telle enseigne que, contrairement aux usages établis, l'Assemblée devait adopter jeudi une résolution relevant les insuffisances de la politique du Royaume-Uni dans la construction européenne. A l'inverse, la reconduction pour deux ans de M. Jacques Delors à la tête de la Commission de Bruxelles a été approuvée à une écrasante majorité : 276 voix pour, 10 contre et 9 abstentions.

AFRIQUE

ALGÉRIE : le changement de premier ministre

M. Sid Ahmed Ghozali

Le disciple de son successeur

Son éternel nœud papillon pouvait le faire passer pour l'homme de la modernité, acquis aux vertus du changement. Trompeuse impression : M. Sid Ahmed Ghozali, cinquante-cinq ans, ne s'était rallié que par simple pragmatisme aux vertus de l'économie de marché. Cet ingénieur, diplômé de l'école des ponts et chaussées de Paris, n'a-t-il pas été formé par un patron de choc, en la personne de M. Belaid Abdesslam, à qui il cède, aujourd'hui, son fauteuil de premier ministre ? C'est ce chantre de l'industrialisation lourde au temps du président Houari Boumediène qui lui mit le pied à l'étrier.

Après l'avoir appelé à la direction des mines et des carburants, il le poussa, en 1966, à la présidence de la Sonatrach, la toute-puissante société d'Etat chargée des hydrocarbures, qui fait rentrer le gros des devises. M. Ghozali y resta une dizaine d'années avant d'être nommé, en 1977, ministre de l'énergie et des industries pétrochimiques. Son franc-parler lui valut ensuite une longue traversée du désert, interrompue par sa nomination, en 1984, comme ambassadeur en Belgique, accrédité auprès de la Communauté européenne, où il nous a de solides amis.

Après les sanglantes émeutes d'octobre 1988, M. Ghozali fut appelé à prendre le portefeuille des finances, puis celui des affaires étrangères. En juin 1991, en pleine tourmente isla-

miste, il succéda à M. Mouloud Hamrouche à la tête du gouvernement. Les deux hommes ne cessèrent, ensuite, de s'accuser des pires vilenies. M. Ghozali ne réussit pas mieux que son prédécesseur à contenir le péril intégriste. Sa promesse d'élections « propres et loyales » aboutit à un fiasco : à la mi-janvier, il se rangea à l'avis de l'armée, qui obtint la démission du président Chadli et imposa l'interruption du processus démocratique en cours.

Assailli de doutes

Rompu au jeu politique, M. Ghozali adopta alors un profil bas, s'en tenant à la seule gestion des dossiers économiques, sans vraiment réussir à briser la méfiance des investisseurs étrangers. Il modifia son gouvernement à deux reprises, une première fois pour y faire entrer le général Larbi Belkheir comme ministre de l'intérieur, puis une seconde pour y accueillir deux transfuges du Front islamique du salut (FIS).

Tout récemment encore, M. Ghozali étonnait ses visiteurs en défendant la mémoire, pour ne pas dire la politique, de Houari Boumediène. Il donnait l'impression d'être désorienté, assailli de doutes - peut-être de remords, - et d'avoir perdu ses repères. Comme beaucoup de ses compatriotes.

J. de B.

M. Belaid Abdesslam

Un orthodoxe des années Boumediène



dose afin de conduire l'Algérie vers une réelle indépendance économique. Leader du mouvement indépendantiste étudiant de 1951 à 1955, collaborateur des ministères du gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA) à Tunis de 1958 à 1961, M. Belaid Abdesslam fut nommé à la tête de l'Office algé-

En choisissant M. Belaid Abdesslam comme premier ministre, le Haut Comité d'Etat n'a pas craint de donner une impression de retour au passé, tant cet homme de soixante-quatre ans, diplômé du FLN, continue d'incarner l'orthodoxie des années Boumediène. Sorte de statue du Commandeur, malgré des années de disgrâce, il ne s'est jamais départi de la doctrine des premiers jours, reprenant à plusieurs reprises au cours de la dernière décennie son opposition farouche à tout ce qui pouvait, de près ou de loin, remettre en cause l'héritage de la révolution algérienne.

Petit et corpulent, austère et rigoureux, l'homme, que l'on dit doué d'une grande capacité de travail, s'était rendu célèbre par une petite phrase qu'il assena comme un leit-motiv lors de son « régime » au puissant ministère de l'énergie et de l'industrie, de 1965 à 1977 : « Il faut serrer du pétrole pour récolter de l'industrie ».

Pétrole et industrie, cet ancien étudiant en médecine à Grenoble, y crut, comme deux ramèdes puissants, administrés à haute

rien des hydrocarbures au lendemain des accords d'Evian. Négociant aussi bien avec les pays européens, de l'Ouest comme de l'Est, qu'avec les Américains, il fut l'homme des grandes négociations lorsque, nommé, en 1965, par le colonel Boumediène, ministre de l'Industrie, il créa de nombreuses entreprises d'Etat dont le modèle demeure la SONATRACH (Société nationale des hydrocarbures), dont il confia la direction à un certain Ahmed Ghozali.

Avocat de ce qu'on appelait à l'époque « l'industrie industrialisante », cet idéologue tempéré de pragmatisme, soucieux avant tout d'efficacité, s'est pourtant vu reprocher d'avoir conduit une politique dogmatique, privilégiant les complexes sidérurgiques et pétrochimiques pharaoniques, tournant à 30 % de leur capacité, aux dépens de l'industrie légère et de l'agriculture. La pers de l'industrialisation lourde ne résista pas au changement, en 1978, à la tête de l'Etat, tant son nom était étroitement associé à celui de Houari Boumediène.

Ce baron du régime, suspendu du comité central du FLN en

1981, se contenta alors de sa pension d'ancien ministre, vivant dans un modeste appartement d'Alger, usant de sa liberté de parole pour critiquer sévèrement l'abandon par M. Chadli Bendjedid, au début des années 80, de son projet de valorisation du gaz naturel. M. Abdesslam s'opposa également à la politique de libéralisation de l'économie décidée sous le gouvernement de M. Abdennour Brahimi de 1984 à 1988, et notamment aux restructurations des entreprises publiques sur lesquelles il avait fondé toute sa politique de développement.

S'il réintégra le comité central du FLN en 1989, M. Abdesslam en démissionna deux ans plus tard, marquant son opposition à la nouvelle direction de l'ex-patron unique. Récemment, il s'était déclaré partisan d'une « économie de guerre » pour sortir le pays de la crise. Adversaire du rééchelonnement de la dette extérieure, il avait prôné une rigoureuse politique d'austérité fondée sur la limitation de la consommation, notamment celle des produits importés.

D. L. G.

Fausse relève

Suite de la première page

Lorsqu'il était arrivé au pouvoir, en janvier, Mohamed Boudiaf s'était vu imposer le maintien en fonction de M. Ghozali, qui n'avait pas alors jugé bon de présenter sa démission pour marquer la rupture

avec l'état des choses ancien. Il avait été ainsi contraint de cohabiter avec un homme dont il disait avec mépris, quelques jours seulement avant d'accepter de reprendre du service en Algérie, qu'il appartenait à ce « personnel issu du

magma du FLN ». Il est vrai que M. Ghozali avait exprimé des réserves sur la création d'un Rassemblement patriotique national (RPN) dont le président du HCE avait fait le leitmotiv de son discours politique. Il est vrai aussi que ce socialiste du « Boumediénisme » triomphant, s'était engagé sans aucun enthousiasme sur le chemin de la libéralisation économique, refusant, par exemple, pour des raisons quasiment idéologiques, l'idée d'un rééchelonnement de la dette extérieure.

Qu'importe les différences de politique et de tempérament qui opposaient à Mohamed Boudiaf, un homme d'une autre génération, M. Ghozali n'en hésite pas moins, aujourd'hui, à se réclamer de lui, d'autant plus que la mort violente l'a sanctifié auprès de l'opinion publique. Se retirant du comité central du FLN, qui ne s'est pas réuni depuis les événements du mois de janvier dernier, puis, dans la foulée, sa démission de son poste de premier ministre, signifiait-il qu'il jette l'éponge, qu'il se retire définitivement de la vie politique ?

Economie de guerre

L'avenir dira s'il ne s'agit pas, au contraire, d'une manœuvre qui se veut habile, pour se mettre en réserve de la République, dans l'attente de l'échec de la future élection présidentielle qui devrait, en principe, être organisée avant la fin de l'année 1993. Si Mohamed Boudiaf s'était déjà placé dans cette perspective-là, qui débordait la simple période de transition pour laquelle il avait été appelé à exercer le pouvoir, son successeur à la tête du HCE, M. Ali Kafi, et ses quatre coadjuteurs, ont fait savoir, au moins d'entre eux, qu'ils n'envisagent pas de passer sa candidature à la magistrature suprême. Porte est donc laissée ouverte à d'autres candidats. Et Dieu sait s'il n'en manque pas, surtout parmi les hommes du civil...

C'est précisément à l'un de ceux-ci, M. Belaid Abdesslam, que vient d'être confiée, de manière surprenante, la succession de M. Ghozali. Tous les observateurs, en effet, avaient retenu l'engagement solennel pris par le HCE, dans son dernier communiqué, de « confier le flambeau aux jeunes élites capables d'assurer la relève et d'engager résolument le pays dans la voie du progrès et de la modernité », jugeant que la « génération de novembre » 1954 avait accompli son devoir historique. Or le nouveau premier ministre, dont M. Ghozali fut l'un des « poulains », représente, aux yeux de beaucoup, une politique économique trop ambitieuse, et surtout

trop dirigiste, dont l'Algérie n'a pas encore fini de payer les erreurs.

Rien n'indique que l'ancien ministre de l'Industrie et de l'Energie de Houari Boumediène soit revenu à de meilleurs sentiments. Face à la gravité de l'heure, il prône, aujourd'hui, une « économie de guerre », dont on distingue encore assez mal les contours. Dans sa première adresse à la nation, M. Kafi n'avait pas été beaucoup plus explicite en la matière, invitant seulement ses compatriotes à compter sur eux-mêmes et pas sur « un miracle ou une solution qui viendrait de l'extérieur, quelles que soient les bonnes volontés des pays à coopérer avec nous ».

Une certaine cohérence

MM. Kafi et Abdesslam, ces anciens « barons » du FLN, avec lequel ils sont, aujourd'hui, en rupture de ban, sont-ils en mesure de préparer les voies de l'ouverture politique et du redressement économique, en clair d'un changement radical avec le passé ? Déjà, la classe politique avec laquelle Mohamed Boudiaf était dans les plus mauvais termes avait choisi, ces derniers jours, de « draguer » le HCE comme l'écrivait joliment le quotidien *le Matin*, de lui forcer la main pour l'engager sur le chemin de la réconciliation nationale. Le pouvoir semblait ne vouloir prendre aucune initiative dans la précipitation et la confusion, donnant la priorité, comme l'exigeait l'opinion publique profondément remuée par le drame d'Annaba, aux conclusions de la commission d'enquête, chargée de faire toute la lumière sur l'assassinat de Mohamed Boudiaf. M. Abdesslam appellera-t-il à ses côtés des hommes neufs ? Et pour faire quelle politique ?

L'équipe au pouvoir a, au moins, pour elle, une certaine cohérence, dans la mesure où elle réunit deux hommes, MM. Kafi et Abdesslam, qui ont une même lecture politique des réalités algériennes et dont la détermination est à même de plaire à une armée soucieuse d'un rétablissement de l'ordre entendu au sens large du terme. Le premier volet de cette politique passe par la restauration de l'autorité de l'Etat, le second, qui est son corollaire, par la remise en marche de la machine économique.

L'Algérie entre en guerre, une guerre sur tous les fronts intérieurs, une guerre que ses dirigeants veulent totale. Mais la question reste posée de savoir si ceux qui ont conduit le pays à sa perte, sont, aujourd'hui, les mieux placés pour voler à son secours.

J. de B.

PROCHE-ORIENT

La lutte pour le pouvoir dans le territoire de Gaza

Violents affrontements entre Palestiniens islamistes et partisans du processus de paix

Pour tenter de mettre un terme aux affrontements sanglants qui opposent depuis plusieurs jours, dans la bande de Gaza, les militants du mouvement islamiste Hamas à ceux du Fath, principale composante de l'OLP, celle-ci a appelé, mercredi 8 juillet, les Palestiniens des territoires occupés à « préserver l'unité nationale face à l'ennemi » et à placer l'Intifada « au-dessus de toute forme de divergence ».

GAZA

de notre envoyé spécial

« Si l'escalade se poursuit, cela pourrait bien dégénérer en guerre civile. » Dans le petit salon de sa vaste demeure, à Gaza, le Dr Haydar Abdel Chafi, président du Croissant-Rouge local et chef de la délégation palestinienne aux négociations de paix, ne cherche plus à dissimuler sa « profonde inquiétude ». Entre les militants laïques du Fath de M. Yasser Arafat et les « barbus » islamistes de Hamas, les couteaux sont tirés. Enjeu de la bataille en cours : le pouvoir incertain dans le régime d'autonomie promis aux Palestiniens « dans les six à neuf mois » par les travaillistes israéliens.

En quarante-huit heures, les échauffourées qui ont éclaté mardi 7 juillet ont dégénéré en combats de rue d'une ampleur et d'une violence sans précédent. Pour la première fois, des pistolets, couteaux, machettes, massues et lance-pierres ont été utilisés dans des affrontements.

LIBYE : un pilote de chasse se réfugie en Grèce. - Un avion de combat libyen, de type MIG 23, a effectué, mercredi 8 juillet, un atterrissage forcé sur l'aérodrome de Malmédy, dans le nord-ouest de l'île de Crète, a annoncé un porte-parole officiel grec. Le pilote, un sous-lieutenant âgé de vingt-huit ans, qui a atterri « de son propre gré » et sans informer la tour de contrôle, a demandé l'asile politique, et-on indique de source militaire grecque. - (AFP)

ments entre Palestiniens. Une dizaine de personnes ont été blessées par balle, une quarantaine d'autres ont dû recevoir des soins dans divers cliniques et dispensaires privés. Blessé mardi d'une balle dans la jambe, un jeune homme de dix-sept ans, réputé proche du Fath, est décédé la nuit suivante. « Poignardé sur son lit d'hôpital », affirment des proches.

La rivalité entre Hamas et le Fath ne date pas d'aujourd'hui. Elle remonte à la création du mouvement islamiste il y a cinq ans. Pour des raisons en apparence mystérieuses, elle s'est aggravée ces dernières semaines, après la révélation - sans preuve - d'un prétendu complot mijoté par le Fath pour éliminer les cadres de Hamas. Dans une guerre de communiqués et de tracts vengeurs, les uns et les autres se sont accusés de trahison, de collaboration avec l'ennemi sioniste, puis de tentative d'assassinat. Aux paroles se sont joints joints les gestes, jusqu'à l'explosion de ces dernières quarante-huit heures.

Toute la journée de mercredi, le vieux communiste palestinien qui avait su éveiller l'opinion publique internationale l'an dernier à Madrid, a tenté de ramener le calme, de trouver un compromis entre les factions, de leur faire signer une trêve en deux mois. Peine perdue. Mercredi à 16 heures, après avoir entendu les récriminations des frères ennemis, le Dr Abdel Chafi nous a confié à la fois son découragement et son espoir de parvenir « plus tard » à une sorte de cessez-le-feu. Une heure après, l'ennemi commun des deux factions, à savoir l'armée israélienne, accusée de part et d'autre d'attiser les dissensions, décidait d'imposer le couvre-feu sur certaines des zones les plus touchées par les affrontements.

Le chandor des camps

Dans les huit camps misérables où sont entassés plus du tiers des huit cent mille résidents de la bande de Gaza - l'un des endroits les plus surpeuplés de la Terre, avec 46 km de long sur 6 à 10 de large, - la tension reste très vive. Un incident parmi d'autres dans le

camp de Chati, qui jouxte la ville de Gaza : une poignée de militants fondamentalistes, armés à coups de pierre, par un petit groupe de leurs adversaires du Fath se réfugièrent dans la mosquée. De crainte de se trouver pris dans des échauffourées dont ils sont l'enjeu et parfois les acteurs, les cinquante mille résidents du camp ne sont guère sortis de la journée.

A la mosquée, un barbu assiégué et affaibli s'est saisi du microphone réservé au muezzin pour appeler les fidèles à la prière. « A l'aide ! A l'aide ! s'écrie-t-il. Ici Hamas. Le Fath, collaborateur de la Shabak israélienne, nous attaque ! ». L'appel a résonné dans tout le camp. Des résidents du Fath se sont joints aux militants des deux camps, se répandant en courant dans les ruelles. Direction la mosquée. Bientôt la bataille, à coups de pierres et de masses, fait rage. Des femmes hurlent et des gamins s'enfuient. Sur ce, les militaires israéliens surgissent. Une douzaine de jeeps chargées de soldats guère plus âgés que les combattants foncent sur l'objectif.

Divergences sur l'autonomie

Comme par enchantement, l'affrontement entre Palestiniens s'arrête en quelques minutes. Les frondes se tournent vers l'ennemi commun. Lequel lâchera quelques rafales, blessant légèrement un jeune à la jambe. Incident exemplaire du quotidien dans le chaudron de Gaza. « Nous sommes tous unis dans la lutte contre l'occupant », nous avait dit, un peu plus tôt dans la journée, le Dr Ahmed Elyazji, chirurgien, dirigeant local du Fath et, lui aussi, membre des délégations palestiniennes au processus de paix. La question est évidemment de savoir si les Palestiniens pourront rester unis quand - et si - l'occupant se retire.

« La période de transition que nous vivons actuellement, ajoutait notre interlocuteur, est très critique. » Selon lui, l'épreuve de force engagée par « nos frères de Hamas » s'avère qu'un seul motif : « Ils sentent que l'autonomie est peut-être proche, ils veulent leur part du gâteau, c'est tout. » Le Dr Abdel Aziz Rantisi - il y a

beaucoup de médecins dans la lutte palestinienne - rejette bien entendu cette lecture des faits. Membre fondateur de Hamas, il reconnaît tout de même l'évolution de son mouvement à l'égard de l'autonomie. « Nous la rejetons, dit-il avec force, car elle nous coupe la route d'une véritable indépendance ».

Rien de changé sur ce point, Hamas est opposé depuis le début au processus de paix en cours. Les élections inter-palestiniennes, qui devraient précéder l'autonomie promise sont en revanche beaucoup plus alléchantes pour une organisation qui a finalement assez peu de moyens financiers et qui dispose d'un soutien évalué, à Gaza, à près d'un tiers de la population. L'ambition - pas encore déclarée mais presque - de ce mouvement, dont les dirigeants sont réputés pour leur probité (ce qui n'est pas le cas de nombre de notables proches de l'OLP), est de devenir, à tout le moins, l'opposition légale et si possible puissante d'un futur et éventuel « parlement » palestinien.

« Comme nos frères algériens du FIS, expliquait le Dr Rantisi, nous avons perdu confiance dans les pouvoirs et les structures laïques. L'espèce de course à la légitimité et à la surenchère révolutionnaire et indépendantiste qui a lieu en ce moment entre le Fath et Hamas ne vise rien d'autre que le contrôle des futures voix palestiniennes. « Que deviendrons-nous, demandait récemment un militant de Hamas dans une conversation privée, si demain, des policiers du Fath pouvaient légalement, dans le cadre de l'autonomie bon marché qui est offerte par les Israéliens, nous interdire ? » Tout est là, ou presque. Les « barbus » palestiniens peuvent bien prétendre, comme le Dr Rantisi que « Rabia et Shamsir sont les deux faces d'une même pièce » et que « l'autonomie est un leurre », ils croient beaucoup plus sérieusement que d'autres aux promesses du nouveau premier ministre israélien. « La paix est un combat », dit le docteur Elyazji. Il vient de commencer.

PATRICE CLAUDE

1501 61 44 00

POLITIQUE

Le congrès du PS à Bordeaux

Quand M. Frêche se « mouille »

Le maire de Montpellier est partisan d'un gouvernement « d'union nationale » pour « remettre la France sur les rails »

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Il y a du boulot en M. Georges Frêche. Quand cet homme s'est fixé un objectif, il va droit à l'essentiel. A grands coups de colère ou de rire, selon les obstacles, toujours à grands coups de gueule, mais sans s'embarrasser de fioritures. Il ne le faisait pas, à l'époque où sa ville de Montpellier contemplait tellement le nombre de son glorieux passé qu'elle en était devenue névrosée. Ses propres amis socialistes le considéraient comme un incontestable marginal. Il le fait encore moins aujourd'hui après avoir métamorphosé Montpellier en « eurocité » de style. Son bilan a légitimé son référendaire. Ses amis prêtent désormais à son franc-parler une oreille plus attentive : ce n'est pas maintenant qu'il va changer de ligne.

Ce n'est donc pas la peine de lui demander ce qu'il pense des différents textes soumis aux votes des militants du PS dans la perspective du congrès extraordinaire de Bordeaux. Depuis le congrès de Metz, en 1979, qui avait marqué le début de sa longue brouille avec M. François Mitterrand, M. Frêche, maire de Montpellier, député de l'Hérault, ne lit plus les documents de son parti. « A l'époque, avoue-t-il, je les lisais parce que j'y croyais. Depuis, j'ai compris qu'on faisait voter des textes, puis que chacun faisait ce qu'il voulait. J'ai maintenant le calme des vieilles troupes. »

Du reste, ce congrès de Bordeaux ne revêt, à ses yeux, qu'une importance toute relative : « Je n'en attends rien. On ne pouvait faire qu'un

congrès de façade, c'est ce qu'on a fait et bien fait. C'est un moindre mal. » Il jure qu'il se montrera discipliné, bien que, en fidèle « journaliste », il n'ait jamais dévié d'affection pour M. Laurent Fabius. « Moi, je serai socialiste jusqu'à ma mort. Je ne suis pas socialiste pour faire plaisir à Fabius, Mauroy, Chevènement, Rocard ou Mitterrand. Je me situe souvent dans l'opposition à l'intérieur du parti. Quand la cavalerie charge, ce n'est pas grave qu'il y ait deux ou trois types, à droite ou à gauche, qui sabrent dans les fourrés. Mais quand l'infanterie avance, alors là, il faut que tout le monde se rassemble. Fabius, on peut l'aimer ou pas, mais c'est un homme intelligent, brillant, qui ne trahit pas de casseroles et qui a gouverné plutôt bien que mal. Il est tout à fait capable de nous mener aux législatives dans les meilleures conditions possibles. Moi, j'avais voté Mauroy ; Mauroy a passé les rênes à Fabius. Je suis cohérent : je ne me range pas derrière Fabius, je me range derrière le nouveau premier secrétaire. Mon mot d'ordre, aujourd'hui, est clair : tout le monde derrière Mitterrand, Bérégovoy et Fabius. »

Car le maire de Montpellier n'est pas du genre à désespérer : « En ce moment, la politique, en France, c'est un combat de nègres dans un tunnel. On ne sait pas qui est le meilleur. Ce sont les moins mauvais qui gagnent ! J'aurais tendance à penser qu'on ne va être battus que de peu, mais, si Chirac et les autres continuent à être aussi mauvais, on va gagner par surprise ! « Béré » fait un peu « teuf-teuf-teuf », mais il ne fait pas d'erreur et, comme la tortue, il peut, à la fin,

battre les lions. » C'est également à la hussarde que M. Frêche mènera campagne en faveur du « oui » au traité de Maastricht sur l'Union européenne. « Notre société a perdu ses repères, affirme-t-il, il y a du flottement dans les rangs parce que notre monde traverse une phase de désintégration comme l'Histoire en a plusieurs fois connus, par exemple à la fin de l'Empire perse ou de l'Empire byzantin, et cela ne se décantera pas avant un quart de siècle. C'est une raison supplémentaire pour dire « oui » à Maastricht. Ce n'est pas que plus difficile, mais ce n'est pas que plus nécessaire. » Et il le fera en plaçant pour le droit d'expression de la minorité : « La sagesse commande de laisser jouer la clause de conscience en faveur de Jean-Pierre Chevènement. Il faut canaliser les tendances, mais aussi les maintenir. Les tendances, c'est peut-être mauvais, mais quand il n'y a plus, on a le centralisme démocratique. Au moment où le socialisme totalitaire s'effondre à l'Est, le PS ne va tout de même pas devenir le dernier parti bolchevique ! »

« Mitterrand a fait du de Gaulle »

Pour M. Frêche, l'essentiel, aujourd'hui, n'est plus là, mais dans la fragmentation de la société française que révèle la montée des corporations, dont la « jacquerie médiévale » des routiers n'est qu'un symptôme parmi d'autres. Il apparaît dans la crise d'autorité qui se manifeste désormais, chaque fois qu'il y a un conflit social, par un réflexe d'unité contre le pouvoir d'Etat. Il se situe dans les dysfonctionnements des services publics que traduit le scandale de la transfusion sanguine, etc.

Le maire de Montpellier, qui assimile la vocation corporative de sa ville à celle de Florence sous la Renaissance, parle de « mal gouverner », et son jugement résonne comme un réquisitoire : « La France n'est plus en état de marche. La plupart des ministres ne savent pas ce que c'est de gouverner parce qu'ils ne sont pas habitués à gérer la vie quotidienne des gens. Ils ne savent pas contrôler l'administration et ils me font penser, devant elle, à des mecs aux ongles rongés en train de gratter du diamant pour y laisser des traces ! L'Etat ne sait plus communiquer avec les citoyens, alors qu'il a le développement des médias nous sommes revenus à l'époque de l'agora grec-

que : il s'agit de dialoguer directement avec les citoyens. L'Etat est devenu une montagne qui va s'écraser parce qu'elle ne lèche pas de l'est. Il faut moins d'Etat, mais mieux d'Etat. Cela, François Mitterrand ne l'a pas compris, comme il n'a pas compris que la structure départementale était devenue obsolète. J'aurais aimé qu'il soit aussi un grand homme d'Etat à l'intérieur de notre pays, qu'il prenne des décisions stratégiques. Je l'estime infiniment, mais après avoir écrit le Coup d'Etat permanent, il n'a pas touché à l'Etat ; il a fait du de Gaulle. M. Frêche, dans les conditions actuelles, ne tiendrait pas dix ans... »

La France serait-elle donc vouée au pire des destins ? M. Frêche, qui a répondu à tout, soumet une suggestion à la réflexion de ses camarades : « La démocratie ne peut plus fonctionner comme ça ! Il faut refaire la France à l'anglo-saxonne, en sortant du droit romain. Au point où nous en sommes, je crois que ce qu'il faut, pour remettre la France sur les rails, je me mouille, c'est pendant un an, un gouvernement d'union nationale, rassemblant les socialistes, les écologistes, le RPR, l'UDF... Sans exclusion, bien entendu, les communistes, parce que, cela va de soi, le paradoxe du maire socialiste de Montpellier-la-diva « d'union nationale » est d'être un bourgeois international. Cela prouve au moins que même un bouteur tout terrain peut tracer des arabesques. »

ALAIN ROLLAT

Le PS propose un « partenariat » aux écologistes

Suite de la première page

Les « trois tâches majeures » de ces assises sont, selon les propos du premier secrétaire dans *Vendredi* (daté 3 juillet) la mobilisation pour le « oui » au référendum sur l'Union européenne, le programme et la stratégie pour les élections législatives et, « à long terme », la rénovation « du PS et de toute la gauche ». Or, M. Fabius sait bien que le calendrier électoral rend pratiquement impossible de mener à bien, de front, ces trois tâches. Les socialistes ne pourront se préparer pour les élections législatives qu'une fois passé le référendum du 20 septembre, qui brouille les contours des alliances possibles par le scrutin majoritaire. Quant à la rénovation de la gauche, elle dépend d'échéances ultérieures. Pour M. Lionel Jospin, qui l'écrit dans le bulletin de son courant, *Idees-Farces*, ce débat-là « viendra en son temps », c'est-à-dire... pas maintenant.

L'offensive politique des magistrats

S'agissant du programme du PS, M. Fabius précise, d'ailleurs, que « du congrès sortira un nouveau texte, qui devra ensuite être resserré, résumé et renforcé pour pouvoir être largement diffusé dans l'opinion publique ». Autant dire que la « réunion de Bordeaux », selon l'expression consacrée, des amis de M. Jean-Pierre Chevènement, pourra difficilement représenter davantage qu'une étape dans l'élaboration des propositions du PS. Faute d'y arriver en ayant en poche la garantie d'un accord avec les écologistes pour les élections législatives, le premier secrétaire ne peut espérer donner à son premier congrès dans cette fonction la dimension stratégique escomptée.

La propre tâche de M. Fabius, à Bordeaux, se révèle d'autant plus délicate que, comme il était prévisible, l'ouverture du congrès coïncide avec une nouvelle phase dans l'action de la justice sur les affaires de financement du parti et de ses campagnes électorales. Ayant rencontré le juge Renaud Van Ruymbeke sur sa route dès le premier jour - le magistrat rennais était venu perquisitionner au PS quelques heures après la passation des pouvoirs entre M. Pierre Mauroy et M. Fabius, le 14 janvier dernier - il le retrouve six mois plus tard. Le PS n'est pas, aujourd'hui, mieux armé qu'il ne l'était alors pour faire face au soupçon qui pèse sur ses élus, alors même que, selon la SOFRES, 48 % des Français plaçaient au premier rang des événements qui pouvaient leur causer le PS moins antipathique « la condamnation en justice des personnalités politiques impliquées dans les affaires ».

La « double appartenance »

Le contexte créé autour du congrès extraordinaire de Bordeaux n'est manifestement pas favorable à ce que ces assises revêtent un grand éclat. Anticipant sur cette morosité - et sur une audience encore affaiblie par rapport au congrès de décembre dernier, - M. Jean-Pierre Chevènement et ses amis, partisans du « non » au référendum sur le traité de Maastricht, ont simplement appelé à voter contre le projet de programme proposé par la majorité du comité directeur, position qui a été approuvée par 8,5 % des militants ayant exprimé un vote. M. Jean Poperen a, lui, voté pour ce texte, mais il a fait savoir dès le début de la semaine (le *Monde* du 8 juillet) qu'il n'attend pas grand-chose du congrès. L'un comme l'autre regardent vers d'autres horizons pour contribuer à la « recomposition de

Les idées de la Gauche socialiste

M. Mélenchon et l'« indicateur de développement humain »

La Gauche socialiste, née de la fusion entre le courant de M. Marie-Noëlle Lienemann, ex-«néo-rocardienne», et celui de MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, « tontonmaniques » avérés, n'avait pas tardé à faire parler d'elle après avoir reçu la consécration que représentait l'entrée d'un de ses chefs de file dans le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy. M. Lienemann n'était pas ministre délégué au logement et au cadre de vie depuis beaucoup plus d'un mois qu'elle pressait le PS, dans un entretien publié le 13 mai dernier par le *Parisien*, de « faire le ménage » parmi ses élus, en désignant lui-même ceux d'entre eux qui auraient succombé à une « corruption éventuelle ».

Plaident depuis longtemps pour ce qu'ils appellent la « belle alliance » des « rouges » (les communistes), des « roses » (les socialistes) et des « verts » (les écologistes), les animateurs de la Gauche socialiste se veulent les ingénieurs de ce qui pourrait devenir la nouvelle stratégie du PS. « Chaque époque produit les idées qui permettent de la comprendre », explique M. Mélenchon, qui est, des trois, le plus férus d'idéologue. « Aujourd'hui, dit-il, c'est l'écologie qui met en évidence les limites du modèle de développement capi-

taliste. Si l'on en reste à ce modèle, on ne pourra tenter de réduire l'écart entre les pauvres et les riches qu'en sacrifiant la planète. Les socialistes, pour qui la question sociale est prioritaire, doivent donc se tourner vers la recherche d'un « éco-développement » durable. Sinon, ils abandonnent tout l'espace de la critique du capitalisme aux écologistes. »

« On ne peut pas continuer à apprécier la politique d'un gouvernement socialiste en fonction de critères qui ne sont pas ceux des socialistes », affirme le sénateur de l'Essonne. Il faut dire quels objectifs nous poursuivons, qui nous distinguent de la droite. C'est pourquoi nous proposons l'idée d'un « indicateur de développement humain », évaluant l'avancement d'une société en fonction de la valeur fondamentale à nos yeux : l'apaisement de la personne. » Au congrès de Bordeaux, la Gauche socialiste se battra pour faire prendre en compte cette notion et pour rétablir dans le programme du PS la réforme fiscale et l'objectif des trente-cinq heures de travail hebdomadaire, qui en ont disparu, ainsi qu'un paragraphe consistant sur l'alliance avec la PCF.

P. J.

la gauche » qu'ils appellent de leurs vœux. Estimant que la position minoritaire de M. Chevènement n'est pas de nature à altérer la perception de l'engagement européen du PS par l'opinion, M. Fabius n'envisage pas de procédure d'exclusion contre le courant Socialisme et République.

Le premier secrétaire a précisé, en revanche, que toute « double appartenance » serait inacceptable. Cet avertissement vaut pour l'ancien ministre de la défense et ses amis, qui évoquent la création d'un mouvement baptisé « Gauche citoyenne », et pour la Gauche socialiste en raison de l'annonce par M. Harlem Désir de la création du « Mouvement ». Or, le président de SOS-Racisme a des amis dans ce courant, qu'anime notamment M. Julien Dray, ancien vice-président de l'organisation antiraciste. Les autres dirigeants de la Gauche socialiste, M. Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au logement et au cadre de vie, et M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, écartent clairement, quant à eux, toute rupture avec le PS.

La Gauche socialiste, qui a opposé son propre projet de programme à celui de la majorité du comité directeur en vue du congrès de Bordeaux (le *Monde* daté 3-6 juillet), constate qu'avec un score qui devrait se situer au-dessous de 8 % des mandats, elle a légèrement progressé, certes, par rapport au congrès extraordinaire de décembre dernier (6,76 %), mais que les courants majoritaires et, principalement, celui de M. Laurent Fabius, lui ont chichement mesuré l'oxygène. Les résultats obtenus dans les fédérations fabiusiennes du Pas-de-Calais, de la Seine-Maritime et des Bouches-du-Rhône n'inspirent pas à ses dirigeants un vif désir de s'intégrer à la direction « resserrée » que M. Fabius souhaite mettre en place après le congrès.

Le débat sur le programme peut être alimenté, à Bordeaux, par le désir de M. Fabius de définir quelques mesures que le PS pourrait demander au gouvernement de prendre à l'automne - la prise en charge du risque que représente la grande dépendance pour les personnes âgées, la sanction financière du linéairement des salaires de cinquante-cinq ans et plus, voire la pérennisation des exonérations de charges pour le premier emploi - et par les efforts de la Gauche socialiste pour inscrire dans ce texte des éléments de « programme commun » avec les écologistes. A défaut d'être le congrès d'un progrès stratégique décisif, Bordeaux pourrait être celui d'un début de « dialogue idéologique » avec les partenaires que le PS rêve d'attirer à lui.

PATRICK JARREAU
Lire également page 20
l'article de Roland-Pierre Farlangue
et Edwy Plenel :
M. Renaud Van Ruymbeke a-t-il
d'inculpé M. Henri Emmanuelli,
président de l'Assemblée nationale.

Après l'analyse des votes des militants

Socialisme et République estime que la « crise » du parti est « grave »

Le courant Socialisme et République, qu'anime M. Jean-Pierre Chevènement, a rendu public, mardi 7 juillet, son analyse des votes des militants socialistes en vue du congrès extraordinaire qui doit se réunir à Bordeaux le 10 juillet. « Quant 65 % des adhérents du Parti socialiste ne se déplacent même plus pour le congrès de leur parti, quand un votant sur cinq refuse le texte de la direction, c'est que la crise est grave », estime Socialisme et République, ajoutant que « la réunion de

Bordeaux où ne sera représenté qu'un tiers des militants n'est pas un vrai congrès ».

M. Chevènement et ses amis affirment que « le programme et la stratégie d'alliance avec une partie de la droite dérouteront les militants qui n'acceptent pas cette dérive du parti d'Epine ». Ils appellent ceux des socialistes « qui n'acceptent pas ce retournement d'alliances, ni cette conversion au libéralisme, à faire naître l'urgent mouvement de renouveau ».

Avec l'adoption de plusieurs textes en navette entre les deux Assemblées

La session extraordinaire du Parlement s'est achevée

La session extraordinaire du Parlement, ouverte le 1^{er} juillet, s'est achevée, jeudi 8 juillet, par la lecture du décret de clôture signé par le président de la République depuis Munich où il assistait au sommet des sept pays les plus industrialisés. Les dernières séances ont permis l'adoption définitive de plusieurs textes en navette entre les deux Assemblées.

Dispositions relatives à l'éducation nationale.

Les députés ont adopté définitivement le projet de loi sur la validation

d'acquis professionnels pour la délivrance des diplômes et portant diverses dispositions relatives à l'éducation professionnelle. Ce texte, qui n'a pas fait l'objet d'un accord en commission mixte paritaire (CMP), formée de députés et de sénateurs, comporte notamment la traduction législative de l'accord intervenu, le 13 juin, entre l'Etat et l'enseignement catholique, apurant le contentieux sur le forfait d'externat. Seul le PS a voté pour. L'opposition UDF-RPR-UDC s'est abstenue tandis que le PC a voté contre.

Adaptation du revenu minimum d'insertion (RMI).

Les députés ont adopté définitivement le projet de loi portant adaptation de la loi du 1^{er} décembre 1988 sur le revenu minimum d'insertion (RMI) et relatif à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle. Ce texte, sur lequel députés et sénateurs n'ont pu trouver un accord en CMP, vise notamment à renforcer le dispositif d'insertion et à généraliser la gratuité des soins médicaux. Seul le PS a voté pour. L'opposition UDF-RPR-UDC et le PC se sont abstenus.

Création du plan d'épargne en actions.

Les députés ont adopté définitivement le projet de loi créant le plan d'épargne en actions (PEA). Visant à encourager les ménages à constituer une épargne longue et à orienter celle-ci vers les entreprises, ce texte n'avait pas fait l'objet d'un accord en CMP. Seul le PS a voté pour. Le PC a voté contre et l'opposition UDF-RPR-UDC s'est abstenue.

Apprentissage et formation professionnelle.

Les sénateurs ont adopté définitivement le projet de loi relatif à l'ap-

prentissage et à la formation professionnelle qui avait fait l'objet d'un accord en commission mixte paritaire. Le texte fixe notamment au 1^{er} septembre 1992 l'harmonisation des rémunérations des apprentis. Le projet a été adopté par la droite et le PS. Seul le groupe communiste a voté contre.

Harmonisation de la TVA.

Le projet de loi relatif à l'harmonisation au sein de la communauté de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a été adopté définitivement par les sénateurs. Seuls les communistes ont voté contre le projet qui avait fait l'objet d'un accord en commission mixte paritaire.

Assurance et crédit.

Les sénateurs ont adopté définitivement le projet de loi modifiant la législation en matière d'assurance et de crédit pour le marché unique européen. Le projet de loi, qui a fait l'objet d'un accord en commission mixte paritaire, précise notamment l'appartenance au secteur public des sociétés d'assurances. Seul le groupe communiste a voté contre.

Rectification de vote.

M. Gérard Gouzes (PS), président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, nous indique que c'est par erreur qu'il a été compté parmi les députés socialistes qui n'ont pas pris part au vote sur le livre II du projet de loi réformant le code pénal pour protester contre le maintien de l'incrimination d'auto-avortement. M. Gouzes précise qu'il souhaitait voter pour le projet.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA LECTURE

Envoyer 80 F (timbres à 2,50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 160 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

كتاب من المجلد

JUSTICE

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

La débâcle et l'aveu

La reconnaissance par le docteur Michel Garretta, ancien directeur général du Centre national de la transfusion sanguine (CNTS), de certaines de ses erreurs dans la politique suivie à l'égard des hépatites - dont 256 sont morts et 1 200 sont contaminés par le virus du sida - a dominé les débats du mercredi 8 juillet, devant la 16^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. La tension propre à ce procès n'en reste pas moins très vive.

Doucement, lentement, le procès a « craqué » comme un ciel d'orage après une journée lourde et moite. Et l'on ne fut pas trop surpris lorsque le docteur Michel Garretta, la moustache défilante, se lança dans un mea-culpa à sa mesure : « J'ai commis une erreur, je l'assume », dit-il d'une voix légèrement vibrante et comme tremblée.

Alors qu'il venait de reconnaître avoir tous les éléments en sa possession, en avril 1985, pour mesurer les dangers encourus par les hépatites consommateurs de concentrés sanguins non chauffés, le docteur Garretta a donc plié pour la première fois : « Je comprends bien aujourd'hui que j'ai commis une erreur. Je n'ai pas su dire au ministère de la santé : il faut importer massivement des produits chauffés. » Je n'ai pas su dire au Laboratoire national : « Je n'attends pas votre autorisation. » Eh bien, je n'ai pas su le faire ! Je n'ai pas su être hors la loi ! Je n'ai pas su être hors norme ! Mais je n'ai pas pris ma décision par indifférence. Je l'ai prise parce que je pensais que c'était la moins mauvaise solution, le meilleur compro-

mis. Je me suis peut-être trompé. » Tout le personnage éclatait dans cette confession amendée aussitôt que consentie : « Je me rends compte que toutes les critiques pèsent sur moi. Mais, dans les jours qui suivent ma décision, tous les responsables, à tous les niveaux, prennent les mêmes décisions. Il faudra bien expliquer pourquoi tout le monde commet les mêmes erreurs ! »

On se rappelle alors la sortie de M. François Moret, l'un de ses conseillers, qui brossait le portrait d'un prévenu traqué : « Je vous interdis de l'injurier. Il a été forcé comme un sanglier. On s'étonne de son cynisme quand il répond brièvement, on le qualifie de fuyant quand il répond longuement ! » On se rappelle tous les démentis, toutes les dénégations, et les affirmations, et les assurances, et les serments des jours précédents...

Un roman noir

Crévé, l'orage grondait encore. Et il allait revenir à M. Michel Zaoui, partie civile, de provoquer un nouvel éclair de vérité : « Docteur Garretta, vous avez écrit qu'attendre le 1^{er} juillet 1985 pour « basculer » des produits non chauffés aux produits chauffés vous semblait le meilleur compromis entre les impératifs de la santé publique et les contraintes économiques. Vous êtes médecin. Comment pouvez-vous mettre en balance ces impératifs et ces contraintes-là ? »

— Quand on est confronté à une réalité complexe, il faut tout prendre en compte. Bien sûr, aujourd'hui, tout le monde dit que je me suis trompé, et je sais que j'ai fait une erreur. Il est évident que, si

j'avais été capable d'acheter des tests de dépistage du sida aux États-Unis, nous aurions pu éviter la contamination de plusieurs centaines de malades. »

Le docteur Garretta se rassoit, luttant contre les sanglots muets. Trop de faits imparables, de documents et de témoignages s'étaient accumulés depuis trois semaines pour qu'il puisse tenir ferme dans son for. Trop d'accusations, d'abord insinuées, puis assénées par ses trois honorables confrères et co-accusés, ont sapé la fiction dans laquelle il s'est drapé : directeur général sans fautes et sans reproches, prince immaculé de la transfusion sanguine à la française...

Mercredi 8 juillet, toutes ses fortifications, ou peu s'en faut, ont cédé les unes après les autres. Et le président Jean-Louis Mazières s'est contenté, avec la précision nécessaire, de tourner les pages de ce roman noir.

Début mai 1985, le docteur Garretta sait en effet que 50 % des quatre mille hépatites françaises sont déjà contaminées par le virus du sida. Mais il peut aussi chiffrer l'évolution prévisible de l'épidémie si rien n'est fait. Bien conscient qu'il faudrait enquêter la contamination des hépatites, il écrit les 7 et 9 mai, à l'intention du Laboratoire national de la santé, de la direction générale de la santé et de son ministre de tutelle, que « trois mois de retard signifient, à terme, la mort de cinq à dix hépatites et d'un certain nombre de leurs proches ». Il est, ajoute-t-il, d'une « urgence absolue d'interrompre la propagation » du mal.

Or, vingt jours plus tard, le docteur Garretta dirige une réunion interne du Centre national de la transfusion sanguine. Les experts

présents confirment l'ampleur du danger : « Tous nos lots sont contaminés... » Ce qui n'empêche pas le directeur général du CNTS de conclure « au non blocage et au non rapatriement a posteriori des lots de produits finis, sachant que le calcul statistique démontre malheureusement que tous nos pools sont actuellement contaminés ».

« Je ne suis pas un surhomme »

Pourquoi ne pas avoir choisi d'interdire la distribution des concentrés contaminés, lui demande le président. « Ce n'était matériellement pas possible de retirer tous les produits... », article maladroite du docteur Garretta. Aïe ! est-il passé de la proclamation d'une « urgence absolue » d'agir à une capitulation en rase campagne, avant même d'avoir croisé la fer avec les pouvoirs publics... Ainsi commence-t-il à se perdre dans ses propres contradictions.

Sans doute faut-il chercher une explication plus forte et vraisemblable à sa politique, durant les printemps 1985, dans ces lignes qui résument le faux dilemme des dirigeants du CNTS à la date du 29 mai : « C'est aux autorités de tutelle de prendre leurs responsabilités sur ce grave problème et d'éventuellement nous inviter de céder des produits, avec les conséquences financières que cela représente. »

« Quelles sont les contraintes économiques qui autorisent le docteur Garretta à prendre le risque de contaminer 20 % des hépatites ? », interroge M. Georges Holleaux, partie civile. Le docteur ne répond pas. Alors le substitut, M. Michèle Bernard-Régulier, évo-

que à sa place les produits sanguins en stock au CNTS et leur « poids » financier, quelque 10 millions de francs.

Alors s'effondre la deuxième ligne de défense du docteur Garretta. Car comment justifier que des produits sanguins réputés « semi-finis », qualifiés par l'ancien directeur général du CNTS de « résidus » - des « résidus du chauffage », puissent se voir imputer une valeur financière ? Comment, surtout, après avoir eu l'inconscience de leur conférer une valeur marchande, oser les mettre en vente ?

A ce point, les réponses du docteur Garretta, encore assurées dans la forme, ne sont plus, sur le fond, que des balbutiements : « Nous faisons ce que nous pouvons... », « Je ne suis pas un surhomme », « Je n'ai pas su le faire, et puis c'est tout... » « Personne ne nous dit de faire autrement. Il faut expliquer pourquoi tout le monde s'est trompé. »

Inertie et absence de courage

Au fait, oui, pourquoi ? Parce qu'à l'évidence il y eut, dans la sphère administrative-politique en charge de ce dossier, une faillite et une démission sans freins. Peut-être le docteur Garretta n'a-t-il pas son lorsqu'il s'agissait de se reconstruire sur le banc des prévenus, où il aurait volontiers accepté la compagnie des médecins solitaires des hépatites et des « deux cents » responsables de la transfusion sanguine française. Peut-être...

Mais en quoi sa responsabilité personnelle en aurait-elle été diminuée ? Il n'est pas sûr que celui qui ne veut pas entendre, lance sans aménité excessive le docteur

Jean-Pierre Altain, son ancien collaborateur et actuel co-accusé. Je n'étais absolument pas d'accord avec lui et, dans le contexte de sa prise de pouvoir au CNTS, il cherchait à éliminer ses opposants. J'ai un certain nombre de pièces qui me permettent d'affirmer qu'il voulait m'écarter. »

Et le docteur Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la santé, autre inculpé, se défendait tout aussi vivement de ses responsabilités : « Je n'étais pas un fonctionnaire d'autorité. J'ai fait ce que j'ai pu à l'époque. Je n'avais pas le pouvoir d'arrêter la distribution de ces produits. Le docteur Garretta m'a écrit pour me dire qu'il chauffait tous les concentrés en Autriche. Je n'avais pas lieu de soupçonner un industriel de mettre en vente des produits potentiellement contaminés. »

Cette débâcle devant les juges donne une idée de ce que paraît être l'inertie et l'absence de courage devant un problème majeur de santé publique. Comme si devait correspondre à la fuite devant les responsabilités de sa charge une culpabilité volée...

Aujourd'hui accablé, carmé, d'avoir la triste ambivalence de la déroute d'une partie de l'élite médicale, le docteur Garretta paye son ancienne gloire imméritée. N'était-il pas le patron sans partage du CNTS ? Ne disposait-il pas du monopole de l'importation pour la France des produits sanguins ? Ne pouvait-il pas, enfin, se prévaloir du titre enviable de conseiller technique du ministre de la santé en matière de transfusion sanguine ?

LAURENT GRELSAMER

Le docteur Rossignol condamné à dix-huit mois de prison

La troisième chambre du tribunal correctionnel de Toulouse a condamné, mercredi 8 juillet, le docteur Georges Rossignol, urologue à la clinique Saint-Jean-Languedoc de Toulouse, à dix-huit mois de prison ferme pour complicité de faux et usage (le Monde du 18 juin). Le docteur Rossignol, qui est privé de ses droits civiques, civils et de famille pour dix ans, devra également verser 190 000 F de dommages et intérêts aux parties civiles. Poursuivi pour faux en écriture privée, le secrétaire du docteur Rossignol, Christine Vuillemin, a été condamnée à cinq mois d'emprisonnement avec sursis.

En 1988, un commerçant toulousain, M. Michel Dufour, avait porté plainte contre X... après avoir échappé, grâce à la sagacité de son médecin de famille, à une cystectomie radicale (ablation de la vessie) préconisée par le docteur Rossignol. Le diagnostic de tumeur cancéreuse grave qu'avait délivré le chirurgien avait en effet été démenti par tous les autres spécialistes consultés par le malade. Le document d'analyse qui était supposé avoir justifié le diagnostic du docteur Rossignol était en fait un faux, dénoncé aussitôt par le laboratoire de la clinique Saint-Jean. L'ancienne secrétaire de M. Rossignol a reconnu l'avoir fabriqué elle-même à la demande, a-t-elle affirmé, de l'urologue. Le docteur Rossignol avait cependant toujours nié.

□ L'ancien PDG de l'entreprise constructrice du téléport de Luz-Ardiden condamné à deux ans de prison avec sursis. — Le tribunal correctionnel de Tarbes (Hautes-Pyrénées) a condamné, jeudi 9 juillet, à deux ans de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende, M. Victor Mautino, l'ancien PDG de la société Montaz-Mautino, le constructeur du téléport de Luz-Ardiden, dont l'effondrement avait coûté la vie à six skieurs, le 1^{er} mars 1987. Le tribunal a aussi condamné à deux ans de prison avec sursis et 30 000 francs d'amende M. Yves Estebenet, responsable du suivi des travaux et employé par la société CETESO (Centre d'études thermiques et électriques du Sud-Ouest).

Pour les neuf inculpés qui avaient comparu lors du procès en juin (le Monde du 12 juin), le procureur de la République avait requis des peines de six mois à deux ans de prison, assorties d'un sursis partiel ou total laissé à l'appréciation du tribunal, ainsi que trois relaxes.

SCIENCES

Dans l'Essonne

La totalité des déchets radioactifs entreposés au Bouchet pourraient être évacués

Le projet de réhabilitation du site du Bouchet (Essonne), sur lequel sont entreposés quelque 30 000 tonnes de déchets miniers contenant des résidus radioactifs, va peut-être connaître un début de concrétisation. Le préfet de l'Essonne devrait prendre une décision, jeudi 9 juillet, à l'occasion de l'examen de ce dossier par le comité départemental d'hygiène (CDH) du département.

Il n'est, bien sûr, pas question pour le CDH de laisser ce site en l'état. Bien que les déchets soient constitués de déchets miniers faiblement radioactifs résultant du traitement des minerais d'uranium, il y a dans ces résidus des quantités notables de radium. En particulier sur certains « points chauds » où le niveau de radioactivité atteint les 5 millions de becquerels par kilo contre quelques

dizaines, voire quelques centaines de becquerels sur d'autres zones du site.

Si les mesures effectuées à l'extérieur du site montrent que les eaux superficielles et profondes ne sont pas chargées en radium, si les émissions de radon, gaz radioactif résultant de la décroissance du radium, sont, sauf en un point, inférieures aux normes, celles faites à l'intérieur du site du Bouchet font apparaître des dépassements (entre 10 et 50 fois pour le radon) ainsi qu'une certaine contamination de la flore et de la faune au niveau des os.

Fort de ce bilan, le CDH pourrait proposer jeudi que le Commissariat à l'énergie atomique, responsable du site, recouvre temporairement le terrain d'argile et de terre pour piéger le radon et réduire ses émanations ; continue de surveiller radiologiquement

l'intérieur et l'extérieur du site ; enlève enfin la totalité des résidus des os, comme l'a proposé M. Jean-Yves Le Déaut, député socialiste de Meurthe-et-Moselle, un lieu de stockage national aura été mis en place pour ces déchets radioactifs (1).

Ce dernier problème, qui montre bien qu'à chaque type de déchets radioactifs doit correspondre une filière de gestion, est d'autant plus important que d'autres producteurs de ces matières gênantes, comme l'usine de terres rares de Rhône-Poulenc à la Rochelle, ne savent actuellement où entreposer leurs déchets, sinon de manière provisoire sur le centre nucléaire de Cadarache.

(1) Il pourrait être demandé que les déchets des points chauds soient tout de suite conditionnés et évacués vers un stockage provisoire.

ILE-DE-FRANCE

Construit par l'entreprise Bouygues

Un réseau de transports souterrain traversera les Hauts-de-Seine

M. Charles Pasquas, président du conseil général des Hauts-de-Seine, a présenté, mercredi 8 juillet, son projet de réseau souterrain de circulation qui reliera la Défense à Issy-les-Moulineaux, à l'ouest de Paris. Une ligne de transports en commun sera ajoutée aux voies à péage destinées aux voitures particulières.

MUSE (Maille urbaine souterraine expresse) devait être à l'origine un réseau routier souterrain concédé à péage. Il est devenu un projet non seulement routier, mais aussi de transports en commun puisque le tunnel prévoit, outre deux niveaux pour les voitures particulières, un troisième niveau réservé à une ligne de transports collectifs, soit VAL (métro léger automatique), soit système de bus articulés, soit métro automatique sur coussins d'air.

La principale colonne vertébrale du projet traversera le département en épousant sa forme de haricot du nord au sud, mettant en relation la Défense et Orly. Quatre branches, l'une vers l'est, trois vers l'ouest, interviennent le département. Il est évidemment prévu de pouvoir raccorder MUSE aux autres projets de transport régionaux, ainsi qu'aux différentes lignes SNCF, de métro et de RER.

Le département voit dans ce réseau l'occasion de combler le manque d'un réseau de transports en commun desservant entre elles les communes des Hauts-de-Seine. Actuellement, 86 % des déplacements à l'intérieur du département se font en voiture individuelle. Ses techniciens présentent comme une économie pour la collectivité l'ajout de la ligne de transports en commun au réseau routier initial : 2 kilomètres de tunnel pour les voitures seules coûtent 744 millions de francs et 930 millions si l'on ajoute la voie de transport en commun. Le réseau est évalué à 40 milliards de francs. A l'origine, le tunnel routier

concedé devait être intégralement financé par le péage. Au nom de la ligne de transports en commun, par définition service public, le département annonce qu'il consacrera 4 milliards de francs aux travaux, pour financer la première tranche (19 milliards au total) qui serait mise en service en 1999.

L'entreprise Bouygues, lauréate de la consultation internationale lancée en avril 1991, déjà chargée de la réalisation de « l'Université Pasquas » (le Monde du 25 juin), sera l'entreprise leader pour la construction du réseau, six autres groupements d'entreprises intervenant ponctuellement.

Le président du conseil général des Hauts-de-Seine et le maire de Paris n'ont pas fait la démonstration d'une grande concertation en présentant leur projet à quarante-huit heures d'intervalle : lundi 6 juillet, M. Jacques Chirac dévoilait le projet de réseau souterrain de Paris (le Monde du 5-6 juillet).

JOSÉE POCHAT

REPÈRES

ESPACE

Le lancement de la fusée japonaise H-2 est reporté d'un an

L'Agence spatiale japonaise (NASDA) a décidé de reporter d'un an le lancement de sa future fusée H-2, après un nouvel échec survenu le mois dernier dans la mise à feu expérimentale de son moteur principal LE-7. Rapporté par l'ensemble de la presse nationale, mercredi 8 juillet, ce contretemps porte un nouveau coup dur au programme spatial japonais, dont l'ambition est de concurrencer l'Europe et les États-Unis sur le marché des lanceurs de satellites.

La fusée H-2 a été conçue pour placer en orbite géostationnaire des charges de deux tonnes. — (AFP.)

HANDICAPÉS

Le Conseil économique et social dénonce le manque d'établissements spécialisés

Le Conseil économique et social a adopté, mercredi 8 juillet, un rapport sur les handicapés profonds, qui a été présenté par M. Michel Creton. Ce texte attire l'attention sur la situation particulièrement difficile des personnes atteintes simultanément de plusieurs handicaps moteurs et mentaux, ainsi que sur les autistes, qui restent, selon M. Creton, « les grands oubliés du handicap ». Mal identifiés, ils sont mal comptabilisés. Les estimations font état d'environ quarante mille enfants et adultes fréquentant un établissement spécialisé. Mais on ignore combien restent dans leurs familles. En tout cas, les foyers pouvant les accueillir sont en nombre insuffisant. Aussi, le Conseil économique et social propose-t-il de multiplier les « petits établissements d'accueil » et même de reconverter certains hôpitaux actuellement sous-occupés. Les conseillers demandent que le problème de la prise en charge de cette catégorie d'infirmités soit enfin clarifié entre l'État, le département et la Sécurité sociale. Ils suggèrent que les familles des polyhandicapés soient également mieux accueillies, informées et soutenues.

IMMIGRATION

Le maire de Vincennes juge « insupportable » la présence de familles européennes et maliennes « sur le même palier »

M. Jean Clouet, sénateur UDF et maire de Vincennes, estime, dans l'édition de son bulletin municipal, que mettre « sur le même palier » une famille de « type européen » et une famille malienne créerait une « situation insupportable pour les deux familles ». Commentant le « spectacle indigne et navrant » qu'offrent les 321 familles, pour la plupart maliennes, installées depuis le 21 mai au pied du château de Vincennes, pour réclamer un logement, le maire précise : « Comment peut-on imaginer que des populations africaines, par essence rurales, bénéficient ou souffrent (9 ou 10 enfants) sont susceptibles d'être logés dans des habitats collectifs de type européen ? »

Par ailleurs, des familles, également d'origine malienne, qui, depuis trois semaines, occupaient chaque après-midi la mairie de Gennevilliers (Hauts-de-Seine), à laquelle elles réclament un logement, ont été évacuées par la police, mercredi 8 juillet. La municipalité communiste affirme que toutes ces familles avaient été reçues une par une. « Certaines ont obtenu un logement neuf et d'autres demandes sont en cours d'examen », déclare-t-on à l'hôtel de ville de Gennevilliers.

□ Un cadre licencié abusivement reçoit 1,3 million de francs d'indemnités. — Le conseil des prud'hommes de Nancy (Meurthe-et-Moselle) a accordé, mercredi 8 juillet, 1,3 million de francs d'indemnités à M. Gérard Martin, sous-directeur d'un établissement bancaire, licencié en 1986 parce que sa sœur, employée de la même banque, avait commis des détournements de fonds. Le tribunal des prud'hommes lui a accordé 52 000 F de préavis, 416 000 F d'indemnités de licenciement et 832 000 F de préjudice moral. Licencié du Crédit universel pour « faute grave » et « absence de formalisme », M. Gérard Martin avait été blanchi au mois de mars par la cour d'appel de Nancy, après six ans de bataille juridique (le Monde du 20 mars).

PENDANT L'E
Le Monde

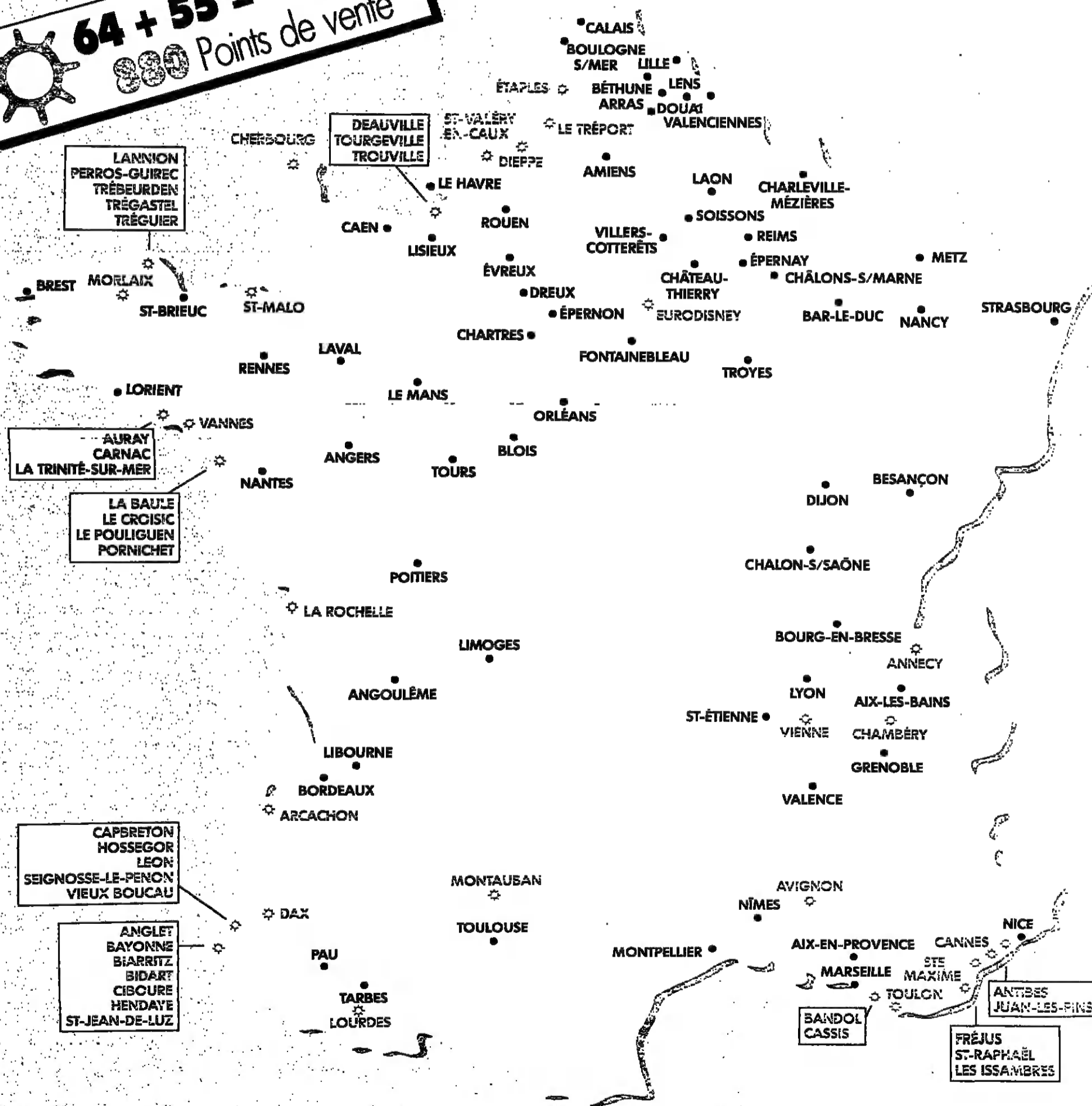
64 + 55 =

سكنا بنو العرب

Page 10

⚙ **Villes supplémentaires servies pendant l'été.**

● **Villes où *Le Monde* est déjà en vente le soir de sa parution**



AVEC LA COLLABORATION LOGISTIQUE DES NMPP, D'AIR INTER, DE LA SNCF ET DU SERNAM POUR L'ACHEMINEMENT.

MÉDECINE

Présentée par M. Bernard Kouchner

La réforme du système de greffes assurera une plus grande transparence

Un peu plus d'un mois après la publication du rapport de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) (*le Monde* du 4 juin), M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, devait rendre publiques, jeudi 9 juillet, les grandes lignes de la réforme du système de greffes de transplantation d'organes et de tissus que le gouvernement souhaite mettre en œuvre. Cette réforme, complémentaire de certaines dispositions contenues dans les projets de loi sur la bioéthique, prévoit la création d'un Comité de transparence et la mise en œuvre de plusieurs mesures destinées à rationaliser les procédures d'inscription des étrangers non résidents en France sur les listes d'attente.

Transparence, rationalisation et sécurité sont les maîtres mots de la réforme annoncée par M. Kouchner. Les pouvoirs publics ont tiré rapidement les conséquences du rapport consacré par l'IGAS aux transplantations d'organes et qui évoquait l'existence de véritables « filières de recrutement » pour les patients étrangers, en particulier italiens, en attente d'une greffe. Désormais, il devrait exister une véritable transparence tant en ce qui concerne les critères d'inscription sur les listes d'attente que des modalités d'attribution des organes entre les équipes.

Plus concrètement, le gouvernement a décidé de regrouper les différentes associations intervenant dans le domaine des greffes en fonction de leur rôle et de leurs activités principales. Un premier pôle sera constitué par les organismes chargés de la greffe ou de la transplantation elle-même. Ainsi, France-Transplant, le GEGMO

(Groupe d'étude greffe de moelle osseuse) et la FAG (les transplantateurs autologues de moelle) viennent-ils de décider de coordonner leurs activités dans un cadre institutionnel unique. Même chose très prochainement, espère-t-on avenue de Ségur, pour les greffeurs de tissus.

Un deuxième pôle regroupera les organismes dont la mission est la conservation, la collecte ou l'importation et la transformation des tissus. Un regroupement devenu indispensable : on compte en effet, outre France-Greffe de moelle, la Banque des yeux et France Cryo, pas moins de vingt-trois centres de transfusion sanguine, une dizaine de laboratoires d'anatomopathologie de CHU et de nombreux établissements de soins privés qui ont des activités dans le domaine de la conservation et de la transformation des tissus.

Un suivi dans le pays d'origine

Il sera possible dorénavant d'identifier tous ces organismes et de définir les règles de sécurité sanitaire et de transparence qui leur seront applicables. On fait remarquer au ministère de la santé que les responsables du secteur privé hospitalier sont eux aussi favorables à une remise en ordre. C'est essentiellement dans des cliniques privées que se font actuellement les greffes d'os et de vaisseaux, souvent même à l'insu du directeur.

Ce dispositif sera placé sous le contrôle d'un Comité de transparence, en liaison directe avec le ministre de la santé. Il élaborera le cahier des charges des différentes associations, évaluera les critères de répartition des organes, proposera au ministre des réformes ou des améliorations du système, le saisira en cas de dysfonctionnement et remettra chaque année un rapport d'activité. Composé de seize membres (en particulier deux

représentants pour chaque type d'activité médicale : cœur, poumon, rein, pancréas, foie, oelle, tissu), il devrait être présidé par un non-médecin (un magistrat ou un conseiller d'État).

En ce qui concerne la planification sanitaire, il sera créé une carte des activités de greffes de moelle (vingt-huit centres seront autorisés). Les cartes sanitaires actuelles relatives aux transplantations d'organes seront révisées.

Pour les procédures d'inscription des étrangers non résidents sur les listes d'attente, le gouvernement a décidé plusieurs mesures : - Une réglementation de l'admission des étrangers non résidents qui sera subordonnée à l'existence d'un accord entre la France et le pays d'origine du patient. Cet accord devra prévoir une liste d'établissements agréés, seuls habilités à adresser les patients, la mise en œuvre d'un programme de transfert de technologie destiné à développer localement la pratique des greffes et des prélèvements d'organes, l'existence d'un suivi post-opératoire sur place. Cette dernière mesure est importante : il ne servirait à rien de greffer en France un patient qui, une fois rentré dans son pays, ne pourrait bénéficier d'un suivi médical.

- L'institution d'un visa spécial greffe pour les ressortissants soumis au visa.

La répartition des étrangers non résidents entre toutes les équipes sous le contrôle du comité de transparence. Il s'agit de mettre fin à des pratiques qui voyaient, ainsi que l'observait l'IGAS, des équipes françaises opérer de façon « quasi-exclusive » des étrangers non-résidents.

Une réévaluation des forfaits opératoires et hospitaliers à leur valeur réelle.

On fait remarquer au ministère de la santé que contrairement à ce que réclamait l'IGAS, il n'était pas possible d'instituer des quotas de patients étrangers non résidents en France susceptibles d'être greffés. Cela aurait été contraire aux règlements communautaires. En revanche, on insiste sur le fait que la nécessité de passer des conventions avec les États d'origine des patients qui viennent subir une greffe suppose une transparence qui devrait permettre de « démanteler » les filières de recrutement.

En outre, M. Kouchner a décidé de demander à l'IGAS, d'une part un complément d'enquête sur les listes non analysées dans son dernier rapport (certaines équipes avaient refusé de communiquer les informations qui leur étaient demandées), d'autre part une enquête sur la collecte, l'importation, le fonctionnement et l'organisation des banques et la transformation des tissus. Enfin, le ministre de la santé a décidé, lors de l'examen au Parlement, à l'automne prochain, des projets de loi sur la bioéthique, de déposer un amendement destiné à mettre en place en France un registre national des citoyens s'opposant au prélèvement d'organes (*le Monde* des 6 et 12 juin).

F. N.

Effets d'annonce

par Franck Nouchi

APRÈS le sang et la santé publique, les greffes. En quelques semaines, entrecoupées de voyages spectaculaires à Sarajevo et au Kurdistan, M. Bernard Kouchner a décidé la mise en œuvre de trois réformes essentielles. Même s'il est vrai que certaines d'entre elles avaient été largement préparées du temps de MM. Bianco et Durieux, il faut souligner la rapidité avec laquelle M. Kouchner a réagi.

Collant parfaitement à l'actualité - l'affaire du sang contaminé, la démission du professeur Claude Gorot du Haut-Comité de la santé publique, l'affaire du CHU d'Amiens, - il n'a pas son pareil, disent ses détracteurs, pour déamorcer les sujets sensibles. D'autres le comparent au contraire à

une espèce de Red Adair soucieux de mettre fin, avant les élections législatives, aux incohérences et aux dysfonctionnements les plus criants de notre système de santé.

Les mesures annoncées vont dans le bon sens. Reste à les mettre en pratique. Et pour cela, deux conditions sont nécessaires : d'une part une volonté de ne pas s'en tenir aux effets d'annonce. Ce qui sous-tend un patient et obscur travail de mise en œuvre. M. Kouchner saura-t-il s'en acquitter ? D'autre part, un financement budgétaire à la hauteur des ambitions proclamées par le gouvernement. De ce point de vue, les premières indications en provenance du ministère du budget n'incitent pas à l'optimisme.

Selon une revue publiée par la Direction générale de la santé

Vingt-huit cas d'infections professionnelles par le virus du sida ont été recensés

Vingt-huit infections professionnelles par le virus du sida ont été déclarées en France au 31 mars 1992, « parmi lesquelles seules huit sont des infections professionnelles certaines », rapporte une enquête publiée dans le bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH) (1), revue qui dépend de la Direction générale de la santé (DGS). Ces infections concernent « essentiellement » des infirmières.

La grande majorité de ces contaminations sont consécutives à une piqûre avec des aiguilles creuses contenant du sang (aiguilles de prélèvement ou de perfusion).

Que faire en cas d'accident pouvant être contaminant ? Jusqu'à présent, se fondant sur des arguments expérimentaux, certains médecins proposaient une chimioprophylaxie par AZT en cas d'accident à risque. Or, rapporte le BEH qui cite des informations du Centre de contrôle des maladies (CDC) d'Atlanta, il n'existe aucune preuve de l'efficacité de ce produit dans cette indication.

« Une cinquantaine de cas de séroconversion professionnelle ont été publiés dans le monde, dans les pays industrialisés, mais ce chiffre ne reflète pas le nombre réel de contaminations professionnelles. Le risque professionnel étant maintenant clairement démontré, les nouveaux cas ne sont plus systématiquement publiés », constatent les médecins du BEH.

L'origine professionnelle de la contamination est considérée comme certaine lorsqu'une sérologie (test sur le sérum), effectuée aussitôt après l'accident lors de soins auprès d'un malade porteur du virus, s'est révélée négative, et si le même examen est devenu positif par la suite (entre la 6^e semaine après l'accident et le 6^e mois) et alors qu'aucun autre facteur de risque n'a été retrouvé.

Sur les 28 cas, 16 concernent des infirmières, 3 des médecins, 2 des aides-soignants, un dentiste, un laborantin, 2 étudiants en médecine, un interne en médecine, un assistant dentaire et un membre du personnel d'entretien. La majorité (soit 18 sur 28) concernent des soignants exerçant en région parisienne.

Contre-indications renforcées pour le Taldene. - Après avoir observé de « rares incidents cardio-vasculaires possibles », le laboratoire américain Marion Merrell Dow a annoncé, mercredi 8 juillet, que les précautions d'emploi des médicaments anti-allergiques à base de tétrazoline - en France, le Taldene - allaient être renforcées. Le laboratoire insiste sur les dangers de ces antihistaminiques lorsqu'ils sont associés à un anticholinergique, le kétocanazole, ou à un antibiotique, l'érythromycine. La prescription du Taldene est également interdite pour les patients souffrant d'une grave maladie du foie. La posologie ne doit en aucun cas dépasser 60 mg deux fois par jour.

Après la fin du mouvement de protestation des routiers

Les bouchons risquent de succéder aux barrages

Il ne subsistait plus aucun barrage de routiers en France, jeudi 9 juillet, dans la matinée. Le dernier avait été levé à 7 h 30 à Saint-Gaudens (Haute-Garonne). Les départs en vacances ne seront pas facilités pour autant. Beaucoup de juilletistes ayant différé leurs départs, et 5 millions de personnes s'apprêtant à prendre la route entre le 10 et le 14 juillet. Les bouchons risquent de succéder aux barrages.

Les automobilistes retrouveront sur leur chemin des poids lourds, roulant cette fois. En effet, leurs restrictions de circulation ont été levées par décret pour le week-end. Le gouvernement a ainsi voulu faciliter le rapatriement des camions et le rattrapage du retard des livraisons.

A propos des résultats des négociations, M. Martine Aubry, ministre du travail, a souligné les « avancées considérables » obtenues par les routiers. A l'opposé, M. Hervé de Charette, vice-président de l'UDF,

s'est déclaré « choqué par l'autoritarisme maladroit du gouvernement ».

Mercredi après-midi, les forces de l'ordre étaient encore intervenues pour dégager des barrages dans la région toulousaine. Au même moment, trois nouveaux chauffeurs routiers étaient inculpés dans l'Hérault. Parmi eux, M. Jacques Bernardou, président de la Fédération départementale des transporteurs routiers (FTR), soupçonné d'avoir participé à un barrage sur l'A 9. Deux personnes étaient mortes et deux autres blessées lors d'une collision entre une voiture et un poids lourd.

A Lyon, les routiers et les chauffeurs de taxis interpellés mardi, après les incidents de la place Antonin-Perrin, ont été relâchés. Seuls deux habitants du quartier sont inculpés pour avoir lancé des pierres en direction des forces de l'ordre.

Le rattrapage sera impossible pour les producteurs de fruits et légumes

La levée progressive des barrages routiers ne met pas un terme à la situation difficile de nombreux producteurs de fruits et légumes. Il n'en va pas des cerises, pêches et melons comme des pâtes alimentaires et des pièces détachées pour automobiles. Un producteur de pêches de la vallée du Rhône réalise 25 % à 30 % de son chiffre d'affaires annuel sur une dizaine de jours. Impossible de différer la mise sur le marché et d'amortir le choc économique causé par dix jours de blocage des transports.

Au ministère de l'Agriculture comme dans les organisations professionnelles, on cherche à chiffrer le préjudice subi, condition préalable aux négociations ultérieures sur l'indemnisation des dégâts : récoltes qui pourrissent sur pied ou se dégradent dans les compartiments frigorifiques des stations fruitières, cagesots jamais

arrivés à destination, etc. Fournir une estimation précise des pertes est un exercice périlleux. Le chiffre de 350 millions de francs en une semaine, pour l'ensemble des productions, a été évoqué à l'ONIFLHOR (Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture).

Pour le seul marché d'intérêt national (MIN) de Toulouse, la perte quotidienne a été évaluée à 4 millions de francs par son directeur, M. Jean Bessoles. Lors de la visite de M. Louis Mennet, ministre de l'Agriculture et de la forêt, dans la Drôme le 6 juillet, les arboriculteurs avaient fait état de 20 millions de francs de pertes par jour. La situation est d'autant plus critique qu'elle intervient à un moment difficile pour les producteurs de fruits et légumes de saison. Faute d'une entente entre pouvoirs

publics et professionnels, les indemnités au titre des graves gelées dans le printemps 1991 n'ont pas encore été versées. Aux dettes contractées par les producteurs pour « passer le cap » s'ajoutent cette année des marchés déprimés en raison de récoltes abondantes. En stoppant les écoulements, les barrages routiers ont fait monter d'un cran l'expectation des paysans. Le dispositif d'intervention de la CEE, qui a été déclenché prévoit le retrait des stocks non commercialisés, mais à un prix largement inférieur à celui du marché : 0,70 F à 1,50 F par kilo de pêches, vendu normalement entre 4 F et 6 F. Ces mesures ne satisfont pas les organisations professionnelles, qui ont toutes réclamé d'urgence des mesures complémentaires pour assainir un marché excédentaire et compenser le préjudice subi.

Des cellules de crise pour les petites entreprises

Les préfets vont organiser localement des « cellules de crise » pour examiner « au cas par cas » les problèmes des entreprises qui ont le plus souffert du blocus des routiers, a annoncé, mercredi 8 juillet, le ministre de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn. Interrogé sur France-Inter, il a estimé que les dégâts occasionnés par le blocus étaient encore difficilement chiffrables.

Il a néanmoins souligné que se posaient principalement deux types de difficultés : les pertes de chiffre d'affaires pour les activités saisonnières, comme le tourisme, qui aurait d'ores et déjà subi un manque à gagner de 1 milliard de francs, et comme « l'agriculture, qui ne retrouvera pas la marchandise perdue ».

Autre problème majeur, le « ralentissement d'activité dû à un chômage technique dans l'industrie, plus grave dans les petites entreprises que dans les plus grosses, mais qui peut être rattrapé dans une large mesure ».

C'est essentiellement à l'attention des petites entreprises, « plus fragiles », que les cellules de crise seront mises sur pied pour proposer des « aménagements ». « Il existe déjà dans chaque département des cellules de cette nature en temps normal qui fonctionnent pour les entreprises en difficulté de paiement. Ces cellules-là vont travailler à bouchées doubles », a ajouté le ministre. Il a toutefois estimé qu'il ne « faut pas pas qu'un conflit de cette nature soit de l'origine de demandes généralistes de la part des chefs d'entreprise ».

Le blocus annule l'année bissextile

Les automobilistes ne seront pas les seuls à avoir subi des barrages des routiers. C'est en effet l'ensemble de l'économie qui a perdu du temps, certains économistes ayant estimé que le blocus des transporteurs routiers risquait de coûter au pays un jour de produit intérieur brut (PIB).

« La moitié ou les deux tiers des pertes seront rattrapées », estime un conjoncturiste de l'INSEE qui confirme l'incidence de la grève sur les chiffres trimestriels de la production industrielle et de la balance des paiements : « La troisième trimestre sera un peu chaotique ».

Une consolation tout de même : l'année 92 étant bissextile, elle compte un jour de plus qu'une année ordinaire. Les routiers viendraient ainsi corriger cette petite anomalie du calendrier. Comme si, aux frais du pays tout entier, ils s'étaient offert le vingt-neuvième jour de février...

Souvenirs de grève

« Vous voyez cette photo ? Sur le marchepied de sa cabine entrouverte, le camionneur brandit fièrement la « une » d'un quotidien du jour. Un cliché un peu flou y montre un policier crispé pointant son arme en direction d'un routier. « Le visage de ce policier, aucun routier, je le jure, ne pourra l'oublier » (1).

Le petit homme qui porte un short bleu, des socquettes blanches et des lunettes de soleil sombres tape rageusement sur la photo déjà bien froissée. « Je vais le photocopier, l'épingler et le distribuer. Le policier qui a osé mettre en joue un routier paiera cher son indignité ».

On a « souillé », dit-il, le grand jacquard des routiers. On l'a même poignardé. Dans le dos. Et dans Rungis un peu déserte, un brin groggy, Michel, le routier de Valence égaré une semaine au barrage de Mâcon, dégrene mal, mercredi, l'épilogue de la belle épopée. Il y a des assauts qui ne se font pas comme des batailles mais comme des trahisons. C'est mené par la police contre les barrages routiers portés en plus, à ses yeux, le sceau de l'humiliation. « Un conflit se règle d'homme à homme, à armes égales. Or, on nous a barbotés, méprisés, piétinés. Pire que tout : on a touché aux camions ».

Le pin's de la gendarmerie

Il n'y a eu aucune violence au barrage de Mâcon, mais Michel, installé comme chaque soir à l'heure des journaux télévisés dans la cabine d'un camarade bien équipé, a vu quelques images « terribles » d'interventions musclées : bris de vitres, arrachage de CB... Il en aurait pleuré. « Le camion, c'est un truc... même. Il faut n'avoir ni père ni mère pour oser une telle infraction ».

Dommage. Cela a gâché l'ambiance, déshonoré la tarpe qui commençait à gagner quelques barrages, et des routiers grisés d'avoir pu, enfin, dire « nous », et de s'être vus l'objet soudain de tant d'attention. Or, ce n'était pas la fête permanente, il y avait des tensions, l'information circulait mal, certains profitaient même de la CB pour lancer de faux bruits ou appeler au retrait. On se méfiait des syndicalistes « qui allaient à Paris pour tout négocier sauf le fameux permis ». On perdait la notion de calendrier, on avait de longs temps morts malgré les boules, les cartes, la sieste, le beuverie.

« Mais il y avait une vraie solidarité ». Entre les camionneurs.

Avec les gens des villages alentours qui criaient : « Tenez bon ! », en offrant des légumes, de la viande, des boissons. Même avec les gendarmes. « Ceux de Mâcon ont été formidables », ils venaient aux nouvelles, s'inquiétaient des commissions, apportaient le Progrès de Lyon. « Ils nous ont informés de façon fiable et même bien conseillés. Chapeau les mecs ! Les gens leur ont promis d'aller leur dire bonjour en passant dans la région. C'est sur ma route, je m'arrêterai déjà dans deux jours ». Ce n'est pas du bluff. D'une poche de sa sacoche, Michel sort un trophée : le pin's - coquet - de la gendarmerie nationale de Mâcon. Souvenir d'un barrage, souvenir d'amitié. « On était un peu la grande famille ». Ce sont d'ailleurs les gendarmes qui, mercredi 8 juillet à l'aube, ont averti que les voies s'éclairciraient et qu'il fallait partir. « L'accord fut unanime ».

Ce fut une très belle grève... Michel en est certain. Il en est même très fier. Elle marquait, certes, de coordination - « Mais cela veut mieux que des syndicats omnipotents » - elle venait surtout trop tard. Tout de même, certains avantages acquis ne sont pas négociables : la suppression du contrôle des disques, la tolérance sur la vitesse - « on a obtenu 98 kilomètres/heure » - le paiement des heures d'attente... « Encore faudrait-il finaliser tout cela noir sur blanc. Comment avoir encore confiance dans ce gouvernement ? Il était à deux doigts de sauter et n'a dû son salut qu'à l'utilisation de la violence ».

Ce fut une grève d'honneur... « J'aurais eu honte de ne pas en être ! Certains ont eu leur camion brossé pour obtenir une poignée d'avantages dont quelques dégrèvements profiteront forcément. Il fallait être de ce mouvement ».

ANNICK COJEAN

(1) NDLR : on indique, au ministère de l'Intérieur, que le policier en question était un habitant de Lyon - et non un CRS comme l'ont affirmé les journaux qui ont publié cette photo - et que le camionneur en direction d'après on le voit brandir son arme l'avait menacé de l'écraser avec son camion. Le policier effrayé aurait alors brandi instinctivement son pistolet.

1501 60 11 11

سنة ١٤١٤

EXPOSITIONS

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33).
T.J. et mar. 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.
LA CAMPAGNE DE JEAN-LOUP TRASSARD. 1980-1990. Jusqu'au 28 septembre.
LA DATION PIERRE MATISSE. 1900-1990. Jusqu'au 28 septembre.
ICARE ET COMPAGNIE. UN PREMIER REGARD SUR LA PHOTOGRAPHIE. Cabinet graphique. 4^e étage. Jusqu'au 28 septembre.
MANIFESTE. 30 ans de manifestes en perspective 1960-1990. Jusqu'au 28 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-48-48-14).
Mer., ven., sam., mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h.
AUGUSTE LEPÈRE ET LE RENOUVEAU DU BOIS GRAY. Exposition. Jusqu'au 13 septembre.
CHRONIQUES ITALIENNES, DESSINS D'ERNEST HEBERT (1817-1908). Exposition-dossier. Jusqu'au 13 septembre.
GUIMARD. Entrée : 32 F (billet jumelé 48 F). Jusqu'au 13 septembre.
MASSNET, AFFICHES D'OPÉRA. Exposition-dossier. Jusqu'au 13 septembre.
PHOTOGRAPHIE. ACHILLE FOUILLON (1890-1992). Exposition. Entrée : 31 F (billet jumelé 46 F). Jusqu'au 13 septembre.

Palais du Louvre

Porte Jaurès - Jardin - Tulleries (40-20-51-51). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15, lun. et mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 21 h 15, ven. de 9 h à 18 h, sam. de 9 h à 17 h 15, dim. de 9 h à 18 h.
HOMMAGE À CHARLES STERLING (1901-1991). Jusqu'au 13 septembre.
L'ŒIL DU SINGE. Jusqu'au 13 septembre.
HOMMAGE À PHILIP ROUNCEY. Jusqu'au 13 septembre.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, rue de la Harpe (47-23-61-27).
T.J. et mar. 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 21 h 30.
HOMMAGE À ANDRÉ CADRE. Jusqu'au 13 septembre.
BRICE MARDEN. Œuvre graphique 1961-1991. Entrée : 30 F. Jusqu'au 4 octobre.
OPALKA. Jusqu'au 4 octobre.
MICHEL VERLUX. Jusqu'au 11 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. de la Défense (47-23-61-27).
T.J. et mar. 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 21 h 30.
JACQUES-HENRI LARTIGUE À L'ÉCOLE DU JEU. 1902-1913. Jusqu'au 13 septembre.
LES VIKINGS. Jusqu'au 13 septembre.
LE JEU DU PAUME. Jusqu'au 13 septembre.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-80-68-69).
T.J. et mar. 12 h à 19 h, dim. 10 h à 19 h, jeu. 10 h à 18 h, ven. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
HELIO OTICICA (1937-1980). Jusqu'au 13 septembre.
ARRET-RETOUR SUR IMAGES. Jusqu'au 13 septembre.

MUSÉES

ARCHITECTURE. Musée de la Ville de Paris, Palais du Trocadéro (46-33-71-71). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.
ARCHITECTURE FOU DE MOORE. Jusqu'au 13 septembre.
ARRET-RETOUR SUR IMAGES. Jusqu'au 13 septembre.

PARIS EN VISITES

VENREDI 10 JUILLET

Clichy. Cautinacour (C.A. M. ser).
« Hôtels et jardins de la rue des Voies », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réaumur) au passé.
« Tombes des artistes du Centre du Père-Lachaise », 11 heures, entrée P.-Y. Jassier.
« La basilique de Saint-Denis et les royaumes », 15 heures, entrée de la basilique (Approche) à l'art.
« Le quartier juif de Marais, Evocation du judaïsme juif », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Paris) au passé.
« Hôtels, jardins et lieux de culte de Marais », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Paris) au passé.
« A la recherche de la ville et des vestiges de l'ancienne Paris », 14 h 30, cour de la Courcelle, près de la Gare d'Orléans (A. de la Courcelle).
« Les maisons de la rue de la Harpe », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Paris) au passé.
« Chemins inconnus », jardins de la Courcelle, 14 h 30, 17 heures, métro Place

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33).
T.J. et mar. 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.
LA CAMPAGNE DE JEAN-LOUP TRASSARD. 1980-1990. Jusqu'au 28 septembre.
LA DATION PIERRE MATISSE. 1900-1990. Jusqu'au 28 septembre.
ICARE ET COMPAGNIE. UN PREMIER REGARD SUR LA PHOTOGRAPHIE. Cabinet graphique. 4^e étage. Jusqu'au 28 septembre.
MANIFESTE. 30 ans de manifestes en perspective 1960-1990. Jusqu'au 28 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-48-48-14).
Mer., ven., sam., mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h.
AUGUSTE LEPÈRE ET LE RENOUVEAU DU BOIS GRAY. Exposition. Jusqu'au 13 septembre.
CHRONIQUES ITALIENNES, DESSINS D'ERNEST HEBERT (1817-1908). Exposition-dossier. Jusqu'au 13 septembre.
GUIMARD. Entrée : 32 F (billet jumelé 48 F). Jusqu'au 13 septembre.
MASSNET, AFFICHES D'OPÉRA. Exposition-dossier. Jusqu'au 13 septembre.
PHOTOGRAPHIE. ACHILLE FOUILLON (1890-1992). Exposition. Entrée : 31 F (billet jumelé 46 F). Jusqu'au 13 septembre.

Palais du Louvre

Porte Jaurès - Jardin - Tulleries (40-20-51-51). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15, lun. et mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 21 h 15, ven. de 9 h à 18 h, sam. de 9 h à 17 h 15, dim. de 9 h à 18 h.
HOMMAGE À CHARLES STERLING (1901-1991). Jusqu'au 13 septembre.
L'ŒIL DU SINGE. Jusqu'au 13 septembre.
HOMMAGE À PHILIP ROUNCEY. Jusqu'au 13 septembre.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, rue de la Harpe (47-23-61-27).
T.J. et mar. 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 21 h 30.
HOMMAGE À ANDRÉ CADRE. Jusqu'au 13 septembre.
BRICE MARDEN. Œuvre graphique 1961-1991. Entrée : 30 F. Jusqu'au 4 octobre.
OPALKA. Jusqu'au 4 octobre.
MICHEL VERLUX. Jusqu'au 11 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. de la Défense (47-23-61-27).
T.J. et mar. 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 21 h 30.
JACQUES-HENRI LARTIGUE À L'ÉCOLE DU JEU. 1902-1913. Jusqu'au 13 septembre.
LES VIKINGS. Jusqu'au 13 septembre.
LE JEU DU PAUME. Jusqu'au 13 septembre.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-80-68-69).
T.J. et mar. 12 h à 19 h, dim. 10 h à 19 h, jeu. 10 h à 18 h, ven. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
HELIO OTICICA (1937-1980). Jusqu'au 13 septembre.
ARRET-RETOUR SUR IMAGES. Jusqu'au 13 septembre.

MUSÉES

ARCHITECTURE. Musée de la Ville de Paris, Palais du Trocadéro (46-33-71-71). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.
ARCHITECTURE FOU DE MOORE. Jusqu'au 13 septembre.
ARRET-RETOUR SUR IMAGES. Jusqu'au 13 septembre.

PARIS EN VISITES

VENREDI 10 JUILLET

Clichy. Cautinacour (C.A. M. ser).
« Hôtels et jardins de la rue des Voies », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réaumur) au passé.
« Tombes des artistes du Centre du Père-Lachaise », 11 heures, entrée P.-Y. Jassier.
« La basilique de Saint-Denis et les royaumes », 15 heures, entrée de la basilique (Approche) à l'art.
« Le quartier juif de Marais, Evocation du judaïsme juif », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Paris) au passé.
« Hôtels, jardins et lieux de culte de Marais », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Paris) au passé.
« A la recherche de la ville et des vestiges de l'ancienne Paris », 14 h 30, cour de la Courcelle, près de la Gare d'Orléans (A. de la Courcelle).
« Les maisons de la rue de la Harpe », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Paris) au passé.
« Chemins inconnus », jardins de la Courcelle, 14 h 30, 17 heures, métro Place

qui publient le jeudi (daté vendredi) et qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

ACTIVITÉ VOYAGEUR « CONSTANTINOPLE »

En France et dans les pays du Nord. Musée Carnavalet, 2^e étage, 23, rue de Sévigné (47-22-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 19 juillet.
LA MÈNAGERIE DU PALAIS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, rue du Président-Wilson (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 12 août.

MOORE ET LIBERTY

La mode, 109, rue de Rivoli (42-80-32-10). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, nocturne mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 août.
MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN. Quartier rural, Musée de Montmartre, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 septembre.

GUSTAV-ADOLF MOSSA

Symbolisme, 118, rue de la Harpe (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 septembre.
PIER LUNZ PIZZ. Bibliothèque du Palais de Tokyo, 13, rue du Président-Wilson (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 septembre.

PROMENADE DE VILLE

Parc de la Villette, 211, avenue Jean-Jaurès (42-78-70-00). T.J. et mar. de 9 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.
TOUS PAYSANS. TOUS DIFFÉRENTS. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.

TRADITION ET MODERNITÉ

Cernuschi, 7, av. Vélazquez (45-53-60-70). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.
UN VOYAGE GOURMAND. 60 années de gastronomie, 80, rue de la Harpe (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.

OSWALDO GUYASAMIN

Musée de Luxembourg, 11, rue de Valenciennes (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.
LES BOUTES DE LA SAINT-JEAN. Gravures de Charlotte Noelle, Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-79-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.

INGES D'AMÉRIQUE 1880-1980

LES MAGAZINES À L'AFFICHE, 10, rue de la Harpe (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.
INSTRUMENTARIUM EUROPÉEN. Musée de Luxembourg, 11, rue de Valenciennes (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.

LES BOUTES DE LA SAINT-JEAN

Gravures de Charlotte Noelle, Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-79-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.
INGES D'AMÉRIQUE 1880-1980. LES MAGAZINES À L'AFFICHE, 10, rue de la Harpe (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.

INGES D'AMÉRIQUE 1880-1980

LES MAGAZINES À L'AFFICHE, 10, rue de la Harpe (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.
INSTRUMENTARIUM EUROPÉEN. Musée de Luxembourg, 11, rue de Valenciennes (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.

LES BOUTES DE LA SAINT-JEAN

Gravures de Charlotte Noelle, Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-79-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.
INGES D'AMÉRIQUE 1880-1980. LES MAGAZINES À L'AFFICHE, 10, rue de la Harpe (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.

ACTIVITÉ VOYAGEUR « CONSTANTINOPLE »

En France et dans les pays du Nord. Musée Carnavalet, 2^e étage, 23, rue de Sévigné (47-22-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au 19 juillet.
LA MÈNAGERIE DU PALAIS. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, rue du Président-Wilson (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 12 août.

MOORE ET LIBERTY

La mode, 109, rue de Rivoli (42-80-32-10). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, nocturne mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 22 août.
MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN. Quartier rural, Musée de Montmartre, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 septembre.

GUSTAV-ADOLF MOSSA

Symbolisme, 118, rue de la Harpe (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 septembre.
PIER LUNZ PIZZ. Bibliothèque du Palais de Tokyo, 13, rue du Président-Wilson (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 septembre.

PROMENADE DE VILLE

Parc de la Villette, 211, avenue Jean-Jaurès (42-78-70-00). T.J. et mar. de 9 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.
TOUS PAYSANS. TOUS DIFFÉRENTS. Musée national des Arts africains et océaniques, 293, av. Daumesnil (44-74-84-80). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.

TRADITION ET MODERNITÉ

Cernuschi, 7, av. Vélazquez (45-53-60-70). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.
UN VOYAGE GOURMAND. 60 années de gastronomie, 80, rue de la Harpe (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.

OSWALDO GUYASAMIN

Musée de Luxembourg, 11, rue de Valenciennes (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.
LES BOUTES DE LA SAINT-JEAN. Gravures de Charlotte Noelle, Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-79-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.

INGES D'AMÉRIQUE 1880-1980

LES MAGAZINES À L'AFFICHE, 10, rue de la Harpe (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.
INSTRUMENTARIUM EUROPÉEN. Musée de Luxembourg, 11, rue de Valenciennes (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.

LES BOUTES DE LA SAINT-JEAN

Gravures de Charlotte Noelle, Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-79-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.
INGES D'AMÉRIQUE 1880-1980. LES MAGAZINES À L'AFFICHE, 10, rue de la Harpe (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.

INGES D'AMÉRIQUE 1880-1980

LES MAGAZINES À L'AFFICHE, 10, rue de la Harpe (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.
INSTRUMENTARIUM EUROPÉEN. Musée de Luxembourg, 11, rue de Valenciennes (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.

LES BOUTES DE LA SAINT-JEAN

Gravures de Charlotte Noelle, Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Buffon (40-79-30-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.
INGES D'AMÉRIQUE 1880-1980. LES MAGAZINES À L'AFFICHE, 10, rue de la Harpe (47-23-35-53). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 18 juillet.

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33).
T.J. et mar. 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.
LA CAMPAGNE DE JEAN-LOUP TRASSARD. 1980-1990. Jusqu'au 28 septembre.
LA DATION PIERRE MATISSE. 1900-1990. Jusqu'au 28 septembre.
ICARE ET COMPAGNIE. UN PREMIER REGARD SUR LA PHOTOGRAPHIE. Cabinet graphique. 4^e étage. Jusqu'au 28 septembre.
MANIFESTE. 30 ans de manifestes en perspective 1960-1990. Jusqu'au 28 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-48-48-14).
Mer., ven., sam., mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h.
AUGUSTE LEPÈRE ET LE RENOUVEAU DU BOIS GRAY. Exposition. Jusqu'au 13 septembre.
CHRONIQUES ITALIENNES, DESSINS D'ERNEST HEBERT (1817-1908). Exposition-dossier. Jusqu'au 13 septembre.
GUIMARD. Entrée : 32 F (billet jumelé 48 F). Jusqu'au 13 septembre.
MASSNET, AFFICHES D'OPÉRA. Exposition-dossier. Jusqu'au 13 septembre.
PHOTOGRAPHIE. ACHILLE FOUILLON (1890-1992). Exposition. Entrée : 31 F (billet jumelé 46 F). Jusqu'au 13 septembre.

Palais du Louvre

Porte Jaurès - Jardin - Tulleries (40-20-51-51). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15, lun. et mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 21 h 15, ven. de 9 h à 18 h, sam. de 9 h à 17 h 15, dim. de 9 h à 18 h.
HOMMAGE À CHARLES STERLING (1901-1991). Jusqu'au 13 septembre.
L'ŒIL DU SINGE. Jusqu'au 13 septembre.
HOMMAGE À PHILIP ROUNCEY. Jusqu'au 13 septembre.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

12, rue de la Harpe (47-23-61-27).
T.J. et mar. 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 21 h 30.
HOMMAGE À ANDRÉ CADRE. Jusqu'au 13 septembre.
BRICE MARDEN. Œuvre graphique 1961-1991. Entrée : 30 F. Jusqu'au 4 octobre.
OPALKA. Jusqu'au 4 octobre.
MICHEL VERLUX. Jusqu'au 11 octobre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. de la Défense (47-23-61-27).
T.J. et mar. 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 21 h 30.
JACQUES-HENRI LARTIGUE À L'ÉCOLE DU JEU. 1902-1913. Jusqu'au 13 septembre.
LES VIKINGS. Jusqu'au 13 septembre.
LE JEU DU PAUME. Jusqu'au 13 septembre.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-80-68-69).
T.J. et mar. 12 h à 19 h, dim. 10 h à 19 h, jeu. 10 h à 18 h, ven. 10 h à 18 h, sam. 10 h à 18 h, dim. 10 h à 18 h.
HELIO OTICICA (1937-1980). Jusqu'au 13 septembre.
ARRET-RETOUR SUR IMAGES. Jusqu'au 13 septembre.

MUSÉES

ARCHITECTURE. Musée de la Ville de Paris, Palais du Trocadéro (46-33-71-71). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 18 h, ven. de 10 h à 18 h, sam. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 18 h.
ARCHITECTURE FOU DE MOORE. Jusqu'au 13 septembre.
ARRET-RETOUR SUR IMAGES. Jusqu'au 13 septembre.

PARIS EN VISITES

VENREDI 10 JUILLET

Clichy. Cautinacour (C.A. M. ser).
« Hôtels et jardins de la rue des Voies », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Réaumur) au passé.
« Tombes des artistes du Centre du Père-Lachaise », 11 heures, entrée P.-Y. Jassier.
« La basilique de Saint-Denis et les royaumes », 15 heures, entrée de la basilique (Approche) à l'art.
« Le quartier juif de Marais, Evocation du judaïsme juif », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Paris) au passé.
« Hôtels, jardins et lieux de culte de Marais », 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Paris) au passé.
« A la recherche de la ville et des vestiges de l'ancienne Paris », 14 h 30, cour de la Courcelle, près de la Gare d'Orléans (A. de la Courcelle).
« Les maisons de la rue de la Harpe », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Paris) au passé.
« Chemins inconnus », jardins de la Courcelle, 14 h 30, 17 heures, métro Place

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33).
T.J. et mar. 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.
LA CAMPAGNE DE JEAN-LOUP TRASSARD. 1980-1990. Jusqu'au 28 septembre.
LA DATION PIERRE MATISSE. 1900-1990. Jusqu'au 28 septembre.
ICARE ET COMPAGNIE. UN PREMIER REGARD SUR LA PHOTOGRAPHIE. Cabinet graphique. 4^e étage. Jusqu'au 28 septembre.
MANIFESTE. 30 ans de manifestes en perspective 1960-1990. Jusqu'au 28 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de la Harpe (40-48-48-14).
Mer., ven., sam., mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h.
AUGUSTE LEPÈRE ET LE RENOUVEAU DU BOIS GRAY. Exposition. Jusqu'au 13 septembre.
CHRONIQUES ITALIENNES, DESSINS D'ERNEST HEBERT (1817-1908). Exposition-dossier. Jusqu'au 13 septembre.
GUIMARD. Entrée : 32 F (billet jumelé 48 F). Jusqu'au 13 septembre.
MASSNET, AFFICHES D'OPÉRA. Exposition-dossier. Jusqu'au 13 septembre.
PHOTOGRAPHIE. ACHILLE FOUILLON (1890-1992). Exposition. Entrée : 31 F (billet jumelé 46 F). Jusqu'au 13 septembre.

Palais du Louvre

Porte Jaurès - Jardin - Tulleries (40-20-51-51). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15, lun. et mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 21 h 15, ven. de 9 h à 18 h, sam. de 9 h à 17 h 15, dim. de 9 h à 18 h.
HOMMAGE À CHARLES STERLING (1901-1991). Jusqu'au 13 septembre.
L'ŒIL DU SINGE. Jusqu'au 13 septembre.
HOMMAGE À PHILIP ROUNCEY. Jusqu'au 13 septembre.

ÉCONOMIE

Dans son rapport annuel sur la France

Satisfait et critiques

«Eloge de la désinflation compétitive» : l'OCDE aurait pu sous-titrer ainsi sa nouvelle situation économique de la France. En 1991, l'organisation internationale de coopération économique (OCDE) a rendu public son rapport annuel sur la France, rendu public jeudi 9 juillet, «une évaluation globale de la performance économique de la France». A n'en pas douter, le premier ministre, Pierre Bérégovoy, et son ministre de l'économie, M. Michel Sapin, devraient manquer de révéler ce document pour défendre leur politique et justifier la poursuite.

L'un ou l'autre devraient ce rapport dans lequel l'OCDE met en évidence un certain nombre d'autres obstacles à la croissance saine de l'économie française. La fiscalité par exemple. Trop lourde, mal répartie, selon l'organisation internationale. Si la charge fiscale totale des entreprises n'est pas particulièrement élevée par rapport à celle observée dans les autres pays, elle semble excessivement fondée sur les facteurs de production par rapport aux profits, estiment les experts du château de Muehle. La dépréciation de l'«opacité» des des collectivités locales les inquiètent aussi, l'IMV a les reconnaissances que les autorités centrales ont commencé d'imposer (aux collectivités) une plus grande rigueur.

Mais c'est surtout sur le front des prestations sociales que les critiques de l'OCDE sont plus vives. Les autorités n'ont pas réussi à maîtriser la croissance des dépenses sociales, notent les experts. Reconnaissant quelques progrès, l'organisation internationale juge néanmoins insuffisants. En matière de santé, les accords de dépenses signés récemment quelques professions médicales n'ont qu'une «portée limitée». Le propos est la retraite, le Livre n'a pas réellement une véritable réforme. En termes, l'OCDE, la situation du système de retraite apparaît préoccupante.

La fiscalité, les finances locales, la protection sociale ou le fonctionnement du marché du travail : les travaux devraient être engagés, selon l'OCDE. Autant de domaines où les travaux sont pour l'instant bloqués. Difficile, certes, en période électorale. Nécessaire pourtant, dit son tour l'OCDE qui accuserait Bérégovoy d'immobilisme.

ERIK IZRAELEWICZ

stage intensif d'été Prépa-Sciences-Po

du 20 juillet au 22 août
Améliorez vos chances d'intégrer un Institut d'Études Politiques grâce à un encadrement efficace et une discipline de travail rigoureuse.

Paris 17^e - tél. 42.38.21.21
INSTITUTION FRILLEY
Etablissement fondé en 1864

L'OCDE prévoit un reflux du chômage à partir de l'automne

Présentant la manière élogieuse la politique macroéconomique du gouvernement français, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prévoit dans son rapport annuel sur la France, rendu public jeudi 9 juillet, «une évaluation globale de la performance économique de la France». A n'en pas douter, le premier ministre, Pierre Bérégovoy, et son ministre de l'économie, M. Michel Sapin, devraient manquer de révéler ce document pour défendre leur politique et justifier la poursuite.

L'un ou l'autre devraient ce rapport dans lequel l'OCDE met en évidence un certain nombre d'autres obstacles à la croissance saine de l'économie française. La fiscalité par exemple. Trop lourde, mal répartie, selon l'organisation internationale. Si la charge fiscale totale des entreprises n'est pas particulièrement élevée par rapport à celle observée dans les autres pays, elle semble excessivement fondée sur les facteurs de production par rapport aux profits, estiment les experts du château de Muehle. La dépréciation de l'«opacité» des des collectivités locales les inquiètent aussi, l'IMV a les reconnaissances que les autorités centrales ont commencé d'imposer (aux collectivités) une plus grande rigueur.

Mais c'est surtout sur le front des prestations sociales que les critiques de l'OCDE sont plus vives. Les autorités n'ont pas réussi à maîtriser la croissance des dépenses sociales, notent les experts. Reconnaissant quelques progrès, l'organisation internationale juge néanmoins insuffisants. En matière de santé, les accords de dépenses signés récemment quelques professions médicales n'ont qu'une «portée limitée». Le propos est la retraite, le Livre n'a pas réellement une véritable réforme. En termes, l'OCDE, la situation du système de retraite apparaît préoccupante.

La fiscalité, les finances locales, la protection sociale ou le fonctionnement du marché du travail : les travaux devraient être engagés, selon l'OCDE. Autant de domaines où les travaux sont pour l'instant bloqués. Difficile, certes, en période électorale. Nécessaire pourtant, dit son tour l'OCDE qui accuserait Bérégovoy d'immobilisme.

L'un ou l'autre devraient ce rapport dans lequel l'OCDE met en évidence un certain nombre d'autres obstacles à la croissance saine de l'économie française. La fiscalité par exemple. Trop lourde, mal répartie, selon l'organisation internationale. Si la charge fiscale totale des entreprises n'est pas particulièrement élevée par rapport à celle observée dans les autres pays, elle semble excessivement fondée sur les facteurs de production par rapport aux profits, estiment les experts du château de Muehle. La dépréciation de l'«opacité» des des collectivités locales les inquiètent aussi, l'IMV a les reconnaissances que les autorités centrales ont commencé d'imposer (aux collectivités) une plus grande rigueur.

Mais c'est surtout sur le front des prestations sociales que les critiques de l'OCDE sont plus vives. Les autorités n'ont pas réussi à maîtriser la croissance des dépenses sociales, notent les experts. Reconnaissant quelques progrès, l'organisation internationale juge néanmoins insuffisants. En matière de santé, les accords de dépenses signés récemment quelques professions médicales n'ont qu'une «portée limitée». Le propos est la retraite, le Livre n'a pas réellement une véritable réforme. En termes, l'OCDE, la situation du système de retraite apparaît préoccupante.

La fiscalité, les finances locales, la protection sociale ou le fonctionnement du marché du travail : les travaux devraient être engagés, selon l'OCDE. Autant de domaines où les travaux sont pour l'instant bloqués. Difficile, certes, en période électorale. Nécessaire pourtant, dit son tour l'OCDE qui accuserait Bérégovoy d'immobilisme.

L'un ou l'autre devraient ce rapport dans lequel l'OCDE met en évidence un certain nombre d'autres obstacles à la croissance saine de l'économie française. La fiscalité par exemple. Trop lourde, mal répartie, selon l'organisation internationale. Si la charge fiscale totale des entreprises n'est pas particulièrement élevée par rapport à celle observée dans les autres pays, elle semble excessivement fondée sur les facteurs de production par rapport aux profits, estiment les experts du château de Muehle. La dépréciation de l'«opacité» des des collectivités locales les inquiètent aussi, l'IMV a les reconnaissances que les autorités centrales ont commencé d'imposer (aux collectivités) une plus grande rigueur.

importante du taux de chômage, avec un record de plus de 10 % en 1987. Après les années de forte et de création d'emplois (1988-1989), depuis la fin de l'été 1990, le chômage a commencé d'augmenter, l'OCDE, qui prévoit que, «en dépit de nouvelles mesures d'aide à l'emploi, le taux de chômage ne se stabilisera que dans le courant de l'été 1992, avant de refluer très légèrement plus tard dans l'année et en 1993».

Soulignant les spécificités du chômage français (le nombre de chômeurs de longue durée, le taux élevé de chômage parmi les jeunes et les femmes), le rapport de l'OCDE s'interroge sur la «durée de la recherche d'emploi». Il évoque notamment à ce sujet la rigidité relative du marché du travail, le SMIC et la hausse, le système d'assurance-chômage, avec un particulier la durée des prestations, il suggère de «supprimer la position de pole de l'ANPE et de permettre de services d'emploi privés de répondre à certains des besoins satisfaits dans le domaine».

L'OCDE évalue l'année d'évaluation l'efficacité du système français. En rappelant certaines insuffisances : «Il reste marqué par une tradition culturelle mettant l'accent sur l'encadrement, le privilège de l'enseignement général au détriment de l'enseignement professionnel et technique. Il souffre du fonctionnement défectueux des procédures d'orientation de sélection...» L'OCDE conclut en estimant que, «en dépit de ses faiblesses, le système éducatif français ne semble pas être moins efficace que celui des pays de développement comparable».

Après deux années de bataille, les assureurs AGF (France) et AMB (Allemagne) parviennent à un accord de coopération

Après deux années de bataille, la compagnie d'assurances AGF (Assurances générales de France) et la société allemande AMB (Aachener und Münchener Beteiligungs-Gesellschaft) ont signé, mercredi 9 juillet, un accord surprise aux termes duquel les AGF détiennent 26 % des actions et la minorité du blocage d'AMB, M. Albert, président des AGF, a indiqué qu'il ouvrait la voie à une coopération entre les deux firmes.

«Il faudra bien que la raison l'emporte», avait déclaré M. Yves Mansion, directeur général des AGF dans un entretien au Monde (daté du 21 mai). En signant, mercredi 9 juillet, un accord qui prévoit de donner les droits de vote correspondant à la participation détenue par les AGF dans le capital d'AMB, M. Albert, président des AGF, a indiqué qu'il ouvrait la voie à une coopération entre les deux firmes.

Pour M. Albert, l'accord qui vient d'être signé «la conservation d'un projet de partenariat élaboré entre les deux groupes d'assurances» en 1991, qui avait échoué à la fin de l'année, n'est pas la stratégie mais l'évaluation de la situation d'AMB, la banque BfG (Bank für Gemeinwirtschaft) et la banque BfG (Bank für Gemeinwirtschaft) ont signé, mercredi 9 juillet, un accord qui prévoit de donner les droits de vote correspondant à la participation détenue par les AGF dans le capital d'AMB, M. Albert, président des AGF, a indiqué qu'il ouvrait la voie à une coopération entre les deux firmes.

La recherche d'un compromis

Malgré l'arrivée de M. Baumgartl, les AGF vont poursuivre leurs efforts pour que le Crédit lyonnais utilise la possibilité d'acheter avant le 1^{er} janvier 1993 une participation majoritaire dans le capital de la banque AMB, ce qui leur permettrait de reprendre le contrôle de la banque.

«Ni vainqueur ni vaincu»

«Ni vainqueur ni vaincu.» Tel est le mot d'ordre de M. Albert, président des AGF. Après deux années d'un conflit dont la solution, a priori, ne pouvait sortir que du prétoire, les AGF ont finalement obtenu, mercredi 9 juillet, l'accord de coopération avec la banque AMB, ce qui leur permettrait de reprendre le contrôle de la banque.

Le second point de l'accord porte sur le rôle de la banque AMB, ce qui leur permettrait de reprendre le contrôle de la banque.

Après deux années de bataille, les assureurs AGF (France) et AMB (Allemagne) parviennent à un accord de coopération

Après deux années de bataille, la compagnie d'assurances AGF (Assurances générales de France) et la société allemande AMB (Aachener und Münchener Beteiligungs-Gesellschaft) ont signé, mercredi 9 juillet, un accord surprise aux termes duquel les AGF détiennent 26 % des actions et la minorité du blocage d'AMB, M. Albert, président des AGF, a indiqué qu'il ouvrait la voie à une coopération entre les deux firmes.

«Il faudra bien que la raison l'emporte», avait déclaré M. Yves Mansion, directeur général des AGF dans un entretien au Monde (daté du 21 mai). En signant, mercredi 9 juillet, un accord qui prévoit de donner les droits de vote correspondant à la participation détenue par les AGF dans le capital d'AMB, M. Albert, président des AGF, a indiqué qu'il ouvrait la voie à une coopération entre les deux firmes.

Pour M. Albert, l'accord qui vient d'être signé «la conservation d'un projet de partenariat élaboré entre les deux groupes d'assurances» en 1991, qui avait échoué à la fin de l'année, n'est pas la stratégie mais l'évaluation de la situation d'AMB, la banque BfG (Bank für Gemeinwirtschaft) et la banque BfG (Bank für Gemeinwirtschaft) ont signé, mercredi 9 juillet, un accord qui prévoit de donner les droits de vote correspondant à la participation détenue par les AGF dans le capital d'AMB, M. Albert, président des AGF, a indiqué qu'il ouvrait la voie à une coopération entre les deux firmes.

La recherche d'un compromis

Malgré l'arrivée de M. Baumgartl, les AGF vont poursuivre leurs efforts pour que le Crédit lyonnais utilise la possibilité d'acheter avant le 1^{er} janvier 1993 une participation majoritaire dans le capital de la banque AMB, ce qui leur permettrait de reprendre le contrôle de la banque.

«Ni vainqueur ni vaincu»

«Ni vainqueur ni vaincu.» Tel est le mot d'ordre de M. Albert, président des AGF. Après deux années d'un conflit dont la solution, a priori, ne pouvait sortir que du prétoire, les AGF ont finalement obtenu, mercredi 9 juillet, l'accord de coopération avec la banque AMB, ce qui leur permettrait de reprendre le contrôle de la banque.

Le second point de l'accord porte sur le rôle de la banque AMB, ce qui leur permettrait de reprendre le contrôle de la banque.

Après deux années de bataille, les assureurs AGF (France) et AMB (Allemagne) parviennent à un accord de coopération

Après deux années de bataille, la compagnie d'assurances AGF (Assurances générales de France) et la société allemande AMB (Aachener und Münchener Beteiligungs-Gesellschaft) ont signé, mercredi 9 juillet, un accord surprise aux termes duquel les AGF détiennent 26 % des actions et la minorité du blocage d'AMB, M. Albert, président des AGF, a indiqué qu'il ouvrait la voie à une coopération entre les deux firmes.

«Il faudra bien que la raison l'emporte», avait déclaré M. Yves Mansion, directeur général des AGF dans un entretien au Monde (daté du 21 mai). En signant, mercredi 9 juillet, un accord qui prévoit de donner les droits de vote correspondant à la participation détenue par les AGF dans le capital d'AMB, M. Albert, président des AGF, a indiqué qu'il ouvrait la voie à une coopération entre les deux firmes.

Airbus Industrie vend 50 avions à la compagnie américaine United Airlines

La compagnie américaine United Airlines a annoncé, mercredi 8 juillet, un contrat avec le consortium européen Airbus pour l'achat de 50 bi-réacteurs A-320. C'est la première commande de ce type pour la compagnie américaine.

Double victoire pour Airbus Industrie : en emportant une commande considérable de 50 avions dans un contexte où le consortium européen Airbus n'a pas obtenu la commande de 100 avions pour United Airlines, un client américain, le consortium européen Airbus a obtenu la commande de 50 avions pour United Airlines, un client américain.

La compagnie, qui figure parmi les trois premiers transporteurs mondiaux, a choisi d'acheter 50 avions A-320. C'est la première commande de ce type pour la compagnie américaine.

Cette commande vient à point pour Airbus, qui a enregistré que 17 commandes de ce type pour la compagnie américaine depuis le début de l'année. Depuis deux ans, le marché aéronautique n'est plus habitué à de telles commandes. Pour Airbus, il faut remonter à 1986, la commande d'une centaine d'A-320 par Northwest, pour retrouver les marchés d'une telle ampleur.

Après deux années de bataille, les assureurs AGF (France) et AMB (Allemagne) parviennent à un accord de coopération

Après deux années de bataille, la compagnie d'assurances AGF (Assurances générales de France) et la société allemande AMB (Aachener und Münchener Beteiligungs-Gesellschaft) ont signé, mercredi 9 juillet, un accord surprise aux termes duquel les AGF détiennent 26 % des actions et la minorité du blocage d'AMB, M. Albert, président des AGF, a indiqué qu'il ouvrait la voie à une coopération entre les deux firmes.

«Il faudra bien que la raison l'emporte», avait déclaré M. Yves Mansion, directeur général des AGF dans un entretien au Monde (daté du 21 mai). En signant, mercredi 9 juillet, un accord qui prévoit de donner les droits de vote correspondant à la participation détenue par les AGF dans le capital d'AMB, M. Albert, président des AGF, a indiqué qu'il ouvrait la voie à une coopération entre les deux firmes.

Pour M. Albert, l'accord qui vient d'être signé «la conservation d'un projet de partenariat élaboré entre les deux groupes d'assurances» en 1991, qui avait échoué à la fin de l'année, n'est pas la stratégie mais l'évaluation de la situation d'AMB, la banque BfG (Bank für Gemeinwirtschaft) et la banque BfG (Bank für Gemeinwirtschaft) ont signé, mercredi 9 juillet, un accord qui prévoit de donner les droits de vote correspondant à la participation détenue par les AGF dans le capital d'AMB, M. Albert, président des AGF, a indiqué qu'il ouvrait la voie à une coopération entre les deux firmes.

La recherche d'un compromis

Malgré l'arrivée de M. Baumgartl, les AGF vont poursuivre leurs efforts pour que le Crédit lyonnais utilise la possibilité d'acheter avant le 1^{er} janvier 1993 une participation majoritaire dans le capital de la banque AMB, ce qui leur permettrait de reprendre le contrôle de la banque.

«Ni vainqueur ni vaincu»

«Ni vainqueur ni vaincu.» Tel est le mot d'ordre de M. Albert, président des AGF. Après deux années d'un conflit dont la solution, a priori, ne pouvait sortir que du prétoire, les AGF ont finalement obtenu, mercredi 9 juillet, l'accord de coopération avec la banque AMB, ce qui leur permettrait de reprendre le contrôle de la banque.

Cette commande confirme les qualités techniques de l'A-320. L'appareil avait de nouveau mis en évidence au lendemain de l'accident du mont Sainte-Odile certains avantages de la compagnie française. «Nous sommes très heureux de compter United Airlines, l'une des plus grandes compagnies du monde, parmi nos plus importants clients», a déclaré M. Jean-Pierre, l'administrateur-gérant d'Airbus Industrie. C'est une preuve de confiance de l'A-320 en ses qualités techniques.

Le total des commandes fermes d'A-320 atteint désormais 35 unités, dont 31 ont déjà été livrées. United a choisi l'avion d'Airbus contre le 737-400 de Boeing pour remplacer sa flotte vieillissante de tri-réacteurs 727. L'avion européen dit «transcontinental» a un rayon d'action d'environ 1000 milles nautiques (soit 1800 kilomètres) supérieur à celui du 737. Il est capable de voler à la côte ouest. Il dispose d'une avancée technologique, des équipements V 2500 développés par IAE (International Aero Engines), un groupe Pratt & Whitney et Rolls Royce.

Le contrat de leasing

Il ne s'agit pas d'un achat en pleine propriété mais d'un leasing. Les avions devraient être loués à la compagnie par des investisseurs financiers, et non par des compagnies comme GFA. Airbus Industrie comptabilise ces avions dans ses commandes. Ce système complexe de financement est traditionnel dans l'industrie aéronautique.

Le montant de la commande ferme de 50 avions de l'ordre de deux milliards de dollars, soit environ dix milliards de francs, compte du prix moyen d'un Airbus A-320 aux alentours de 40 millions de dollars. Le constructeur américain ne peut pas, mercredi 8 juillet, son annonce sans s'attendre à un contre-poids. «La décision de United est extrêmement décevante pour Boeing, déclarait officiellement l'avionneur. Nous avons fait offre très séduisante et sommes aussi loin que la prudence le permettrait. Manifestement Airbus a pu faire mieux».

Avec cette nouvelle commande, le consortium européen gagne un huitième client outre-Atlantique. United Airlines, deuxième compagnie mondiale par son chiffre d'affaires, rejoint American Airlines et Delta Airlines, les deux «majors» mondiaux, America West, Federal Express, Northwest Airlines et TWA.

MARTINE LARONCHE

Succédant à M. Bernard Pache

M. Jacques Bouvet va devenir président de Charbonnages de France

L'ancien président de l'ex-AFME (Agence française pour la maîtrise de l'énergie), M. Jacques Bouvet, cinquante-huit ans, est le prochain président de Charbonnages de France (CDF). Le Journal officiel du jeudi 9 juillet a en effet officiellement nommé M. Bouvet à la présidence de l'administration extraordinaire de CDF. M. Bouvet a été nommé à la présidence de CDF, proposée par un conseil d'administration extraordinaire de CDF, le 9 juillet au matin, devant les ministres, mercredi 15 juillet.

L'arrivée de M. Bouvet à la tête de Charbonnages de France est une réelle surprise. Chargé en début d'année d'une mission de recyclage des emballages ménagers, achevée fin juin par la remise d'un rapport aux pouvoirs publics, M. Bouvet souhaitait se voir confier un poste plus opérationnel.

La direction Technip, numéro un français de l'ingénierie, lui ayant échappé, M. Bouvet, en outre, comme M. Bouvet, a été nommé à la présidence de Charbonnages de France, pour lequel il est en concurrence avec le candidat, celui qui fut PDG d'Usinor-Acier (1983-1987) devra, en priorité, son prédécesseur, gérer la baisse des effectifs sans...

150 000 000

VIE DES ENTREPRISES

Après la vente d'Adidas à Pentland

La plus-value de Bernard Tapie Finance donne lieu à des estimations contradictoires

Sept millions de francs ? Quatre à cinq cents ? Nettement moins ? La plus-value réalisée par Bernard Tapie Finance (BTF), en cédant Adidas au groupe britannique Pentland, donne lieu aux estimations les plus contradictoires.

La « petite guerre » des communiqués à laquelle les deux parties, brouille un peu, il est vrai, l'appréhension que l'on peut porter sur le profit réel réalisé par M. Tapie lors de cette opération (le Monde du 10 juillet), Pentland dit avoir payé 621 millions de deutschemarks (2,1 milliards de francs) pour 79,95 % des actions de la holding allemande portant la participation BTF dans Adidas. BTF, de son côté, ne s'est pas exprimé globalement pour l'opération, mais précise avoir reçu 29,5 millions de livres (287,6 millions de francs) pour « environ » 15 % du produit de la vente.

La présence d'un holding à deux sous-holdings, la multiplicité des types de contrôle, — achèvement de rendre délicat tout calcul extérieur de la plus-value dégagée par cette transaction, — un simple calcul « grossier », ne prenant en compte qu'Adidas, relative à gains potentiels réalisés par l'homme d'affaires. Réalisé à chaud par un cabinet d'analyse financier, il tend à prouver que le « coup » Adidas pourrait être par une « opération blanche » pour BTF.

Bernard Tapie Finance a acquis 79,95 % des actions de la holding Adidas pour un total de 2 milliards de francs (1,6 milliard pour 80 %, puis 400 millions pour 15 %). Un peu plus tard, il en cède 45 % pour 1,35 milliard de francs. A cette date, BTF contrôle 45 % d'Adidas et le prix de revient brut « avant financier » de l'opération est de 1,05 milliard de francs. A cela, viennent s'ajouter 79,95 % de la plus-value financière de la première année (grosses modes 10 % et 100 millions de francs empruntés) et 100 millions de francs de la deuxième année. Après cela, le prix de revient est de 1,35 milliard de francs.

En reprenant les chiffres de deux autres années, 79,95 % du holding de Adidas, Pentland valent 1,35 milliard de francs. BTF valent 1,44 milliard de francs, à rapprocher du prix de revient de 1,35 milliard.

An finit, la plus-value réalisée par le groupe Tapie à l'achat de Adidas est de 85 millions de francs. Mais, si l'on tient compte de la plus-value réalisée par le groupe Tapie à l'achat de Adidas, la plus-value est de 85 millions de francs.

P.-A. G. et C. M.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

■ RVI-Limoges : nouveaux incidents de production, mercredi 10 juillet, dans l'usine RVI (Rensault-Véhicules Industriels) de Limoges (Haute-Vienne) où les emplois doivent être supprimés. Dans l'après-midi, le directeur et deux collaborateurs ont été « chassés » de l'établissement par environ 200 salariés. Ils ont été contraints, par la force, de partir d'un taxi. Lors d'une réunion extraordinaire du comité d'établissement, la direction avait annoncé qu'elle plaçait le personnel en chômage technique les 8 et 9 juillet, que l'usine serait fermée jusqu'au 15 juillet, à la suite du matériel de bureau, le 7 juillet. Le matin, à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO et CEC, environ 200 manifestants avaient défilé pendant trois heures dans les rues de Limoges. Une table ronde devait se tenir jeudi 11 juillet.

■ Toyota Honada : 600 grévistes sud-africains. — La branche sud-africaine de Toyota a licencié environ 6 000 grévistes, le 10 juillet, à la suite de deux grèves en deux mois dans ses usines automobiles de Durban (côte est). Prospecton, près de Durban, M. Gavin Hartford, porte-parole du Syndicat des métallurgistes d'Afrique du Sud (280 000 membres), a déclaré que les grévistes ne considéraient pas comme licenciés ceux qui n'avaient pas perçu leur indemnité de départ. Toyota a confirmé qu'environ 400 employés de sa division commerciale avaient cessé le travail lundi 9 juillet, signe de solidarité avec les grévistes des usines automobiles.

■ Supprime 100 emplois. — Aluminium Co. of America (Alcoa) a annoncé récemment son intention de supprimer 100 emplois, soit 10 % de ses effectifs, à la fin de l'année pour réduire ses coûts de production et améliorer sa rentabilité. Les résultats d'Alcoa au deuxième trimestre comprennent une provision exceptionnelle de 40,6 millions de dollars (245 millions de francs) pour le financement de ses départs. La direction d'Alcoa a annoncé une perte de l'ordre de 100 millions de dollars (160 millions de francs environ) pour le trimestre et sur un exercice en cours durant le deuxième trimestre.

■ Participation. — La holding générale remplace le capital d'Euro-RSCG. — Poursuivant un recentrage de ses activités, la holding a annoncé, mercredi 10 juillet, qu'elle avait vendu la participation qu'elle détenait (8,5 %) dans le capital d'Euro-RSCG, un des leaders du marché de la communication. Cette cession qui a eu lieu en accord avec Havas, actionnaire majoritaire, a amené une reprise de la holding par la Société générale pour un prix qui n'a pas été communiqué. Le bénéfice net consolidé d'Euro-RSCG a atteint 183,1 millions de francs en 1991, en recul de 5,2 % par rapport à 1990. Après la cession de ses valeurs, la plus-value exceptionnelle, le bénéfice net consolidé par le groupe a atteint 146,1 millions de francs.

■ Bourse. — Le Telegraph mal reçu à la Bourse de Londres. — Le titre du groupe de presse Telegraph, éditeur du Daily Telegraph, a subi une chute de 12 % de son cours à la Bourse de Londres mercredi 10 juillet. Le public avait déjà manifesté peu d'intérêt pour cette cotation, ne demandant que 3,04 millions de titres à 13 millions de francs. Les institutions financières qui garantissent l'émission ont donc dû reprendre le titre en plus de 13 millions qui leur ont été réservés. Cette opération a été destinée à lever 84,5 millions de livres (820 millions de francs) pour le groupe canadien Hollinger du patron du groupe Conrad Black, en échange d'une réduction de 68 % de sa participation dans le groupe Telegraph.

■ Résultat. — Le bénéfice net de 35 % de la holding de presse et de médias Marie Claire (spiritueux et boissons sans alcool) a été de 61,4 millions de francs en 1991, soit une progression de 35 % par rapport à 1990. Le bénéfice net consolidé de 61,4 millions de francs a été obtenu, soit une progression de 35 % par rapport à 1990. Le bénéfice net consolidé de 61,4 millions de francs a été obtenu, soit une progression de 35 % par rapport à 1990. Le bénéfice net consolidé de 61,4 millions de francs a été obtenu, soit une progression de 35 % par rapport à 1990.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Codetour

L'Assemblée Générale des actionnaires de CODETOUR, SICOI d'ISM SA spécialisée dans le financement des hôtels, a approuvé les comptes de l'exercice 1991 qui traduisent par un bénéfice net de F 18,8 millions. Elle a décidé la distribution le 10 juillet prochain d'un dividende de F 27,50 par action, avoir fiscal de F 0,27 compris, en augmentation de 5,77 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Sur la base de ce dividende, l'action CODETOUR qui est cotée aux environs de F 280 au cours des dernières semaines, a une rentabilité particulièrement attrayante pour l'investisseur.

Dans son allocation le Président Henri CUCHET a rappelé que grâce à son statut de société financière, CODETOUR peut transférer son patrimoine hôtelier à ses locataires par voie de crédit-bail et assurer ainsi des recettes importantes sur une longue durée.

Ce patrimoine hôtelier constitué il y a près de vingt ans offre une rentabilité financière élevée compte tenu des amortissements pratiqués. Il constitue donc pour CODETOUR un actif significatif permettant de conforter une politique de distribution active.

Groupe ISM SA

Le Monde

par le Monde
Comité de direction :
Jacques Lasserre, gérant
directeur de la publication
Benoît Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Gulu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Solé
adjoints au directeur
de la rédaction

Vice-Président :
Jacques Amalric
Thomas Ferenzi
Jean-Henri
Jacques-François

Daniel Vernet
directeur

Autres directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauve (1969-1982)
André Laurent (1982-1991)
André Fontaine (1991-1992)

REDACTION ET SIÈGE :
15, rue Falguière
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40.65.25-26
Téléfax 40.65.25-26

1. rue Hubert Beuve-Méry
94852 Ivry-sur-Seine CEDEX
Tél. (1) 40.65.25-26
Téléfax 40.65.25-26

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 9 juillet

Correction
La Bourse de Paris continue à se redresser de la veille, mais elle a subi une correction à la fin de la séance. Les valeurs s'appréciaient en moyenne de 0,55 % vers 14 heures après avoir ouvert en baisse (-0,23 %). L'indice CAC 40 se situait à 1 857,84 points, « il y a tout de même une tendance à la baisse », commente un observateur pour qui la Bourse a quand même un potentiel de hausse : « Certaines valeurs ont des avantages de marché, mais elles sont toutes en baisse de correction. » En toute logique, on devrait assister à une stabilisation des valeurs, mais les investisseurs ne sont pas encore totalement rassurés par les données des 1 800 points, rendant l'analyse difficile.

L'indice CAC 40 a subi une correction de 10 points, passant de 1 857,84 à 1 847,84. Les valeurs ont subi une correction de 10 points, passant de 1 857,84 à 1 847,84. Les valeurs ont subi une correction de 10 points, passant de 1 857,84 à 1 847,84. Les valeurs ont subi une correction de 10 points, passant de 1 857,84 à 1 847,84.

De côté des plus fortes hausses, on note les valeurs de la Bourse de Paris, qui ont subi une correction de 10 points, passant de 1 857,84 à 1 847,84. Les valeurs ont subi une correction de 10 points, passant de 1 857,84 à 1 847,84. Les valeurs ont subi une correction de 10 points, passant de 1 857,84 à 1 847,84.

LONDRES, 9 juillet

Tassement
Les valeurs ont terminé en recul marqué à la Bourse de Londres, affectées par la baisse de la livre qui a dégonflé les espoirs de baisse des taux d'intérêt britanniques et par les maigres perspectives de reprise économique au lendemain du G7 de Munich.

A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 21,1 points (0,85 %) à 2 472,6. Le marché avait reculé de 38 points en milieu de séance, avant de rebondir partiellement pour pousser le Footsie à la clôture à 2 472,6.

Les investisseurs ont réagi à la baisse de la Bourse de New-York en réajustant après la chute de 1 %, la veille. A la City, le volume des échanges s'est élevé à 550,6 millions de titres contre 379,7 millions, mardi. Le titre de presse The Telegraph a fait son entrée en Bourse et a clôturé à 283 pence, bien en dessous de son prix d'offre de 325 pence.

NEW-YORK, 9 juillet

Hésitant
Wall Street a terminé sur une note quasi stable, mercredi 9 juillet, après avoir été en hausse jusqu'à une vingtaine de points avant de se stabiliser en raison du pessimisme des investisseurs sur la reprise économique américaine et sur les résultats des entreprises pour le deuxième trimestre.

Après avoir été affecté dans l'après-midi par des ventes déclenchées par des programmes informatiques, l'indice Dow Jones a repris du terrain pour clôturer à 3 283,28, en baisse de 1,88 point (-0,06 %).

L'activité a été soutenue avec quelque 200 millions de titres échangés, dont 42 millions dans la dernière heure de transactions. Le nombre de titres en baisse a modestement dépassé celui des valeurs en hausse, 896 contre 883. Des titres ont été échangés. Les statistiques économiques décevantes publiées récemment laissent anticiper des résultats trimestriels faibles. D'autres, de nombreuses compagnies ont déjà indiqué que leurs résultats devraient être inférieurs aux estimations initiales des experts.

Certains courtiers se demandent avec inquiétude quand les accaparements successifs de la politique de crédit de la Réserve fédérale se traduiront par une amélioration des résultats. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, est resté inchangé par rapport à la veille à 7,50 %.

VALEURS	Cours de 7 juillet	Cours de 9 juillet
Alcoa	11 50	12 12
AT&T	49 70	49 70
Bear	11 10	11 10
Boeing	11 10	11 10
Chemical Bank	11 10	11 10
Deere	11 10	11 10
Dynalene	11 10	11 10
Eastman Kodak	11 10	11 10
Exxon	11 10	11 10
Ford	11 10	11 10
General Electric	11 10	11 10
General Motors	11 10	11 10
Goodyear	11 10	11 10
IBM	11 10	11 10
ITT	11 10	11 10
Johnson & Johnson	11 10	11 10
Kimberly-Clark	11 10	11 10
Lincoln	11 10	11 10
Lockheed	11 10	11 10
Union Carbide	11 10	11 10
United Tech	11 10	11 10
Windsor	11 10	11 10
Yale	11 10	11 10

TOKYO, 9 juillet

Vive hausse
La Bourse de Tokyo a obtenu en forte hausse jeudi 9 juillet. L'indice Nikkei a gagné 248,40 points à 18 848,86 points, soit une progression de 1,5 %.

Les cours ont progressé grâce à d'importants rachats de découvert sur le marché des contrats à terme et grâce à des achats à bon compte sur certaines valeurs. D'autre part, le marché a renoué avec l'espoir d'une baisse des taux. Selon un opérateur, il n'est pas surprenant de voir le Nikkei lever avec les 17 000 points sur les valeurs actuellement sont particulièrement élevées.

VALEURS	Cours de 8 juillet	Cours de 9 juillet
Aluminium	1 280	1 280
Bois	1 150	1 140
Bois	1 150	1 140
Bois	1 150	1 140
Bois	1 150	1 140
Bois	1 150	1 140
Bois	1 150	1 140
Bois	1 150	1 140
Bois	1 150	1 140
Bois	1 150	1 140
Bois	1 150	1 140

PARIS :

Second marché (affaichage)

VALEURS	Cours préc.	Dernier	VALEURS	Cours préc.	Dernier
Alcatel	1010	1010	Imvob-Habestre	150	150
Alcatel	1010	1010	Imvob-Habestre	150	150
Alcatel	1010	1010	Imvob-Habestre	150	150
Alcatel	1010	1010	Imvob-Habestre	150	150
Alcatel	1010	1010	Imvob-Habestre	150	150
Alcatel	1010	1010	Imvob-Habestre	150	150
Alcatel	1010	1010	Imvob-Habestre	150	150
Alcatel	1010	1010	Imvob-Habestre	150	150
Alcatel	1010	1010	Imvob-Habestre	150	150
Alcatel	1010	1010	Imvob-Habestre	150	150

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 9 juillet 1992

Nombre de valeurs cotées : 79 424

COURS	Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	187,80	188,12	188,42
Précédent	187,80	188,12	188,42

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Sept. 92	0,54	1,15
Déc. 92	0,69	NC

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Sept. 92	Oct. 92	Sept. 93
Dernier	1 862	1 875,50	1 892
Précédent	1 862	1 875,50	1 892

CHANGES

Dollar : 5,01 F

Le dollar est très faible jeudi 9 juillet, après avoir été en hausse jusqu'à une vingtaine de points avant de se stabiliser en raison du pessimisme des investisseurs sur la reprise économique américaine et sur les résultats des entreprises pour le deuxième trimestre.

Après avoir été affecté dans l'après-midi par des ventes déclenchées par des programmes informatiques, l'indice Dow Jones a repris du terrain pour clôturer à 3 283,28, en baisse de 1,88 point (-0,06 %).

L'activité a été soutenue avec quelque 200 millions de titres échangés, dont 42 millions dans la dernière heure de transactions. Le nombre de titres en baisse a modestement dépassé celui des valeurs en hausse, 896 contre 883. Des titres ont été échangés. Les statistiques économiques décevantes publiées récemment laissent anticiper des résultats trimestriels faibles. D'autres, de nombreuses compagnies ont déjà indiqué que leurs résultats devraient être inférieurs aux estimations initiales des experts.

Certains courtiers se demandent avec inquiétude quand les accaparements successifs de la politique de crédit de la Réserve fédérale se traduiront par une amélioration des résultats. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, est resté inchangé par rapport à la veille à 7,50 %.

VALEURS	Cours de 7 juillet	Cours de 9 juillet
Alcoa	11 50	12 12
AT&T	49 70	49 70
Bear	11 10	11 10
Boeing	11 10	11 10
Chemical Bank	11 10	11 10
Deere	11 10	11 10
Dynalene	11 10	11 10
Eastman Kodak	11 10	11 10
Exxon	11 10	11 10
Ford	11 10	11 10
General Electric	11 10	11 10
General Motors	11 10	11 10
Goodyear	11 10	11 10
IBM	11 10	11 10
ITT	11 10	11 10
Johnson & Johnson	11 10	11 10
Kimberly-Clark	11 10	11 10
Lincoln	11 10	11 10
Lockheed	11 10	11 10
Union Carbide	11 10	11 10
United Tech	11 10	11 10
Windsor	11 10	11 10
Yale	11 10	11 10

TOKYO, 9 juillet

Vive hausse
La Bourse de Tokyo a obtenu en forte hausse jeudi 9 juillet. L'indice Nikkei a gagné 248,40 points à 18 848,86 points, soit une progression de 1,5 %.

Les cours ont progressé grâce à d'importants rachats de découvert sur le marché des contrats à terme et grâce à des achats à bon compte sur certaines valeurs. D'autre part, le marché a renoué avec l'espoir d'une baisse des taux. Selon un opérateur, il n'est pas surprenant de voir le Nikkei lever avec les 17 000 points sur les valeurs actuellement sont particulièrement élevées.

VALEURS	Cours de 8 juillet	Cours de 9 juillet
Aluminium	1 280	1 280
Bois	1 150	1 140
Bois	1 150	1 140
Bois	1 150	1 140
Bois	1 150	1 140
Bois	1 150	1 140
Bois	1 150	1 140
Bois	1 150	1 140
Bois	1 150	1 140
Bois	1 150	1 140
Bois	1 150	1 140

BOURSES

PARIS (INSEE) 100 : 31-12-91

Valeurs françaises : 100
Valeurs étrangères : 100
Indice général CAC 40 : 100
Indice CAC 40 : 100

NEW-YORK (Index Jones)
Industrielles : 3 295,17
Londres (Index Financial Times) : 2 472,6

100 valeurs : 2 493,70
30 valeurs : 1 906,20
Mines d'or : 86,60
Fonds d'Etat : 89,64

FRANCFORT : 1 767,51
Tokyo : 1 761,18
Indice général : 1 761,18

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert
\$ E-U	5,0100	5,0120	5,0928	5,0978
Yen (100)	4,0100	4,0210	4,0739	4,0796
£	6,8870	6,8890	6,9749	6,9841
DM	3,7500	3,7510	3,7521	3,7528
Franc suisse	3,7302	3,7346	3,7391	3,7409
Lire italienne (1000)	4,4570	4,4590	4,4657	4,4707
Lire sterling	9,6350	9,6400	9,6379	9,6452
Pesets (100)	5,3122	5,3201	5,3735	5,3872

TAUX D'INTERÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demande	Offert	Demande	Offert	Demande	Offert
\$ E-U	3 5/16	3 7/16	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
Yen (100)	4 7/16	4 3/4	4 1/4	4 3/8	4 1/8	4 1/8
£	10 7/16	10 9/16	10 7/8	10 3/4	10 3/8	10 3/8
DM	9 5/8	9 1/2	9 1/2	9 1/4	9 1/4	9 1/4
Franc suisse	8 7/8	8 7/8	8 7/8	8 7/8	8 15/16	8 1/2
Lire italienne (1000)	14 7/8	15 1/8	14 3/4	14 5/8	14 1/8	14 3/8
Franc suisse	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8
Peso (100)	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 15/16	12 1/2
Franc français	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 15/16	10 1/8
FRANC FRANÇAIS	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 15/16	10 1/8
	indicateurs, pratiqués sur		interbancaire		devises, non	

Ces indicateurs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, sont communiqués en fin de séance.

Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité : MINES - PONTS - TÉLÉCOM

Admission : ENSTIM DOUAI - ESSEC - ESIGIEC

POLYTECHNIQUE - ESIEE - ERIE

36.15 LE MONDE

Tapez RES

150 de 150

Course relevés ■ 14 h ■

Règlement mensuel												VALEURS												VALEURS											
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%												
4680	CALF. S.P.	4678	4678	4678		1760	1760	1760	1760		3170	3170	3170	3170		3170	3170	3170	3170	3170	3170														
320	B.H.P. T.P.	920	920	920		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
320	B.H.P. T.P.	920	920	920		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
1485	Thomson T.P.	1518	1517	1500	- 0.72	1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
1760	Thomson T.P.	1760	1760	1760		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
1735	St. Gobain T.P.	1735	1735	1735		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180	3180	3180														
720	Alcan T.P.	720	720	720		1810	1810	1810	1810		3180	3180	3180	3180		3180	3180	3180	3180																

COMPTANT (selection)**SICAV** (selection)

8/7

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net
Obligations										Etrangères									
Emp. Sec. 9.875%	101	9.72			Paris France	195	194 80	A.E.S.	386		Action	194 25		France Obligat.	470 27	465 81	Prévoy. Social	110 88	109 58
10.80% 79/94	101 40	9.11			Paris Orléans	210		Alcan Inc. Can.	455		André-gst	678 52	646 89	Prévoy. Social	477 91	465 99	Prévoy. Social	29711 06	29711 06
Emp. Sec. 13.4/83	104 78				Paris Orléans	280	278 20	Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
Emp. Sec. 12.25 94	100 50				Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
Emp. Sec. 10.5/90	107 30				Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34	95 73	Prévoy. Social	623 20	908 82
OAT 10% 5/2000	107 30	1.17			Paris Orléans	280		Alcan Alumin.	108	108	Amplex	620 21	602 15	France Rég.	1175 34				

Cote des Changes

Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

سكننا من الارض

Le Monde

Le Monde • Vendredi 10 juillet 1982 21

DES LIVRES

L'homme de Palafrugell

Découverte de Josep Pla, un grand écrivain catalan qui choisit les verbes les plus usuels
la prose la plus désincarnée pour décrire la réalité confuse de la vie

LE CAHIER GRIS

(El Quadern Gris)
de Josep Pla
Traduit du catalan
par Pascale Bardaud,
et Jacqueline Chambon,
612 p., 135 F.

On traduit, enfin, Josep Pla. Cet écrivain aura connu à l'étranger le même purgatoire qu'en Espagne. Les Catalans lui reprochaient son engagement avec le pouvoir central, Madrid n'a toujours méfié de son catalanisme qui prêchait un nationalisme sans front. Et les progressistes de tous bords lui pardonnaient pas d'avoir écrit, quelques mois après la révolution soviétique : « Les Russes sont en train d'implanter la justice dans leur pays. Ils vont beaucoup souffrir. Ils vont vivre cela très mal. Ils se mettent dans l'obligation de créer un Etat tout ce qu'il y a de plus policier, froid et brutal. Ils nous font en fait, il leur faudra agrandir les prisons, il leur faudra abolir tout ce qui rend la vie agréable. Et malgré cela ils n'implanteront aucune justice. »

Maintenant tout le monde se rend à l'évidence : Josep Pla est l'un des grands écrivains de ce siècle, dans l'université d'un monde à l'humus de son petit village : « On peut écrire dans la langue la plus répandue et la plus riche du monde et passer plus vite qu'un fagot de paille. Ecrire par contre quelque chose de bien, un catalan de Palafrugell, vous comment on se traduit, on vous donne le prix Nobel. »

A Palafrugell, sur la Costa Brava, ses ancêtres s'étaient consacrés à l'agriculture. Lui, il serait écrivain. Pour échapper à la décision paternelle, Pla décide de devenir homme de lettres et se lance dans Pio Baroja (1), Montaigne, Voltaire, Heine, Sterne, Proust ; il découvre le monde de la botanique, de la psychologie, de la sociologie, mais le fascisme historique et critique de Bayle, « qui a plus de volumes d'étoiles dans la firmament ». Mais ce n'est pas Josep Joubert qui deviendra son véritable maître.

Le secrétaire de Diderot lui apprend que l'art évite l'art que, pour bien écrire, il faut la facilité naturelle et la difficulté



L'œuvre de Josep Pla représente plus de 40 000 pages sans compter les articles de presse

acquise. La facilité, l'a. Avec une aigreur du parfait du fini, il s'impose la ingrate de se débarrasser de l'art : « Faire des phrases relatives, faciles, mais les défaire après, qui est préoccupant. Il y a des phrases d'aucune utilité, dont on ne peut rien faire, des phrases fausses qu'on transporte comme un poids mort pendant des années. »

Au fil des 600 pages de ce Cahier gris, commencé en 1918 à l'âge de vingt ans et terminé vingt mois plus tard, nous vivons avec lui sa peur de l'écriture, ses angoisses pour atteindre un style plat. Les redondances, les allitérations, les consonances ne le gênent guère. On pourrait même dire qu'il choisit les verbes les plus usuels, la prose la plus désincarnée, pour décrire la plus grande fidélité, la réalité confuse de la vie. L'écriture écrite

ture massive, dans un adjectif insolite suffisent à évoquer tout un monde ; parfois la juxtaposition contrastée des adjectifs, un effet crescendo, module des images sensorielles la vue, l'ouïe et le toucher : « Le carillon du peuplier ludique et gracieux, il fait penser à la musique de Mozart si déliée et si liquide. Les pins font une musique d'orgue, de requiem. Les vignes l'élément qui donne de la couleur au paysage, air changeant et varié. » Elles sont d'un gris doré très élégant. Elles sont généralement plantées en ondulation bien dessinée pareille au sein d'une adolescente du pays. »

Le jeune Pla se rend à Barcelone pour poursuivre ses études. Sa vie n'est pas à l'université, ni dans les professeurs qu'il épingle dans son cahier. Il se sent à l'aise à déambuler le long

de la compagnie d'écrivains, d'artistes et en particulier du sculpteur Manolo Hugé, dont il écrira la biographie quelques années plus tard. Il devient l'enfant terrible des lettres catalanes : « J'essaie, fois de plus, de lire Verdaguer. Jusqu'à présent je n'ai même pas pu terminer un seul chant de l'Atlantide de Canigo. »

Après avoir raillé le grand patriarcat, il prône une langue moderne, intelligible pour tous. L'architecture et le contenu de l'abbaye de Montserrat, qui garde les valeurs de la nation catalane. Il exalte également l'objet de ses moqueries, et, sacrilège suprême, il exhale le dégoût pour les bourgeois de son pays, « dont on dirait qu'ils travaillent pour avoir faim, qu'ils font pour pouvoir manger, qu'ils mangent pour faire tranquillement l'amour à leur femme, qu'ils font l'amour pour

avoir la tête et les entrailles reposées. »

A Barcelone, Pla choisit qu'il a les yeux de taupe. Sa vie est habitée à d'autres dimensions et se replie vers le monde rural marin de son petit Palafrugell. Il nous rapporte à son retour une série de notes et de lettres de la ville et des gens du pays, une offre de véritables récits, des nouvelles élaborées sur des faits divers de la région.

Sensuel et réservé, il combine le réalisme télégraphique lorsqu'il évoque sa vie privée : « Passé la dernière partie de la nuit au bordel, Paquita », — une peine attendrissante de l'homme de l'Ampurdan, qui surgit et disparaît dans le cahier comme les pages et les pages des pluies et les matinées. « L'humidité du vent de sud a fait s'enrouler la cobra des sardanes. La musique qui s'écoule de ces instruments de bois et de métal, d'une si grande sérénité, évoque une pâte jellée. » Il n'y a pas de proportion entre le volume musical que la cobra répand et le gonflement des joues des exécutants. Ils soufflent comme des désespérés, mais l'humidité insidieuse du vent affaiblit les sardanes qui prennent une forme molle. »

Le Cahier gris s'arrête le 15 novembre 1920, lorsque Pla est en France en 1920 que correspondant à la presse. Vers le milieu des années 60 — il a alors soixante-dix ans et il lui reste quinze ans à vivre — il commence à publier ses œuvres complètes : essais, voyages, biographies ; plus de 40 000 pages, sans compter les articles de presse. Il fait partie de ces écrivains comme Alvaro Cunqueiro, Torrente Ballester, même Camilo José Cela, à qui l'on pardonne leur passé réactionnaire. Son nom est même cité pour le prix Nobel. En bon paysan ampurdanais, il accepte ses hommages, mais il mésestime pas ses sarcasmes : « Au début, on m'a considéré comme un cynique et un anticonformiste. Je suis resté le même, mais l'anticonformisme et le cynisme ne peuvent pas se faire main-tenant figure de conservateur. »

Ramon Chao

(1) Ecrivain espagnol (1873-1956), anticonformiste et nietzschéen qui fut nommé « Docteur en lettres ».

LE FEUILLETON

Michel Braudeau

Etre lu dans dix ans

En 1938, Cyril Connolly écrivait un livre distrayant, insolent, joyeux, nécessaire, l'un des plus actuels de cette fin de saison littéraire : « Pour qu'un livre paraisse avec quelque espoir de durer la moitié d'une génération, de vivre plus longtemps qu'un chien ou qu'une voiture (...) il doit être écrit contre-courant dans une prose qui met à contribution à la fois les ressources de notre langue et l'intelligence du cœur. »

Page 22

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François

Thé, café et chocolat

Balzac a consacré un traité aux « excelsives modernes ». Il consacre ses plus belles pages au café. Il en buvait des océans pendant ses nuits de travail et de labeur : « Tout s'agit, les idées s'ébranlent, les bataillons de la pensée s'alignent, et la bataille a lieu. »

Page 22

ENQUÊTE

Les mauvais comptes du groupe de la Cité

Structures floues, choix éditoriaux nébuleux, résultats en recul, valse des dirigeants. Le groupe de la Cité est en crise. Une réorganisation est en cours. Bertrand Le Gendre a enquêté sur « le premier éditeur de langue française ».

Page 27

Proust et l'expérience intérieure

Il vit, il se voit vivre, il invente sa vie, il est son propre cobaye :
« Ce qui semble extérieur, c'est nous que nous le découvrons »

MARCEL PROUST

de George D. Painter.
Traduit de l'anglais par Georges Caillet et Roger-Paul Vial,
nouvelle édition revue et corrigée,
Mercure de France, 970 p., 185 F.

CORRESPONDANCE

de Marcel Proust.
Edition de Philip XX,
Plon, 719 p., 300 F.

Proust est allé une fois jusqu'à dire que la seule vie réellement vécue était la littérature, comme si la perception de l'espace et du temps était partielle, partielle, illusoire, somnambulique. Si l'on a sans cesse envie de revenir à sa biographie, c'est que nulle autre n'aura été ce point de « l'autobiographie créatrice » à chaque moment, à chaque moment, à plus ou moins long terme sa transposition en fiction. Pourtant, George Painter, pour justifier son livre monu-

mental et magnifique (véritable roman à l'roman), en rappelle en 1959 (tels les préjugés de l'époque) la formule de Keats : « La vie d'un homme d'une certaine valeur est une continuelle allégorie. »

Certes, on comprend que les écrivains restreints, casaniers ou médiocrement intéressés par la vie concrète de l'élaboration d'une œuvre. Ils sont sans cesse approuvés par les professeurs et les critiques qui, après avoir voulu que la vie soit comprise comme élément social, ont préféré, pour finir, qu'il n'y ait plus de vie du tout. Proust, d'ailleurs, était-il politiquement correct ? N'a-t-il pas été d'un narcissisme démesuré, une exhibitionniste ? La littérature ne doit-elle d'abord servir au bien commun ? Vieilles lunes sans fin de retour, ces choses ramenées par les locataires de la condition

humaine. A quoi Proust répond, en 1921 : « On ne peut instituer des expériences valables, on doit se préoccuper ni du Mal, ni de faire plaisir à X ou Y. La plus sûre manière qu'elles puissent ensuite au Bien, c'est qu'il n'ait pas pensé au Bien. » Proust, ardent dreyfusard, sa jeunesse, n'a-t-il pas beaucoup plus ambigu sur la fin ? Sans doute. Exemple : « J'exécute la littérature pauvre Péguy et n'ai jamais varié. » C'est Daniel Halévy qui l'avait convaincu de s'abonner aux Cahiers de la Quinzaine et, « à la fois, mon appartement est encombré par le plus insipide fatras des proses les plus inutiles que je connaisse. »

Eh oui, la vie d'un écrivain de quelque valeur est une passionnante allégorie pleine de replis, de contradictions, de pièges. C'est vrai, au vingtième siècle, de Proust, de Joyce, de Kafka, de Nabokov, de Céline, de Faulkner, de Hemingway. Les écrivains

de nos vies ne sont pas forcément spectaculaires, mais chaque bloc existentiel rayonne, dirait-on, de tous les autres ; les jours sont des fragments d'équations, une cristallisation en

C'est même une liturgie pieuse, qui, dans la vie de Proust, comporte un pôle fixe, qu'il appellera étrangement l'« adoration perpétuelle ». Peu de contemporains ont compris l'enjeu : Jacques Rivière, certainement ; mais aussi le jeune Morand, alors en poste à Londres (« Proust est rudement plus fort que Flaubert »). Painter raconte qu'au moment où Léon Daudet, avec les meilleures intentions du monde, décrit Proust comme un enfant excentrique, le bourré de talent, Henry James, lui, pense que Proust est en train d'écrire le plus grand roman français depuis le Charteuse de Parme.

Philippe Sollers

Lire la suite de l'article de Jacqueline Risset page 21

ALEXANDRE VIALATTE
ROMAN
SALOMÉ

INEDIT
LES BELLES LETTRES

288 p.

120 F

« Salomé est un livre enthousiasmant. »
Michel Déon. Le Figaro Magazine.

« Une étonnante parabole poétique... Quelle pétulance !
Quelle sublimation ! » Patrice Delbourg. L'Evenement du Jeudi.

« Salomé annonce, magnifie toutes les saveurs
des Fruits du Congo. » Gabrielle Rolin. L'Express.

LES BELLES LETTRES

QU'IL FAUT FAIRE POUR NE PLUS ÊTRE ÉCRIVAIN

(Enemies of Promise)
de Cyril Connolly.
Traduit de l'anglais par Alain Delahaye.
Fayard, 360 p., 150 F.

VOILA le livre le plus original, le plus joyeux, le plus distrayant, le plus insolent, le plus nécessaire de l'année littéraire qui s'achève, au moment où les éditeurs partent chercher les lecteurs faire à la plage des pâtés. Un livre écrit en 1938, relu en 1948 par son auteur qui lui a donné une petite préface pour annoncer qu'il n'avait rien à changer à ses propos. Cyril Vernon Connolly n'était jusqu'à présent traduit en français que pour ses romans qui n'ont pas fait ici beaucoup de bruit, *Marée basse* chez Bourgois, *Diplomates disparus* chez Salvat, le *Tombéau de Palfur* chez Fayard. Mais il faut attendre cinquante-quatre ans pour lire ce livre-ci qui le contient tout entier, une verve, une désinvolture, une drôlerie irrésistible, un ouvrage étrange qui se termine par une réflexion sur la situation du roman anglais en 1938 et se termine par un tableau de l'adolescence de l'auteur. En dépit du bon sens dirait-on. A tort, ce décousu est la pertinence même.

Cyril Connolly, né le 10 septembre 1903 à Coventry (ce qu'il considère comme le premier mauvais moment de sa vie), mort en 1974, fut directeur de la revue *Horizon* de 1939 à 1950 et critique littéraire toute sa vie. Et quel critique... comme le dit l'éditeur, « implacable, intraitable, inflexible », certes, mais aussi cultivé, spirituel, ouvert, comme on en voudrait seulement dans une demi-douzaine en France. Les questions qui l'amènent à entreprendre ce qu'il lui faut faire... en 1938, période angoissée, sont : que sera-t-il arrivé au monde dans dix ans ? moi ? mes amis ? mes livres qu'ils écrivent ? Ce qui se résume en une autre : comment écrire un livre qui continuera à se vendre pendant dix années suivant sa parution ? Car il lui semble déjà « que d'ici peu l'art d'écrire des livres, surtout des romans d'imagination qui durent tout un temps-là, sera un art disparu », pronostic qu'aujourd'hui nous ne pouvons que reprendre, en l'aggravant si possible.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Pour Connolly, il s'agit d'un divorce entre la langue écrite et une partie du public, divorce qui se reproduit cycliquement au cours de l'Histoire. Le roman anglo-saxon en 1938 voit s'achever une longue période de domination du style mandarin « prisé par les poètes de la littérature, par ceux qui aimeraient rendre le mot écrit aussi différent que possible de ce qu'il est parlé ». On n'entrera pas dans les détails du panorama que dresse Connolly de la situation littéraire anglaise, tout le fait remarquable au savant. On y croise quelques nobles figures de dandies, comme celle de Ronald Firbank, de néo-mandarins comme Wilde, Virginia Woolf, Lytton Strachey, ou y trouve de belles formules (« Les romans de Conrad, c'est du James Joyce accéléré »), et un hommage à Proust quasiment naturalisé anglais, qu'il importe de reconsidérer sur son piédestal, sans l'en faire chuter pour autant.

Aux mandarins s'opposent les modernes, dont Hemingway est l'exemple le plus éloquent. Son style direct, parfait pour les scènes d'action, les émotions, prête mal toutefois aux développements intellectuels, et surtout, la tragédie de Hemingway aura de ne pas avoir su s'écarter assez vite de ses propres imitateurs. L'écrivain qui s'avance à l'écoute des masses ren-

LE FEUILLETON
de Michel Braudeau

Cyril Connolly : « D'ici peu l'art d'écrire des livres (...) sera un art disparu ».

Etre lu
dans dix ans

contre au même point de la route le journaliste, le publicitaire et le romancier. « Pour qu'un livre paraisse avec quelque espoir de durer la moitié d'une génération, il doit être écrit par quelqu'un qui n'a pas une voiture (...), il doit être écrit contre-courant, dans une prose qui met à contribution la fois les ressources de notre langue et l'intelligence du cœur ».

CONNOLLY s'attaque ensuite aux écueils qui guettent l'écrivain. L'illusion de la postérité, tout d'abord. Ne jamais oublier que, si Horace se croyait immortel, il a eu la chance de survivre à l'Eglise : « Sur deux millions d'écrivains de son époque, un seul s'est élevé au-dessus du com. » En fait l'écrivain,

s'il n'est pas fortuné de naissance, doit gagner sa vie autrement que par ses ouvrages, ce qui entraîne trop de compromis avec le goût facile. L'enseignement engourdit ou déprime, le fonctionariat est si statique et parasitaire qu'il abrite peu de sujets doués d'une véritable imagination. La publicité mobilise les qualités d'esprit et le style pour vanter des chaussures ou des sodas. Reste le journalisme, bête noire de Connolly, qui sait de quoi il parle. « Le journalisme est décousu, familier, simple et frappant ; la littérature est formelle et compacte, elle n'est ni simple ni immédiatement frappante... effets. (...) Ce qui est destiné à être lu une seule fois peut rarement être lu plus d'une seule fois. Rien ne date mieux qu'une impression d'actualité : ce n'y a pas de journalisme plus précieux qu'elle ».

Et qu'on ne s'imagine pas s'en tirer par le biais de la critique littéraire : le critique, mal payé, toujours suspect, débordé, envahi par les ouvrages des autres et ne peut écrire les siens, à moins de faire partie du petit noyau de ceux qui écrivent en toute liberté sur les livres qu'ils ont choisis.

La politique aussi est un danger. Connolly, homme de gauche et tempérament anarchiste, très clairvoyant à la veille de la seconde guerre, ne condamne pas les prises de positions politiques, l'engagement, mais dénonce la propagande et les trop longs comités. Un écrivain a mieux à faire que de se consacrer à une solution, fuir dans les rêveries, les plaisirs de la conversation, fuir jusqu'à ne plus écrire. Sans rechercher les causes psychologiques de ce comportement, Connolly suggère que les vocations interrompues sont les plus fréquentes chez les gens qui ont été prometteurs, « comme fatal, moitié pot-de-vin et moitié punition ». De là le titre original du livre, *Enemies of Promise*, qui diffère du titre français, amuse sans doute mais qui n'a pas beaucoup de sens (malgré les qualités évidentes de l'ouvrage, de la traduction, souple, élégante et, chose rare, animée d'un ton).

L'ÉCRIVAIN esquivera le mariage avec son cortège d'obligations financières, ses routines. Il a la chance d'être homosexuel, il n'oubliera rien d'éviter les trop hardies descriptions du féminin auxquelles son expérience ne l'aurait guère préparé. Il se méfiendra du succès, toujours dangereux, ainsi que les admirateurs. Dans tous les cas, il s'armera de courage pour le cap des quarante-deux ans, véritable ménopausée de l'artiste dont Connolly donne un tableau comique et juste.

Dans un troisième volet, autobiographique, Connolly explore son enfance ce qui a pu forger son attitude et sa manière critique. On y découvre le Corse où à sept ans l'auteur connaît l'amour : « A partir de ce moment, j'ai toujours vécu avec un amour en tête, et une fois que j'ai commencé à écrire, j'ai toujours écrit comme une opération sous anesthésie. » Et l'univers gothique et sadique des public schools et d'Eton, où le moindre défaut se règle avec des coups de cravate (et plus d'affinités), l'homme adulte s'exprime froidement : « C'est l'une des plus terribles tortures qui soient réservées à la classe dominante et dont les ouvriers soient encore exemptés. » Cruelles écoles, sans doute, mais tant qu'elles produiront des George Orwell, Cecil Beaton et autres Connolly, on attendra l'heure de la nuit.

► La chronique de Michel Braudeau reprendra dans « Le Monde des livres » du 28 août.

TRAITÉ DES EXCITANTS MODERNES

d'Honoré de Balzac
suivi de
Physiologie de la toilette
de
Physiologie gastronomique
Edition préfacée
par Jean-Jacques Brochier,
Le Castor astral, 90 p., 110 F.
THÉORIE DE LA DÉMARCHE
d'Honoré de Balzac.
Préface et images de Pol Bury,
postface de Judith Meyer-Peitt,
L'Échoppe
(30, rue Léprieux-Bellan
75002 Paris), 110 p., 87 F.

L'INSPECTEUR Honoré de Balzac payait de sa personne lorsqu'il enquêtait sur les meurs de son époque. Dans son *Traité des excitants modernes*, que l'on vient de rééditer, il revient sur le monde d'un soir en 1822, pour mesurer « les effets de l'ivresse ». Il alla écouter la musique italienne, la valse murmura qu'il « sentait le vin », ce qui n'était guère charitable. Il répondit : « Non, madame, je suis musicien. »

Après l'opéra, quand il était chez lui, dans sa voiture, il éprouva « l'un des plaisirs les plus vifs, les plus fantasques du monde ». C'était de se laisser aller à 30 h 30, emporté rapidement au milieu des réverbères. Sous la pluie, les réverbères, les lumières, les bruits devenaient chimériques, la ville entière semblait douteuse. « L'ivresse jette un voile sur la conscience », concluait Honoré. Elle éteint la connaissance des peines et des chagrins, elle permet de déposer la tristesse, la peine. Faisait-il l'éloge de l'alcool ? Oui ou non, car il ajoutait que l'ivrognerie favorisait « l'hédonisme » des peuples.

Cette description du Paris nocturne nous rappelle que Balzac nous a donné le meilleur peintre de la capitale. Mais on lui a fait trop vite une réputation de romancier « réaliste ». Sous sa

plume, la ville est toujours quelque chose de fantasmagorique. Elle nous fait voir ce mélange de rêveries et de mystères que l'on appelle « l'âme » dans les dîners « chic » du septième arrondissement.

Selon Balzac, c'est dans les époques « tranquilles » que les peuples abusent de l'alcool et du tabac, car ils ont besoin de se « dépenser ». Lorsque la paix s'éternit, les gens « boivent comme des Alexandre » et « fument comme des Homère ». L'inspecteur Honoré avait une direction particulière pour le cigare. Il le considérait comme l'un des emblèmes du dandysme. « Les hommes d'une immense portée », disait-il, « ont des cigares les plus confortables des plus grandes adversités ». La fumée trompe l'ennui, l'angoisse et divers autres désagréments. Notre époque s'efforce de le discréditer, mais l'auteur de *Le Père Goriot* savait reconnaître ses mérites. Elle recouvrait le modèle de l'« spleen », cette mélancolie venue d'Angleterre. Elle l'hébétait, en quelque sorte...

L'INSPECTEUR Honoré esquisse un portrait des nations d'après leur régime, pas politique, mais alimentaire. « Ce qui se passe dans la bouche » détermine les « destinées nationales ». Et la France se cache dans le boire et le manger. Ainsi, le caractère national diffère profondément selon que vous aimez ou non l'habitude de prendre du thé. Balzac n'aimait sans doute pas ce breuvage, car

HISTOIRES LITTÉRAIRES
par François Bott

Thé, café et chocolat



RENDRE CLÉRE

il l'accusait de favoriser la « méditation » et de donner une « teinte blafarde ». Quant au chocolat, il était soupçonné d'avoir « avili » et fatigué la « nation espagnole ». Rien de moins.

Où est le meilleur, c'est lorsqu'il traite du café. Cela ne se fait pas de soi. En a bu des océans durant des nuits de veille et du labeur. Comme le dit Jean-Jacques Brochier dans la préface, il représente pour le monde que Dumas représente pour l'opium. Naturellement, le professeur Honoré n'a pas de livre quel-

ques revues. Il dépeint même l'état du corps que procure cette boisson lorsqu'elle a été préparée d'une manière convenable. « Tout s'agit, écrit-il : les batailles se déroulent comme les batailles sur le terrain d'une bataille, et le héros est le lieu. » Continuant la métaphore militaire, il précise que « les souvenirs arrivent au camp de charge », devant « la cavalerie légère des comparaisons », « l'artillerie de la logique » et les « traits d'esprit » qui ressemblent à des « traillieurs »... Mais nous ne pouvons pas attendre la prochaine fois. Mais Honoré

aura prévenu qu'il faut avoir du tempérament au du « coffre » pour en tirer les bénéfices. D'une façon générale, il déconseille les « excitants modernes » à l'homme ordinaire. Il se réserve l'usage de quelques stimulants à son espèce ou à sa catégorie.

Balzac raconte l'histoire de trois condamnés à mort qui eurent la vie sauve à condition de se prêter à l'expérience que leur proposait le gouvernement britannique. Le premier se nourrit uniquement de chocolat. Le second prendra seulement du café. Le dernier, seulement du thé. Le chocolat fut le « poison » le plus rapide, et sa victime mourut après quelques mois. « L'homme au café » et « l'homme au thé », comme les appelle Balzac, survécurent tous les deux ans. La maigreur et la transparence de « l'homme au thé » permirent de lire le Times « à travers son corps ». Mais cela n'a pas empêché Honoré de célébrer, comme il faut, la « philanthropie » du gouvernement britannique.

A *Théorie de la démarche*, qui est également rééditée, se range dans la même famille que le *Traité des excitants modernes*. Ce sont des brèves études de mœurs, ou plutôt des études de la française. L'auteur observe les gens dans la vie quotidienne pour « essayer » ses pensées. Les livres deviennent des « salons d'essayage », où les frivolités ou les sérieux se mélangent à la philosophie. C'est peut-être

Anthelme Brillat-Savarin qui avait relancé ou renouvelé le genre en 1826, avec sa *Physiologie du goût*. Honoré avait suivi, dès 1829, avec sa *Physiologie du mariage*. Et, l'année d'après, une *Physiologie de la toilette* et une *Physiologie gastronomique*. La *Théorie de la toilette* et la *Théorie de la démarche* s'ajoutèrent à ces enquêtes révéseuses qui donnaient « les secrets de la science ». Balzac avait, en effet, une conception particulière de celle-ci : la science devait être à la fois « sage » et « dérisoire », « profonde » et « frivole ».

Dans la *Théorie de la démarche*, il se demande pourquoi on s'est tellement inquiété de la « marche des hommes », alors qu'on se préoccupait si peu de la « marche des femmes ». Car l'espèce humaine déambule. Et, quand Balzac la regarde, il épate et l'impressionne. L'espèce féminine, surtout, il est si mouvementé qu'il a des jupes. « Toute notre civilisation est dans la jupe », dit-il. « C'est la jupe qui la forme, qui la coquette, qui la passionne... »

Il s'effraye de voir que l'allure d'une personne peut trahir ses vices, ses remords ou sa maladie. Pour l'auteur de la *Comédie humaine*, le mouvement n'était pas une évidence, vous l'aurez deviné. Ses caractères de jeunesse le surmontaient « l'éléphant » et sa première leçon de danse finit tragiquement par une chute, comme la rappelle Georges Simenon dans le portrait qu'il a fait d'Honoré (1).

Ce jeune homme n'est consolé plus tard, en écrivant sa *Théorie*. C'est comme cela avec les écrivains : ils se vengent de leurs premières disgrâces par des pitoyables silhouettes auxquelles ils sont bien forcés de se reconnaître.

(1) Portrait-souvenir de Balzac, Bourgois, 1991.

► La chronique de François Bott reprendra dans « Le Monde des livres » du 28 août.

150

سكنا من الامين

LE MONDE DES LIVRES
LITTÉRATURE FRANÇAISE

Le président croqué

Annie Cohen brosse un portrait écrit du chef de l'Etat qui ne plaira ni aux mitterrandolâtres ni aux mitterrandophobes

HISTOIRE D'UN PORTRAIT
d'Annie Cohen.
Actes Sud.
152 p., 98 F.

On a dit d'abord : « Ah! l'insensée! » Une femme, écrivain, dessinatrice, forme le projet d'écrire le portrait d'un homme qui la recevra, d'abord, par son propre travail, sans s'en distraire. Elle écrira, donc, décria. Il lira, écrits de côté. Cela n'est pas aisé, car l'homme est des plus occupés. Il aura plusieurs lectures de son portrait. Parfois annulées, tant le modèle voyage. Parfois longues. Le déroulement est inimmuable, liturgique. Le portrait est protégé par « l'odeur forte des hommes », une forme, qui conduisent la portraitiste au cœur du monde du gravier blanc, vers les huisseries à lourdes chaînes d'argent.

Les séances ont lieu généralement à la fin du jour, quand l'homme a devant lui tout de signaux à donner. On ne peut lire, pour décision. La portraitiste devient une ombre supplémentaire, agitée de toutes les questions

qu'elle n'ose pas poser, sur la vie qui va, sur les loyers trop chers, sur l'école communale, sur les programmes de télévision, sur le port de Trebeurden, sur les aliments aux hormones, bref sur tout ce qui ne va pas, et peu à peu, elle devient un portrait de l'homme s'écrivant seul, sans elle, sans lui.

Parfois, il murmure une phrase d'homme : « Etes-vous certaine d'être une femme? » Ou bien il dit une admiration pour Ennemonde de Giono. Mais il dit « la chance », la difficulté d'être juif, il évoque le mur de Jérusalem, les femmes qui n'ont qu'un petit bout de pain. Puis il revient à son portrait, qu'il estime de sa lourde écriture bleue, ajoutant un grand nombre de traits avant de recommencer à lire.

Ainsi deviennent-ils familiers l'un de l'autre. Mais on ne peut qu'à lui parler de Versailles. Parce qu'on rêve de l'immense, pour une seule promenade, le long du Grand Canal. Lui, se serait plutôt Jérusalem. Elle, c'est Versailles, mais que la nation fran-

çaise, le citoyen, l'histoire, etc. Dialogue fou. On y tient. On renouvellera la proposition, même si tout s'y passe. Ces entretiens silencieux, que restera-t-il? Relire le Talmud : « Je n'ai rien trouvé de mieux, pour le corps, que le silence. »

Bien. Je pensais pouvoir tenir ce ton jusqu'au bout. Difficile. Voici pourquoi. L'homme qui a reçu Annie Cohen pour ces étranges séances, c'est le président de la République. Cette Histoire d'un portrait, c'est le portrait lui-même. Le président, complice narquois, souvent, mais attentif, de la portraitiste apeurée, révoltée (ah! Trebeurden!), comme à lui comme il se sent de recevoir la plus mitterrandienne des femmes : « Tout me contrarie, dit-il en riant, tout... Et il se met à la tâche de la Grande Bibliothèque qui se trouvait derrière moi. L'indifférence, reprend-il, la conscience de ce qu'il fait, et l'indifférence à tout. »

Ce portrait déplaçait mitterrandolâtres, qui le jugeront insolent, mitterrandologues,

qui le jugeront peu sérieux, et aux mitterrandophobes, qui crieront la dévotion. Rien de tout cela. Ce n'est qu'un étrange livre de F. M., mais un voyage initiatique, une expérience de chimie nocturne. Même on entend la vraie voix de l'homme-Mitterrand, quand il s'agit, par exemple, des « détails » de la vie quotidienne. Aurait-on « une retraite », qu'on lui répond : « Ni retraite ni Sécurité sociale, monsieur le président. »

Des hommes remarquables connaissent par cœur le scénario de l'entretien dans ce bureau, le silence, l'horloge, le jardin étincelant, les bougonnements du président. Il quoi glacer un escadron de husards, soudain une petite phrase affectueuse, comme attachée à l'enfance. Aucun « témoin » n'a à faire jaillir, de sa matière or ou noir, la vie sur un homme, comme les autres, peut-être beaucoup plus obstiné, sur un pays pas comme les autres, tant nous l'aimons. Il y fallait une femme. Annie Cohen, et son rêve de Versailles, et son talent, le pur.

François-Régis

La morale de Bergounioux



Pierre Bergounioux : une morale de la vie.

LE MATIN DES ORIGINES
de Pierre Bergounioux.
Verdier-La Cécilia.
48 p., 55 F.

Il en va de la morale du style, de l'écriture comme de la vie de l'esprit. Ces deux ordres n'étant d'ailleurs nullement étrangers l'un à l'autre. Le style est une loi rigoureuse, se plie à son auteur. Prosateur impeccable, Pierre Bergounioux passe ainsi de la prose à la poésie, ses mots et sa ponctuation au trébuchet d'une certaine idée de la littérature.

Le titre du dernier livre de Pierre Bergounioux, Le matin des origines, pourrait sembler disproportionné à la quarantaine de pages qu'il comprend. Il l'est pas. La mémoire se joue du temps et de sa longueur, lui impose sa propre dimension, ménage dans son déroulement ordinaire des espaces secrets, enclaves protégées.

« La maison rose » (1), dans Quercy, l'un de ces lieux, l'un de ces instants fragiles et précieux du temps, l'enfance, retrouvés dans l'âge

adulte, le détour d'un chemin de mémoire. C'est ce chemin qu'emprunte Pierre Bergounioux pour venir respirer « l'odeur du temps », enfoncé entre les murs étroits. Chemin à rebours, à l'envers, vers la gloire et la magnificence pour nous éveiller à la vie.

A l'instant où l'on croit la toucher, la morale se disperse, renverse le miroir, entre la réalité et la fiction, c'est parce que j'y étais vraiment, avec corps et la morale sang, dedans, que c'était la réalité, que l'est resté quand j'ai dit, que la voix du dedans, que n'était pas possible, que je rêvais.

La prose de Bergounioux est d'une beauté étrange. Elle est comme extraite d'un bloc de pierre dure et grise et, par l'usage sûr du ciseau, métamorphosée en objet translucide, souple, gardant dans ses courbes le secret d'une étrange.

P. K.

(1) La maison rose de Pierre Bergounioux, Gallimard, 1987.

Un Parisien provincial

Remarqué par une critique enthousiaste, André Blanchard affirme sa passion pour la littérature sans pourtant parvenir à l'illustrer

DE LITTÉRATURE ET D'EAU FRAÎCHE
d'André Blanchard.
(58, rue de Valenciennes, Paris), 247 p., 150 F.

Bien qu'il ironise sur l'expression des critiques, les éditeurs, en un mot abusé, André Blanchard entre exactement dans la catégorie des écrivains provinciaux. La formule est vague et déplaçante, c'est vrai. La littérature, ces romans, le rappelle, un débutant se le représente souvent, le milieu fermé du provincialisme. Il peut-être la raison du soudain engouement que suscite la publication de ces romans : les Parisiens découvrent un solitaire provincial, misanthrope, dur d'oreille, lecteur attentif et passionné, admirateur d'autres misanthropes (l'inévitable Thomas Bernhard, Calaferte, Léautaud), le miroir de leur univers. Car le déri-

ment (son amie est professeur de latin), on peut s'amuser à lire ces romans, les lettres, les sont, au contraire, très le tissu. Il n'y a pas de dérivé qui ne critique les médias et ne se livre en même temps à l'écriture de la règle du jeu.

Il y a deux choses de plus à lire ces romans provinciaux (subventionnés par le Centre régional de la Franche-Comté), qui font suite à une première publication, plus modeste (1). Triste, parce qu'une grande partie de l'énergie de l'écrivain est consacrée à découvrir un monde qu'il ne connaît pas, dont il a des antipathies par la presse écrite et la télévision, et surtout par les romans qui a accueilli chez les éditeurs ses précédents manuscrits. Heureusement, il y a une chose dans ces pages. Si l'on excepte quelques naïvetés, complaisances ou poncifs (Duras, Proust, le Japon, Barthes, l'enseigne-

ment (son amie est professeur de latin), on peut s'amuser à lire ces romans, les lettres, les sont, au contraire, très le tissu. Il n'y a pas de dérivé qui ne critique les médias et ne se livre en même temps à l'écriture de la règle du jeu.

Il y a deux choses de plus à lire ces romans provinciaux (subventionnés par le Centre régional de la Franche-Comté), qui font suite à une première publication, plus modeste (1). Triste, parce qu'une grande partie de l'énergie de l'écrivain est consacrée à découvrir un monde qu'il ne connaît pas, dont il a des antipathies par la presse écrite et la télévision, et surtout par les romans qui a accueilli chez les éditeurs ses précédents manuscrits. Heureusement, il y a une chose dans ces pages. Si l'on excepte quelques naïvetés, complaisances ou poncifs (Duras, Proust, le Japon, Barthes, l'enseigne-

mistes qui ne savent pas distinguer leurs ennemis de leurs alliés. On peut ne pas mépriser d'échouer à la lecture (encore qu'ils n'aient pas grand-chose en commun) sans autant jeter au panier ce qui survit de la littérature en France.

Le dépit de n'avoir pas vu ses romans publiés (pour des raisons qu'il n'analyse pas) est considérablement son jugement sur la fiction française. Et malgré le respect qu'on leur doit, on peut sourire de ne voir réapparaître l'hécatombe que Xavier Patier et Dan Franck. Fallait-il vraiment se moquer d'Hélène Cixous? Il s'agit là peut-être de injustices fortuites du genre même, ses déclarations péremptoires et arbitraires, souvent corrigées, du reste, quelques pages plus loin.

René de Ceccatty

(1) Entre chien et loup. Ed. Le dilette, 1988.

La mer! La mer!

D'UN RIVAGE
de François Solesmes.
Encre marine (Fougères, 42220 La Versanne), 137 p., 115 F.

Il citait lui-même, André Blanchard écrit : « Je pensais que la mer était monotonie d'hui, m'était poésie. » Un mot frappant vient à l'esprit : un mot incassable, combien plus inspiré que De la littérature et d'eau fraîche : les rêveries de François Solesmes devant la mer. Si l'on cherchait en vain le premier mot d'une perception originale et poétique de la réalité, on plongé d'emblée, au second, dans un monde où l'écrit ne communique pas le mot mais le son. Le livre, dit l'auteur, est extrait d'un millier de pages rédigées il y a dix ans.

Ces « critiques d'un littoral » décrivent la mer du rivage, tantôt métaphoriquement, tantôt littéralement, tantôt aventureusement. En effet, la monotonie peut surgir un envoi d'un sentiment poétique. « Parce qu'elle était la ressemblance de la continuité, il retrouvait celui que les jours d'absence, de désertion masquaient ou gachaient. »

Outre la prouesse stylistique, qui stupéfie ce très beau poème en prose, l'écriture analogique. Souvent

phrases peuvent être à double sens : celui qui voit la paysage est aussi un amant. Réminiscences de Rimbaud, mais aussi de la correspondance de Rimbaud et de Mallarmé. Les grilles « forment » la nuit. Le rumeur « flamboie ». Cet exercice infini de l'écriture est nécessairement à la limite de la poésie. En un mot, le livre est en un mot, par un univers avide de la pureté.

Plus que le mot, ou l'angoisse et ses « dents de mer », c'est la mer son objet. Il y a un jeu d'or des romans d'aventure qui craignent de prendre la mer, la montagne, les éléments pour protagonistes, plus que pour décor. Les romans symboliques ont fait leur temps. François Solesmes en propose ici une version plus difficile parce que dispensant de l'intrigue secondaire. Avec son observateur silencieux et immobile qui reste sur la rive, il y a une description unique concentrée du paysage, de la passion, de l'homme. C'est là que la littérature triomphe, irremplaçable.

R. de C.

Cela s'appelle l'horreur

Une fable noire d'Emmanuel Roblès

L'HERBE DES RUINES
d'Emmanuel Roblès.
Seuil, 187 p., 75 F.

Pour l'Herbe des ruines, Emmanuel Roblès s'est inspiré d'un décor réel qu'il a traversé en 1981 : celui de Pforzheim, une ville de Wurtemberg, détruite en février 1945 par les bombardements alliés. Il en décrit, en ouverture de son roman, le paysage de décombres avec une précision hallucinée. Puis, effaçant les allusions à la décomposition de l'Allemagne nazie, il préfère évoquer un pays gouverné par un dictateur qui s'est spécialisé dans les persécutions religieuses avant d'annexer un pays voisin. Par ce glissement vers l'intemporalité, Roblès donne à son récit la dimension d'une fable noire et rend plus exemplaire l'itinéraire de son personnage, le lieutenant Weller.

Bien qu'il soit « saturé d'horreur » en revenant du front dans sa ville natale pour une permission d'un mois, l'inhumanité de la guerre n'a pas altéré en lui la sensibilité. Weller est hanté par le souvenir d'une femme : celle d'un trou d'obus, l'exécution - avant de lui donner lui-même le coup de grâce - d'un jeune soldat coupable seulement d'avoir eu peur, de s'être fondé d'un trou d'obus, alors que sa compagnie partait à l'attaque d'une ferme. Roblès s'attache à montrer la violence de Wel-

ler de se désolidariser de la barbarie à laquelle il a participé, son désir d'expurger de lui-même une férocité dont il se désolait honte.

Les deux femmes qu'il rencontre au cours de ses déambulations dans la ville dévastée lui offrent l'occasion de se délivrer de son obsession. C'est d'abord Fiora, une comédienne qu'il découvre dans la seule partie intacte du théâtre où elle s'est jadis illustrée dans le rôle de Célémène : en entrant dans son jeu, en acceptant la comédie de l'amour masqué qu'elle improvise, il lui permet de révéler une illusion, nécessaire à sa survie. Roblès réussit à peindre la femme à la fois ardente et irréaliste, comme tant d'héroïnes de romans, s'accomplissant que dans les saisons violentes de la scène et de la vie.

Mais la chance d'un rachat lui est offerte par Ilona. Elle dirige un « centre d'accueil pour réfugiés », une réalité un bordel où les pensionnaires sont des jeunes filles catholiques rafées par les gardes noirs de la milice, n'exprimant leur résistance que dans les symboles des poissons stylisés inscrits sur les murs. En se retenant, une délicatesse émue, au bord du désir qu'il a pour Ilona, en établissant avec elle une communion plus sentimentale que sensuelle, Weller la soustrait à l'avalanche de la violence.

Le double mouvement final - l'engagement d'Ilona comme infirmière volontaire dans une forte-

resse-hôpital, la souffrance de la grave blessure que Weller semble avoir recherchée sur le front où il est rappelé - ouvre le roman sur le temps de la rédemption, la lumière du moment où les « étincelles vertes » des herbes apparaissent entre les ruines. Cette heure où l'horreur se métamorphose en grâce, où la tension tragique se dénoue en lyrisme pacifié, s'appellera toujours, pour Roblès, les lecteurs, l'aurore.

Jean-Noël Pancrazi

Jacques Darcanges
Contre le chômage :
l'écologie au pouvoir
L'alternative : Redéploiement mondial d'industries nouvelles et d'Agricultures propres
Les Editions de l'Unité

Prix 94 F TTC
DIFF. DISTRICTION - BP 113 - LUCÉ Cedex

سكنا من الامم

LE MONDE DES LIVRES
CRITIQUE LITTÉRAIRE

La méthode Bénichou

Quatrième volume d'une somme admirable consacrée à l'histoire philosophique du romantisme français

L'ÉCOLE DU DÉSENCHANTEMENT
Sainte-Beuve, Nodier, Musset, Nerval, Gautier de Paul Bénichou.
Gallimard, « Bibliothèque des idées », 615 p., 250 F.



Paul Bénichou
un humanisme exemplaire

L'indiscutable qualité de pensée, l'ampleur de vues, l'étendue des connaissances, la clarté d'exposition qui caractérisent les travaux de Paul Bénichou donnent à ce grand professeur une place à part, et tout à fait privilégiée, dans le tableau de la critique française contemporaine. L'ouvrage qui lui a valu sa renommée est un classique insurpassé, *Morales du Grand Siècle*, paru en 1948 et constamment réédité depuis (1). Ce livre fut, avec le *Dieu caché*, de Lucien Goldmann (1955), puis le *Cornélie ou la dialectique du héros*, de Serge Doubrovsky (1963), parmi les plus influents sur la génération d'étudiants en lettres qui furent les lecteurs de la *Nouvelle Critique* et prirent parti dans la querelle que celle-ci déclencha.

Mais contrairement à Goldmann, à Doubrovsky, et bien sûr à Barthes, qui ne s'aventura pas sur le terrain de l'histoire littéraire ni sur celui des vastes synthèses interprétatives, Paul Bénichou n'avait pas le goût de la polémique et resta en retrait, tout marxiste qu'il se pensait alors. Peut-être la fréquentation amicale de Borges, en Argentine, où il dut se réfugier pendant la guerre et l'Occupation après avoir été chassé en tant que juif de l'enseignement, lui donna-t-elle la distance nécessaire à celui qui veut construire une bibliothèque de l'esprit plutôt que de mettre son énergie à convaincre ses collègues qu'ils ont tort de penser ce qu'ils pensent et d'écrire ce qu'ils écrivent.

Cette distance n'est pas d'abstention dans les débats intellectuels de l'époque : elle est une vive concentration sur un projet qui prend bel et bien le présent pour visée — comme le fait tout historien, quelle que soit la période qu'il étudie — mais par la mise au jour du terrain idéologique sur lequel nos idées ont pris naissance et dont elles continuent, parfois à notre insu, de se nourrir.

La déception constitutive

Ainsi Paul Bénichou, dès qu'il eut achevé son étude sur Corneille, Racine et Molière, a entrepris l'histoire philosophique du romantisme français avec la conviction que les valeurs de la démocratie de même que leur contestation — trouvent au XIX^e siècle leur expression la plus intense dans la littérature et qu'il convient d'explorer celle-ci comme discours public pour éclairer les enjeux sociaux et spirituels présents, qui, certes, sont ceux des droits de l'homme, mais tout autant de ses devoirs, c'est-à-dire, en somme, la responsabilité

des citoyens dans un monde en conflit permanent.

Il lui fallut vingt-cinq ans de travail patient et méthodique, d'énormes lectures, pour arriver à la publication du premier volet de la somme qu'il projetait sans bien encors en distinguer les contours (2). Ce fut le *Sacre de l'écrivain, 1750-1830* (1973), qui mettait en place le dispositif de la conscience poétique et de la figure sociale du poète en étudiant la formation et les débuts du mouvement romantique, dans ses affirmations les plus enthousiastes comme dans les premières apparitions d'une déception qui sera constitutive du romantisme proprement dit.

Vint ensuite le *Temps des prophètes* (1978), exposé et discussion des doctrines de l'âge romantique (Chateaubriand, Benjamin Constant, Lamennais, Jouffroy, Saint-Simon, Pierre Leroux, Edgar Quinet, Charles Fourier, Ballanche, etc.). La méthode de Bénichou, moins étrangère qu'il n'y paraît au premier abord à celle de son cadet Michel Foucault — malgré la différence fondamentale de leur tour d'esprit, Foucault nietzschéen et anarcho-romantique, Bénichou michelisé, démocrate social et spontanéiste humaniste — se montrait à l'œuvre avec l'élégance extrême de ne pas se poser en modèle.

Cette méthode implique des lectures approfondies qui vont au cœur de la pensée dans les textes considérés ; une fois celle-ci extraite et reformulée, Bénichou met en contraste les idéologies qu'il a clairement décrites comme un système évolutif, ainsi le libéralisme individualiste de Constant, confronté en lui-même à l'impératif d'organisation juridique-étatique, est opposé au néo-catholicisme de Lamennais issu de la contre-révolution, mais lui-même écartelé entre le dogme religieux et l'exigence de justice pour le peuple. Là où Foucault aurait parlé d'« épistémé » et de formations discursives, Bénichou

parle d'idéologies, de doctrines et indique des dialectiques entre elles, mais il s'agit bien de la même chose : la façon dont des valeurs s'organisent en système pour s'affronter sur le terrain social.

Un « crépuscule anticipé »

Dans le troisième volet, *les Mages romantiques* (1988), Lamartine, Vigny et Hugo, les trois prophètes de l'âge romantique, sont envisagés moins comme poètes que comme propagateurs d'une foi. Ce qui ne veut pas dire que leurs croyances (ou leur engagement spirituel), nées pour chacun des trois sur les ruines des certitudes traditionnelles, sont dissociées de leurs œuvres poétiques, mais que celles-ci sont lues comme des affirmations sur les drames et les conflits de la société issue de la Révolution, en même temps que des affirmations sur la condition humaine en général. L'enjeu, pour chacun d'eux, avec toutes leurs différences, est un credo pour l'humanité à venir.

Avec *L'école du désenchantement*, qui paraît à présent, l'ampleur du dessein historique et philosophique se confirme. Après la mise en lumière de la foi romantique, qui, avec ses vives contradictions, peut se définir comme « l'ambition de relire le terrestre et l'humain à l'idéal », c'est l'éclatement de cette foi qui se voit décrit, pour ainsi dire, morceau par morceau, car il s'agit bien d'une déflagration, provoquée par ce que Bénichou appelle d'une litote « la grande déconvenue de l'été 1830 », c'est-à-dire la retombée de l'enthousiasme de juillet dans la terre-à-terre d'une monarchie bourgeoise.

Chez Sainte-Beuve, Nodier, Musset, Nerval, Gautier, qui n'appartiennent pas tous à la même génération, Bénichou mon-

tre le travail destructeur du désenchantement : la misanthropie, l'idéal torturé, le culte amer de l'art comme refuge, le poison spirituel du désir non satisfait. Au moment même où Lamartine, Vigny et Hugo continuaient leur œuvre avec l'élan du romantisme conquérant et missionnaire, sous la monarchie de juillet, apparaissait, comme « un crépuscule anticipé », la voix des cadets du romantisme, voix d'infortune et de plainte, qui change du positif au négatif la revendication du sacerdoce poétique.

Un cinquième volume, que l'infatigable chercheur, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-quatre ans, compte publier dans quelques années s'il a le temps et la patience de l'écrire (3), devrait conclure cette somme, d'ores et déjà admirable, en analysant les idées de Baudelaire, Flaubert, Banville, Leconte de Lisle, ces écrivains qui ont porté à l'extrême le pessimisme poétique qui, selon Paul Bénichou, s'est prolongé jusqu'à nos jours (songez simplement à Beckett), sans entamer l'humanisme auquel lui-même resta profondément attaché et dont son travail donne l'exemple le plus probe.

Michel Contat

(1) Disponible en « Folio Essais » (Gallimard).

(2) La « somme » de Bénichou est publiée chez Gallimard, sauf le *Sacre de l'écrivain*, paru chez Corti.

(3) Voir l'entretien recueilli par Y. Leclerc dans le numéro de juillet-août du *Magazine littéraire*.

* A propos du romantisme, signalons aussi : Nodier, *La Fée aux Miettes* ; *Imp y es-ent* de Michel Pichard, PUF, coll. « Le Texte », 125 p., 65 F. ; Gérard de Nerval, ou la *Dévoction à l'imaginaire*, de Michel Collot, PUF, coll. « Le Texte », 127 p., 58 F. ; *Œuvres et romans*, actes du colloque de 1990, Presses de l'université d'Angers, 784 p., en deux volumes ; *La Vie extérieure. Essai sur l'œuvre narrative de Théophile Gautier*, de Paolo Tortorelli, Milard, Archives des lettres modernes, 149 p., 85 F.

Le romantisme en habit vert

RÉVOLTE ET MÉLANCOLIE
Le romantisme à contre-courant de la modernité
de Michael Löwy
et Robert Sayre.
Payot, 303 p., 180 F.

Voici une lecture surprenante : on croit avoir entre les mains une étude sur le romantisme, c'est presque un programme politique que les auteurs proposent en conclusion du livre. Dans *Révolte et Mélancolie*, Robert Sayre et Michael Löwy se font les historiens du romantisme, mais plutôt que d'exploiter les clichés de la mélancolie, de la pose et de l'égo langoureux, ils suivent la piste de la révolte. Les chercheurs littéraires ont tendance à ignorer les dimensions politiques du romantisme, les politologues n'y voient qu'une réserve à idées nostalgiques et réactionnaires, annonciatrices des thèses du III^e Reich. Michael Löwy, auteur d'un remarquable ouvrage sur le judaïsme libertaire (1), et Robert Sayre réussissent à éviter les deux écueils.

La dimension libertaire

Il s'efforce de ne pas donner une définition qui serait une simple énumération de traits. Le romantisme se définit par la contradiction qu'il nourrit en son sein. C'est une pensée orientée vers l'avenir, mais qui puise son inspiration dans le passé ; c'est un mouvement qui vit sous une double lumière — l'étoile de la révolte et le soleil noir de la mélancolie — ; c'est une école du désenchantement et un appel à ce que Coleridge nommait l'« illusion générale », la transformation interne de l'homme. Bref, le romantisme est une critique moderne de la modernité.

Pour baliser la lecture, Michael Löwy et Robert Sayre proposent une typologie du romantisme politique : le romantisme restitu-

tionniste de Bernanos (qui rêve d'une restauration du passé), le romantisme conservateur, teinté d'idéologie tory, incarné par Disraeli, le romantisme fasciste, tentation de Gottfried Benn dans les années 30. Le cœur de l'ouvrage est une réflexion sur le romantisme libertaire, à travers Marx, Rosa Luxemburg et Lukacs.

C'est dans ces pages que le livre ouvre le plus de perspectives sur le siècle, tant il paraît à contre-courant de faire l'éloge de l'utopie libertaire au moment où le communisme s'effondre. Sans doute, les études à venir sur le romantisme devraient-elles prendre en compte cet aspect de notre époque : la fin du rêve libertaire et le triomphe de ce que les romantiques, au siècle dernier, appelaient l'« ethos » du capitalisme.

Michael Löwy et Robert Sayre ont raison de déceler, dans les grands motifs de notre modernité, un inconscient romantique. Mais ne faut-il pas voir, dans le constat actuel de vide idéologique, dans la résurgence, partout dans les sociétés occidentales, d'un conformisme tonitruant, tant sur le plan privé que sur le plan politique, des signes de ce que le romantisme a cessé d'exercer son autorité sur notre inconscient ?

Ce n'est pas un hasard si les auteurs de ce livre, après un détour par les grandes figures du romantisme libertaire, font l'éloge du mouvement écologiste, auquel ils accordent le rôle de Cassandra. Que le romantisme, après avoir eu comme héritiers Rosa Luxemburg, les expressionnistes, Ernst Bloch, trouve refuge dans l'écologie en dit long sur notre époque frileuse qui a perdu aussi bien le sens de la révolte que le goût des désenchantements enchanteurs.

Roland Jaccard

(1) *Rédemption et Utopie. Le judaïsme libertaire en Europe centrale*, Presses universitaires de France. (Voir « Le Monde des livres » du 10 juin 1988.)

Vertiges du regard

ON EST PRIÉ DE FERMER LES YEUX
de Max Milner.
Gallimard, coll. « Connaissance de l'inconscient », 284 p., 140 F.

« Vois, il est une limite fixée au regard », déclare un poème de Rilke. Un énigmatique mot de Freud anticipait l'annonce de cette loi inscrite au cœur de l'homme. « On est prié de fermer les yeux », lisait-on, en effet, dans l'interprétation des rêves. Le conseil (l'injonction ?) donne son titre au beau livre de Max Milner et détermine son questionnement. Qu'en est-il de cette limite et de son inévitable transgression ? Quels rêves et quels espoirs soutiennent l'aventure d'un regard qui se risque au-delà des frontières du licite ? En dernier lieu, quelle part de nous-mêmes est engagée dans la vue ? Une civilisation comme la nôtre, fixée sur les multiples formes de l'image, ne saurait rester indifférente à ces interrogations. Et l'on appréciera la richesse, la profondeur d'un ouvrage dont le mouvement conduit de l'Antiquité à nos jours, associant le mythe et la littérature.

Avec les textes qu'il interroge, Max Milner rend à la littérature une fonction exploratoire. Un précédent livre, *Le Fantasmagorie* (1), avait montré combien les auxiliaires et les ruses du voir instruisent sur le désir qui les soutient. Les télescopes, lunettes et autres instruments dont s'aide la vue n'ont pas pour seule fonction de pallier les insuffisances de l'œil. Ils déterminent un imaginaire. Le voyeur, tel Nathanaël dans *L'Homme au sable* de Hoffmann, s'y brûle à son propre désir.

Enfermé dans un monde sans altérité, il anime de sa flamme une poupée et sombre dans la folie. L'enquête se poursuit ici, envisageant l'image à sa racine même. Si elle éprouve le besoin de remonter jusqu'aux Grecs, c'est parce que ceux-ci, et toute l'humanité jusqu'au XVIII^e siècle, se représentent

la vision selon une logique archaïque qui, pour être démentie par les règles de la physique moderne, entre cependant en résonance avec les thèses freudiennes.

L'activité dévolue à l'œil grec n'est pas sans parenté avec les désirs et fantasmes inconscients qui animent le regard, relatifs au sexe et à la différence sexuelle. Notre perception du corps vécu, à son tour, est proche de l'imaginaire grec. Mais, avant toute chose, une raison qualifie la psychanalyse à se prononcer sur les forces qui entrent dans le voir : la prudence avec laquelle elle tient à distance la fascination de l'image. La parole demeure pour elle l'acès royal aux énergies souterraines.

La présence de Henry James

Dépassant de loin les analyses partielles qui avaient été données antérieurement, la pensée de Max Milner rejoint, dans son élégance et sa souplesse, celle du moraliste. Il n'est, au fond, pas de regard sans bordure de nuit ni d'oubli de la mort. Pour être féconde, l'expansion du regard se soutient d'un manque qui le délivre de la pesanteur et l'ouvre à l'inséparable dialogue des âmes.

Si le romantisme allemand avait été privilégié dans le *Fantasmagorie*, livre que Michel Foucault avait su goûter en son temps, la littérature française occupe ici une place de choix par les vertiges qu'elle peint chez Gautier et Stendhal, Hugo et Proust. L'ouvrage, qui manifeste un si bel équilibre entre les divers registres de l'analyse et du savoir, ne serait pourtant pas lui-même sans la présence de Henry James et la traque du regard qu'organise la *Source sacrée*, roman peu connu en France, ni la forte voix des *Élégies* de Rilke, sur laquelle s'achève le parcours.

Stéphane Michand

(1) PUF, 1982.

L'ALGÉRIE DECHIRÉE

Rachid Boudjedra

FIS de la haine

Denoël

Autres parutions

- *L'Effet-personnage dans le roman*, de Vincent Jouve, PUF, coll. « Écriture », 272 p., 196 F.
- *L'Image du tiers-monde dans le roman français contemporain*, de Jean-Marc Moura, PUF, coll. « Écriture », 318 p., 195 F.
- *Écritures du corps*. De Descartes à Laclos, d'Anne Deneys-Tunney, PUF, coll. « Écriture », 328 p., 178 F.
- *Un fantôme dans le kiosque*, Mallarmé et l'esthétique du quotidien, de Roger Dragonetti, Seuil, 383 p., 170 F.
- *Le Miroir de sorcière. Essai sur la littérature fantastique*, de Jean Fabre, José Corti, 517 p., 170 F.
- *Fantastique-fiction*, de Charles Grivel, PUF, coll. « Écriture », 255 p., 168 F.
- *Le Banquet de Rimbaud. Recherches sur l'oralité*, d'Anne-Emmanuelle Berger, Champ Vallon, « L'Or de l'Atalante », 281 p., 145 F.
- Roger Caillols, la pensée

aventure, sous la direction de Laurent Jenny, Belin, 302 p., 140 F.

• *Eros Philadelphie. Frère et sœur, passion secrète*, sous la direction de Wanda Manour et Philippe Berthier, Ed. du Félin, 303 p., 150 F.

• *Les Infortunes de la raison 1774-1815*, de Bernard Pingaud et Robert Mantéro, Hatier « Brèves littéraires », 302 p., 140 F. « Folio Essais » (Gallimard) publie *Les Anneaux du manège. Écriture et littérature*, de Bernard Pingaud, reprise de textes parus dans *Inventaire* (1966) et *Inventaire II* (1979).

• *Flaubert et Salammbô. Genèse d'un texte*, de Bernard Gagnebin, PUF, coll. « Écrivains », 373 p., 248 F.

• *L'Éducation sentimentale. Les Scénarios*, de Gustave Flaubert. Édition préparée par Tony Williams, José Corti, 378 p., 145 F.

LA RAISON DÉDOUBLÉE
La fabbrica della mente

de Bruno Pinchard
suivi de la Transcendance démentée
de René Thom.
Aubier, coll. « Philosophie »
620 p., 195 F.

THÉORIE DES IDENTITÉS

de François Laruelle.
PUF.
coll. « L'Interrogation philosophique »
316 p., 193 F.

La plupart des philosophes sont repérables. Entendez par là qu'on parvient la plupart du temps à les inscrire dans une filiation intellectuelle, un courant d'idées ou une famille d'esprit. Plus simplement « repérable » peut vouloir dire qu'on arrive à entendre le sens de leur propos et à bien voir où ils veulent en venir. Cela peut prendre plus ou moins de temps, être plus ou moins rude. Mais, quelles que soient leurs disparités, il y a finalement moyen de délimiter, même à titre provisoire, le genre d'espace où leurs œuvres s'inscrivent.

Et puis, il y a les rarissimes, les aéro-lithes, les inclassables. Ceux-là déconcertent les repères. Qu'on doive renoncer à les étiqueter est tout à leur honneur. Qu'on doive douter avoir vraiment saisi leur démarche est plus gênant. Leur singularité étrange peut s'interpréter comme l'indice de leur nouveauté vraie. A moins qu'elle ne soit à considérer comme le signe de leur égarement. Quelques-uns, à les lire, auront l'impression de rencontrer ces points de rupture auxquels se reconnaît le génie. D'autres hausseront les épaules sans daigner commenter. Ces sujets de perplexité sont des philosophes hors les normes.

En voici deux. Ils n'ont pas grand-chose en commun. Bruno Pinchard, né en 1955, a encore relativement peu publié (1). François Laruelle, son aîné, a une longue série d'ouvrages derrière lui (2). Leurs familles d'esprit ne sont pas tout à fait semblables. «...Le chemin parcouru dans ce livre s'engage à coup sûr dans les formes les plus hautes de la pensée chrétienne», écrit Bruno Pinchard. Tandis que François Laruelle a pris naguère son premier élan du côté de chez Nietzsche, via Deleuze.

Malgré les dissimilitudes de leurs travaux, certains traits communs les rapprochent. D'abord un feu philosophique, une flamme qui les porte à vouloir fonder la pensée d'hier pour mieux fonder en vérité celle de demain. Les révolutions ne leur font pas peur, chose rare et belle en ces

temps de gagne-petit. Mais on craindra toujours qu'il s'agisse seulement d'autoproclamation. Ensuite, une manière d'emprunter des modèles aux sciences, en particulier les mathématiques, pour rendre compte d'expériences de soi-même qui ressortissent plutôt au domaine mystique. Il convient de suivre attentivement de telles tentatives, sans toutefois se départir du soupçon que ces modèles scientifiques ne sont peut-être que métaphores.

EXTRÊMEMENT ambitieux, le projet de Bruno Pinchard est par là même passionnant et risqué. De quoi s'agit-il ? Concevoir autrement, pour les harmoniser, les relations de la poésie, de la religion et de la philosophie. Ou encore : savoir « lier en un concept unique la logique du savoir et les représentations des *communités humaines affrontées à l'histoire* ». Pour cela mettre à jour « l'architecture de l'esprit » et les modalités d'engendrement d'un savoir toujours double ou cessant de s'opposer « l'exercice rationnel de la science et le poème fantastique de la vie ».

La logique et le mythe seraient donc à penser comme deux activités hétérogènes mais fondamentalement liées par une relation de complémentarité. Concept et poème s'intégreraient en bifurquant à partir d'un même élément indéterminé précédant et dépassant toute raison. Cette « puissance anti-



rieure à tous mes actes et à toutes mes pensées» qui excède toutes nos représentations s'appelle Dieu. La philosophie ne saurait y échapper, selon Bruno Pinchard : « On peut bien renoncer à philosopher mais il ne nous est pas loisible de philosopher à l'écart de l'absolu ».

La Raison dédoublée annonce donc, en un style où se conjuguent le ton prophétique et la glose savante, une philosophie comme depuis longtemps nul n'en a rêvé :

la pensée ? Il paraîtrait prématuré de le dire.

« DE nouveaux outils pour penser enfin globalement, et transformer le statut théorique du genre philosophique », voilà ce que propose, de livre en livre, depuis une dizaine d'années, François Laruelle. Avec une assurance obstinée qui finit par impressionner, il poursuit une tentative pour créer une nouvelle pratique de la pensée. Elle part des individus comme tels, de leur solitude radicale, de leur « absolu fini »

intégrale, englobant les cris du corps et les images sociales aussi bien que les structures de la connaissance et les lois des sciences, et fondant leur intelligibilité sur un rapport à l'infini en acte.

La mise en œuvre d'un tel projet ne peut être détaillée ici. Indiquons seulement qu'elle passe par une critique interne de l'immanence et s'appuie notamment sur une lecture des débats entre scolastiques et humanistes au long de la Renaissance italienne, où la question des noms divins et celle de l'analogie servent de fil directeur à l'enquête. C'est toutefois Giambattista Vico (1668-1744), dont il prépare une traduction, qui fournit à Bruno Pinchard l'essentiel de ses sources – un Vico revisité à la lumière de la « dynamique des formes » du philosophe et mathématicien René Thom. De quoi donner le tournis, parfois. De quoi opérer un tournant dans l'histoire de

qui ne peut se soumettre aux autorités abstraites de la pensée philosophique (l'Être, le Désir, le Pouvoir, l'Histoire, etc.). Dénommées par François Laruelle « *Minorités* » et aujourd'hui « *Identités de dernière instance* », ces singularités constituent le fondement d'une pensée qui est à ses yeux proprement scientifique.

Rompant à la fois avec la vision philosophique habituelle de la science, et avec le style de relations entre philosophie et science que cette vision génère, François Laruelle s'est engagé sur la voie d'une « non-philosophie ». Celle-ci, dit-il, n'est pas une négation de la philosophie, mais une manière de produire « *scientifiquement* » des analyses et des thèses censées échapper à l'héritage de la métaphysique. Il serait trop simple de faire remarquer qu'il n'y a plus sans doute là ni philosophie ni science à proprement parler. Car c'est justement de cet « à proprement parler » que les expériences de pensée de François Laruelle visent à mettre en cause le bien-fondé, pour ouvrir un espace neuf à la théorie. Dans cette *Théorie des Identités*, il travaille, à partir de l'analyse mathématique des fractales de Mandelbrot, à élaborer une « philosophie artificielle ».

Ces lectures ne sont pas de tout repos. Mais il convient de ne pas ignorer de tels efforts, et d'inciter chacun à en faire l'épreuve. Cette chronique est dédiée à ceux qui aiment compliquer leurs vacances.

(1) Il a publié *Métaphysique et sémantique*, *Autour de Cajetan* (Vrin, 1987) et *Le Nœud de la colère*. La fonction de la poésie selon Jérôme Savonarole (l'Age d'homme, 1988).

(2) Après cinq livres aujourd'hui regroupés sous le titre *Philosophie I*, parmi lesquels *Nietzsche contre Heidegger* (Payot, 1977), François Laruelle a publié cinq titres de sa *Philosophie II*, depuis *Le Principe des minorités* (Aubier, 1981), jusqu'à *En tant qu'Un* (Aubier, 1991), en passant notamment par *Les Philosophies de la différence*, *Introduction critique* (PUF, 1987) et *Philosophie et non-philosophie* (Mardaga, 1991).

Centenaire de la mort de Renan. – On célébrera, le 2 octobre prochain, le centenaire de la mort d'Ernest Renan. Mais dès le 20 juillet, et jusqu'au 25, se dérouleront cinq journées de commémoration, organisées à Tréguier – ville natale de Renan – et sa région. Outre les diverses expositions, concerts et créations théâtrales proposées, un colloque, intitulé : « Renan, penseur européen », débutera le 22 juillet au lycée de Tréguier, et se poursuivra le 24 juillet à Lannion. Renseignements : Mairie de Tréguier. Tél. : (16) 96-92-30-19.

Un corps de pensée

par Michel Deguy

CORPUS

de Jean-Luc Nancy.
A.-M. Métailié, 112 p., 30 F.

Mettre que je ne bats pas le rappel en faveur de ces livres splendides : *L'Expérience de la liberté* (Gallimard, 1990) ou *Une pensée finie* (Gallimard, 1991) ; ni ne veux faire le coup classique de l'ophtalmologue donner de dioptries à la critique. Mais : c'est le corps, dévotement, et vous verrez entre autres comment c'est envoyé, comme un galet bondissant, rapide, bref, ricochet musclé sur le grand flauve océan, monde-enfant d'Héracrite jouant aux osselets ; libre, libre, sans amertume ni grandiloquence. Il ne tourne pas autour du pot, en ronds, ronds des crachats de l'autodidacte dans la marée de l'érudition, faisant remonter les couches les plus amères de la pensée – même s'il a lu, tout.

La plupart des vivants qui lisent vénèrent un grand mort pour mépriser les vivants : le « philosophe » majeure et idolâtre un grand Récent, avec qui depuis l'adolescence il s'enferme en thèse, pour négliger ses contemporains, abriter le présent, s'enivrer de mépris, nier qu'un autre puisse voir ce qui vient... Or, Jean-Luc Nancy pense, plutôt qu'il ne philosophe, plutôt que de répéter ce qu'il appelle drôlement « le système autistique-autrichien », sobriquet de la Métaphysique ; pense en écrivant, et la rétroaction qui sera celle du XX^e siècle verra que les grands professeurs français furent, « auront été », les penseurs.

Il ne répète pas (je veux dire au sens rigoureux et capital de la répétition philosophique) une doctrine : son travail n'est pas non plus celui de la déconstruction – elle aussi prise au sens

gravisime, décisif. Il pense avec ; pour annoncer ; pour (faire) changer. Quel ? Le corps. Et ainsi l'annoncé paraît déjà surabondant, ici, dirait-il, devant, autour, supra, dedans. Ni ne maugré, n'exécute, ne conjure, n'exorcise – n'exorcise le phénomène en cours, le « technique », le « culturel ».

Le poème français actuel

Pensée affirmative, frayante, parfois effrayante. Elle prend les choses sous un autre angle ; déplace, libère, ouvre, fait voir. Comme l'œuvre imprévisible d'un peintre, dans cet espace saturé où il semble impossible que tout n'ait pas été fait, montré, essayé, tout à coup, prend place entre, desserre, écarte, ajoute, montre, spécifie, et l'on s'écrit : « Venez voir ! Venez voir d'ici ! » Et si voir autrement, faire penser différemment, étendre de la possibilité sur le monde (« l'expansion de choses infinies ») sont le fait de la poésie, je dirais que *Corpus* est un poème, le poème français actuel. Il faut commencer par en prendre plein la vue, et que le ressenti prenne un coup de vieux ; et d'être déplacé, ramué, et tout l'héritage avec – cet héritage nullement ignoré ou mécompris, mais reçu, traité autrement, emporté ailleurs, réjoué, enjoué. Il faut lire avec quelle liberté (sans arrogance, sans autobionarcsisme) la psychanalyse est interpellée, ou Kafka dégaï.

Venez voir, ici, par ici ; intéressez-vous, la terre est habitable autrement. « L'égalité est la condition des corps. Quoi de plus commun que les corps ? » Il a du tact ; le toucher juste. Et qu'est-ce qu'il touche au juste ? Le toucher ; il suspend le proche de séparation des corps, il enraye

le divorce ; il mesure l'étendue corporelle, les distantes qui prennent source dans la danse ; il est comme une pléiade qui déploie sur ses genoux le corps rayonnant d'espace, le corps mort et ressuscitant : l'« aréalité ». Parmi le peu de néologismes nécessaires à cette pensée, il y a celui-là, re-suscité, qui dit la propriété d'aire. « La naissance des sens exemplifie toute naissance comme modalisation essentielle de l'aréalité ». Je n'ai pas le temps de vous lire le poème du sein, le privilège de l'aréole, un des plus beaux blasons jamais écrits.

La terre serait habitable autrement, la répugnance surpassée, l'enfer intégré à même la terre. « Rien ne sera fini avec le racisme, tant qu'on lui opposera une fraternité générique des hommes, au lieu de lui renvoyer, affirmée, confirmée, la dislocation de nos races et de nos traits, noirs, jaunes, blancs, crépus, camus, lippus, obtus, poilus, grasseux, bridés, épatés, raucés, fluets, prognathes, busqués, plissés, musqués... »

Cinquante listes, énumérations fauillent des filières lexicales, ponctuent le livre, le corpus. Antisanalement un menuisier qui a ses clous dans la bouche, ou un tailleur avec ses épingles, la phrase les enfonce un à un, vite, précise : elle bâtit ; et ça et ça et ça ; parole jointe au geste. La liste est son travail, son poème. Nancy remplace l'analogie par le catalogue. Et je dirais volontiers, mentionnant le néologisme hardi le plus difficile de cet opus ardent et difficile, que l'écrit est ce qui remplace l'analogie par le catalogue. Et je dirais volontiers, mentionnant le néologisme hardi le plus difficile de cet opus ardent et difficile, que l'écrit est ce qui remplace l'analogie par le catalogue. Et je dirais volontiers, mentionnant le néologisme hardi le plus difficile de cet opus ardent et difficile, que l'écrit est ce qui remplace l'analogie par le catalogue.

laisse ex-cri. Elle inclut la langue, enlève la multitude vernaculaire, le démultiplication du verbe.

Meis l'Hades des corps ? Mais les terribles contre-finalités de l'encombrement ; mais l'étouffement, les motards de la mort aux 24 Heures du Mans ; Malthus et Lévi-Strauss ; mais l'horreur et la terreur ; mais l'abjecte et meurtrière satisfaction de soi-corps qu'entraîne l'injonction des magazines au « se-sentir-bien-dans-sa-peau » ? Oublie-t-il le négatif du corporel, la part irréparable de la négativité ? Lui, Jean-Luc, a le sens courtois de l'extrémité ; il sent le tout de son corps, et de tout son corps, et s'écarterait plutôt que d'écarter. Mais comment articuler ce principe, comptant mais expansionniste, de la découverte des corps avec le principe d'autolimitation (Soljenitsyne) sans l'exercice duquel, nous le savons, nous nous écraserons les uns les autres ?

Heureux comme un astrophysicien

Jean-Luc Nancy me fait penser à un astrophysicien, heureux des myriades de galaxies, des trous noirs, des rayonnements gamma... Un astrophysicien est moins mortel que nous (je veux dire : moins dangereusement mortel). Il a mis sa mort à des milliers d'années-lumière.

Il tient moins à ses molécules, il revient de la création, redescend du mont Mauna-Kea (Hawaii) dans l'humain par milliards, comme il est parmi les milliards d'étoiles, d'années-lumière, et les milliards de neurones ; heureux comme un astrophysicien qui parlerait avec un neurochimiste d'une neuve alchimie du verbe.

Réflexions sur l'identité

Le concept de communication
selon Jean-Marc Ferry

LES PUISSANCES

DE L'EXPERIENCE

Tome 1 : le Sujet et le Verbe

Tome 2 : les Ordres de la reconnaissance

de Jean-Marc Ferry.

Ed. du Cerf, 216 et 256 p., 195 F.

Chercheur au CNRS, professeur à l'Université libre de Bruxelles, le philosophe Jean-Marc Ferry s'est risqué, à son tour, à reconstruire le monde, ou plus exactement à retracer la façon dont, jeté dans le monde, l'individu s'efforce de structurer son expérience afin de se doter d'une identité satisfaisante pour lui et acceptable par les autres. D'une entreprise aussi ambitieuse, le résultat ne peut évidemment que prêter à discussion. Mais il faut à tout le moins reconnaître à Jean-Marc Ferry le courage d'être allé jusqu'au bout de son projet, même si le livre qu'il nous offre aujourd'hui demeure, par sa difficulté et surtout par son style, malaisément accessible à un public profane.

Spécialiste de l'œuvre de Habermas – à laquelle il a consacré, en 1987, la meilleure introduction existant actuellement en français (1). – Jean-Marc Ferry pense, comme son maître allemand, que le concept de communication, entendu au sens de la linguistique, et particulièrement de la pragmatique (2), fournit la seule clé possible pour l'élucidation des problèmes psychologiques, sociaux, éthiques et politiques.

Déchié entre l'interprétation empirique qu'en propose Habermas et celle, plus transcendante, qu'en offre de son côté Karl Otto Apel, il s'efforce de dépasser leur opposition en mettant surtout en valeur la puissance explicative de ce concept. Certes, toute communication obéit à des règles, autrement dit à une gram-

maire issue de l'expérience prélinguistique du sujet. Celle-ci n'est cependant pas arbitraire, puisqu'elle contient en germe la possibilité de toutes les constructions symboliques qui, de la science à l'art et de la morale au droit, constituent la culture humaine.

Jean-Marc Ferry fonde, sur ce qu'il appelle le « tournant pragmatique », un système conceptuel dont l'ampleur n'est pas sans rappeler celle de la première philosophie de l'esprit de Hegel, à laquelle il se réfère d'ailleurs souvent. Mais les fondements comptent sans doute moins ici que les conclusions : c'est un nouveau concept de l'identité collective que Jean-Marc Ferry aspire à forger. Et c'est surtout aux développements ultérieurs de sa philosophie politique que l'on jugera la validité de sa tentative actuelle.

Christian Delacampagne

(1) Habermas : l'éthique de la communication (PUF).

(2) Science des signes envisagée sous l'angle de leur usage concret.

LE PLAISIR D'ECRIRE LE DROIT D'ETRE LU

Si pour vous écrire est une passion, écrivez-nous. Nous éditerons et diffuserons vos ESSAIS, MEMOIRES, RECITS, ROMANS, POEMES en LIBRAIRIES. LANCEMENT PUBLICITAIRE par PRESSE, RADIO, TELEVISION. LIBRAIRIES. Envoyez des manuscrits à LA PENSÉE UNIVERSELLE

115 boulevard RICHARD LENOIR
75540 PARIS CEDEX 11
Tél. (1) 43 57 74 74

Contre déchet par l'art, 49 de la loi de 11 03 57 sur la propriété littéraire.

سكنا بن الامين

صدا من الامم

LE MONDE DES LIVRES
ENQUÊTE

Les mauvais comptes du Groupe de la Cité

Résultats décevants, valse des dirigeants : Laffont et les Presses de la Cité traversent une mauvaise passe. Une réorganisation est en cours

A l'image du marché du livre, plutôt déprimé, le Groupe de la Cité traverse une crise polymorphe. Structures floues, choix éditoriaux nébuleux, résultats en recul, valse des dirigeants... Le tournant des années 1991-1992 n'a pas été brillant pour le « premier éditeur de livres en langue française » (avait Hachette qui ne le devance par son chiffre d'affaires « livres » qu'en raison de sa plus forte implantation à l'étranger).

Heureusement, tout cela apparaît en recul, à en croire Christian Brégué, le PDG du groupe. Les filiales « littérature générale » (les Presses de la Cité et Robert Laffont) seraient désormais sur les bons rails. Aux nouvelles équipes, placées aux articulations d'un programme déclaré plus performant, de faire la preuve de leur talent...

Les traces du Groupe de la Cité sont les siens propres. Ils valent aussi pour l'édition en général, une « industrie » aussi vitale que vulnérable. Lorsque le groupe est né en 1988, d'un accord entre Havas et la Compagnie générale d'électricité devenue Alcatel-Alsthom, on y a vu une sorte de fatalité. La France, à son tour, progressait dans la voie des concentrations, à l'image des grands groupes d'édition anglo-saxons. Quatre ans plus tard, la question demeure : à quoi sert un groupe ? Sert-il la littérature ou la dessert-il ? Et comment s'y prendre pour la mieux servir ?

Le Groupe de la Cité est une galaxie où figurent aussi bien Larousse que Nathan, Dunod que les Dictionnaires Le Robert (voir encadré). Laffont et les Presses de la Cité, les deux filiales de littérature générale dont il sera question ici, figurent dans les rayons des librairies sous de multiples étiquettes. Pour Laffont : Seghers, le Quid ou « Bouquins ». Pour les Presses : Plon, Julliard, Orban, Perrin, Presses Pocket, 10/18, Fleuve noir - on en passe - ainsi que sous le label homonyme Presses de la Cité. Par exemple, les œuvres complètes de Georges Simenon ont été publiées sous la marque Presses de la Cité, l'une des étiquettes de la filiale Presses de la Cité du Groupe de la Cité...

Due à une politique de rachats successifs, cette prolifération de marques et de sous-marques entretient un désordre en forme de casse-tête pour les dirigeants du groupe. Qui doit faire quoi dans cette nébuleuse et selon quels principes ? Y a-t-il place, à la fois, pour Claude Lévi-Strauss et les « Brigades mondaines » (de Gérard de Villiers présente), pour Primo Levi et l'Amour en procès (collection « Femme passion ») ? Cette diversité est une richesse pour le groupe, qui occupe de la sorte à peu près tous les « segments » du « marché ». Elle engendre aussi la confusion, au point que Bertrand Eveno, le PDG des Presses de la Cité, nommé à ce poste au mois de décembre 1991 après la mise à l'écart de Jean-Manuel Bourgois, envisage de rebaptiser l'entreprise. Un jour peut-être, les Presses s'appelleront « les Éditions associées ».

L'année 1991 n'a pas été brillante pour le Groupe de la Cité dont le chiffre d'affaires, de 6 281 millions de francs, est en recul de 0,4 % (ou en augmentation de 0,6 %, selon le mode de calcul retenu). La littérature générale est plus mal en point encore. Plon a perdu 13,7 millions de

francs l'année dernière, Julliard, 1,7 million, tandis que Laffont justifiait le licenciement de Paul Fournel en déclarant que Seghers, dont il était le directeur général, perdait, lui aussi, « depuis deux ans, 2 à 3 millions de francs par an » (le Monde des 6 et 12 juin).

Ce que Christian Brégué, le patron du groupe, appelle « la création de première édition » - une définition qui exclut le « poche », les ouvrages pratiques, les « beaux livres » et le Quid - représente « moins de 10 % du chiffre d'affaires » du groupe. Au sein de Laffont et des Presses, cette part de création pure serait aujourd'hui « déficitaire », un symbole. Elle l'était en tout cas en 1991, autant qu'il soit possible d'isoler un tel ensemble dans des comptes d'une extrême complexité, dont la présentation a été récemment remaniée.

Comment l'éditeur de de Gaulle et de Sagan (les Presses), celui de Graham Greene et de Papillon (Laffont) en sont-ils arrivés là ? Pour Laffont, hormis le cas particulier de Seghers, cette mauvaise passe serait conjoncturelle. Elle serait due à « un programme éditorial moins riche » et à l'absence de « grands best-sellers » en 1991, selon l'explication avancée par la direction du groupe. Une explication qui fait grincer les dents des intéressés, Bertrand Favreul, le PDG, et Philippe Gadesaude, le directeur commercial de Laffont. Les Presses souffrent, elles d'une histoire prestigieuse mais chahutée, qui a vu la maison, créée en 1944 par Sven Nielsen, fédérer au fil des années des marques aussi différentes que Plon (née en 1854), Perrin (1884), Julliard (1942) ou Olivier Orban (lancée en 1974).

Vague de départs

Pour leur malheur, les Presses de la Cité ont changé plusieurs fois de dirigeants, donc d'orientation, ces dernières années. Des éditeurs de talent sont partis : Bernard de Fallois, Jean-Luc Pidoux-Payot, Christian Bourgois... et, dernière en date, Elisabeth Gille, directrice de Julliard. Olivier Orban, l'étoile montante des Presses en raison des succès qu'il a lancés ces derniers mois, parviendra-t-il à faire oublier ses prédécesseurs ? Le PDG, Bertrand Eveno, saura-t-il susciter la relève ? Les marques les plus prestigieuses, Plon et Julliard, doivent être revigorées. Leur catalogue n'est plus ce qu'il était. En plus d'une « non-rentabilité chronique », comme dit Christian Brégué, les « Presses » souffriraient d'un « manque de créativité éditoriale ». Ce à quoi tend à remédier la réorganisation décidée au début de cette année.

Christian Brégué est très critique à l'endroit des frères Bourgois, Jean-Manuel, le gestionnaire, et Christian, l'éditeur, qui dirigeaient les Presses lorsque s'est constitué le Groupe de la Cité. A ces deux hommes, qu'il n'avait pas choisis, Christian Brégué reproche essentiellement une gestion trop centralisée des divers labels de la maison. Christian Bourgois prenait toutes les décisions éditoriales, abonde Bertrand Eveno, « en faisant toujours avec les marques ». Tantôt, affirme-t-il, c'est Plon qui héritait d'un projet, tantôt Julliard, sans vraie cohérence. « C'est là-dessus que nous étions en désaccord », commente Christian Brégué.



Le nouvel organigramme des Presses vise à constituer des unités autonomes, décentralisées, à l'image plus typée. Nommé directeur de Plon et de Perrin, Olivier Orban reste président de la maison qui porte son nom. Il a la charge de la « non-fiction ». La production de l'antique Librairie académique Perrin, tournée vers l'histoire, va être réduite de cinquante à vingt titres par an à partir de 1993. Certains ouvrages qui lui étaient destinés seront publiés par Plon, promu navigateur de la flotte Orban. Le label Orban « disparaît », selon Bertrand Eveno. « Il se recentre sur des ouvrages grand public », déclare Olivier Orban. Les deux hommes forts des Presses ne paraissent pas toujours sur la même longueur d'onde.

Julliard aura pour dominante « la fiction française de qualité ». Le label Presses de la Cité continuera de publier, sous la direction de Georges Leser, des best-sellers américains et, en général, des ouvrages « grand public ». « Cela n'interdira pas à Plon de s'intéresser à des romans, ni à Julliard de faire, à l'occasion, un livre d'humour », commente Bertrand Eveno, qui ne souhaite pas rigidifier les nouvelles structures. L'idée générale est de redonner à Plon et à Julliard une « image forte » sur le modèle de Grasset et de Fayard qui appartiennent l'une et l'autre au groupe Hachette. Cette clarification pourrait avoir pour point d'orgue le départ de l'ensemble Plon-Perrin-Orban de l'immeuble Grand Ecran qui abrite, place d'Italie à Paris, la galaxie des Presses.

Engagée à l'époque de Jean-Manuel Bourgois, la réorganisation de la distribution (c'est-à-dire l'acheminement des livres dans les librairies) et de la diffusion (leur promotion commerciale) serait en bonne voie. Un holding commun a été créé récemment, destiné à améliorer les performances d'interforum (Laffont) et des Messageries du livre (Presses de la Cité) dans le

domaine de la distribution. Sous la houlette de son directeur Claude Nevers, la diffusion des Presses a été centralisée et affinée par types de points de vente et de « produits ». Cette réorganisation vise à accroître l'efficacité commerciale des Presses qui a pâti récemment de ratés informatiques et de l'incendie, en 1990, d'un entrepôt de stockage.

Renouvellement des générations

Les bouleversements de ces derniers mois ont mis à nu une évolution propre au groupe, mais symptomatique des difficultés de l'édition. La cohabitation n'y est jamais sans nuages entre gestionnaires et créateurs, même lorsque les maisons d'édition ont à leur tête un éditeur. Au Groupe de la Cité, la littérature générale est désormais entre les mains de « géomètres » étrangers, à l'origine, à la profession : Bertrand Favreul, PDG de Laffont, qui a fait carrière dans la communication, et Bertrand Eveno, le patron des « Presses », un énarque, promotion Fabius, venu des Chausseurs André.

Faux procès ou alarme légitime, certains « saltimbanques », les éditeurs pur sucre, ont le sentiment de défendre, face à ces « intrus », une conception forte de la littérature. Les conflits qui ont éclaté entre Paul Fournel et Bertrand Favreul (le second a mis à pied le premier une semaine pour déclarations « intempestives » à la presse) ainsi qu'entre Elisabeth Gille et Bertrand Eveno illustrent cette méfiance. Guy Schoeller, l'inventeur, en 1980, de la fameuse collection « Bouquins », apporte de l'eau au moulin de ses pairs éditeurs lorsqu'il affirme qu'aujourd'hui, « ils » (les « géomètres ») ne le laisseraient pas se lancer dans une aventure aussi folle.

Christian Brégué, le patron du groupe, mise sur un « renouvellement des générations » pour dépasser cette opposition, à ses

yeux artificielle. L'avenir du groupe, laisse-t-il entendre, est davantage entre les mains d'un Olivier Orban (quarante-huit ans) que dans celles, expertes mais âgées, de Robert Laffont (soixante-quinze ans), encore très écouté au sein de « sa » maison, même s'il n'en a plus le contrôle.

Faut-il croire, avec Christian Bourgois, un expert, qu'un groupe ne peut être « un grand éditeur de littérature générale » en raison de son incapacité à laisser la bride assez longue aux éditeurs artisans (Libération du 19 mars) ? Les lois de la rentabilité immédiate viennent-elles inévitablement à bout des meilleures intentions ? En attendant qu'on puisse le juger sur pièces, Christian Brégué refuse ce diagnostic. Privé de ses filiales de littérature générale, un groupe d'édition serait comme une sonde spatiale sans capteurs : « Il lui faut avoir des racines dans le siècle, être à l'écoute des courants de pensée. C'est une question de survie ».

« C'est trop »

Plus trivialement, un groupe se doit d'alimenter ses branches « poche » et « club », hautement rentables, elles. Détenu à parité avec l'allemand Bertelsmann, France Loisirs, le secteur « club » du Groupe de la Cité, est l'un des rares à ne pas souffrir de la crise de l'édition. Son chiffre d'affaires a augmenté de 8,4 % en 1991. Quant aux « poches », ils se révèlent chaque année un filon plus prometteur.

Directeur de Presses Pocket et aussi de 10/18 dont la direction littéraire est assurée par un avocat parisien, Jean-Claude Zyberstein, Leonello Brandolini d'Adda explique réaliser un bénéfice d'« environ 13 millions de francs » chaque année pour un chiffre d'affaires voisin de 260 millions. Selon Claude Nevers, le directeur de la diffusion, le chiffre d'affaires de ce secteur aura progressé de quelque 60 % en trois ans (de 1990 à 1992). La direction de l'autre secteur

« poche » des Presses est assurée par Jean-Baptiste Baronian qui situe le bénéfice de l'année écoulée « aux alentours de 3 millions de francs » pour un chiffre d'affaires de 80 millions environ. Ce secteur-là regroupe le « poche » populaire, le Fleuve noir (San-Antonio, G. J. Arnaud, Paul Kenny...), le label Vaugirard (« Brigade mondaine », « l'Exécuteur », « Soldats de fortune »...) ainsi que la marque Passion, un décalque de la collection « Harlequin » d'Hachette.

L'extraordinaire vitalité du « poche » est une leçon dont le Groupe de la Cité a décidé de tirer les leçons quant au prix des livres grand format, jugé prohibitif par un nombre croissant de lecteurs. Seul, de Gérard d'Aboville, sur lequel Laffont mise beaucoup cet été, coûte seulement 100 francs (pour 185 pages et un cahier d'illustrations en couleur). La biographie de Simone par Pierre Assouline (650 pages) sera mise en vente au mois de septembre à 135 francs (sous l'étiquette Julliard).

Le livre, « l'événement, pour nous, de la rentrée », dit Claude Nevers, a coûté 2 millions de francs de droits d'auteur aux Presses, selon Bertrand Eveno, qui en rejette la responsabilité sur son prédécesseur (« C'est trop »). Pour autant, on aurait tort d'y voir l'illustration d'une dérive dont certains accusent Olivier Orban d'être le propagateur (il reconnaît avoir payé 600 000 francs les « Mémoires », à paraître au mois d'octobre, du général Schwarzkopf : pour quel bénéfice ?). Cette dérive consisterait à débaucher chez les concurrents des auteurs « poids lourds », à coup de chèques tentateurs. C'est juré : approuvé par Christian Brégué, l'intéressé croit à la (re)constitution patiente d'un fonds, à la manière des éditeurs avisés. Rendez-vous dans quelques années.

Bertrand Le Gendre

« S'il fallait n'avoir dévoré qu'un seul livre sur la Chine de 1930 à 1980, ce serait celui-là »

Juliette Boisivaud - Cosmopolitain



« Une saga familiale qui se confond avec celle de la Chine. » Patrice de Beer - Le Monde

« Un livre fulgurant. Un « Autant en emporte la passion ». » Christine Arnothy - Le Parisien

« Un grand livre. » Michel Crépu - La Croix

PLON

Une nébuleuse

Le Groupe de la Cité est contrôlé à 68 % par une société financière, Hoche Friedland, dont CEP communication détient la moitié des parts et Alcatel-Alsthom l'autre moitié. A ces 68 %, s'ajoutent les 7 % que possède Havas, le reste du capital étant dispersé dans le public.

Les principaux actionnaires de CEP Communication sont Havas (38 %) et Alcatel-Alsthom (24 %). CEP Communication publie notamment l'Usine

nouvelle, le Moniteur, O1 Informatique et la France agricole.

CEP Communication est l'opérateur du Groupe de la Cité, ce qui explique que Christian Brégué soit à la fois le PDG de l'un et de l'autre.

Le groupe contrôle à 100 % Bordas-Dunod, Deloiz-Sirey, Larousse, Nathan, à laquelle sont rattachés les Dictionnaires Le Robert, les Presses de la Cité, Robert Laffont, le Groupe de la Cité international et, à 50 %, France-Loisirs.

□ Souscription pour le « Dictionnaire historique de la langue française ». Avant sa sortie en librairie, une souscription permettant d'acquérir le Dictionnaire historique de la langue française est ouverte au public. Une équipe de spécialistes réunie sous la direction d'Alain Rey, directeur de la rédaction des dictionnaires Le Robert, établit le détail philologique, sociologique et historique de la langue française ; cet ouvrage répertorie l'étymologie, les changements d'usage de chaque mot, et se présente comme le panorama d'une langue nationale ouverte aux apports d'autres cultures (prix de la souscription : 695 F au lieu de 890 F). Deux volumes livrés sous coffret, de 2 400 pages. Souscription ouverte jusqu'au 31 octobre.

□ L'université européenne d'été « Descartes ». - A l'initiative de l'Association Descartes, créée depuis 1989, qui vise à favoriser la réflexion sur les rapports entre le progrès technique, scientifique, et l'évolution de la société, une université européenne d'été a lieu jusqu'au 17 juillet, sur le site de la Montagne-Sainte-Geneviève. Des questions aussi diverses que le retour du droit, l'urbanisme, l'évolution des mœurs ou l'identité européenne sont abordées par les intervenants. Franco-Culture diffusera une partie de ces interventions. (Carré des sciences, site de la Montagne-Sainte-Geneviève. Renseignements : Association Descartes, 1, rue Descartes, 75231, Paris Cedex 05. Tél : 46-34-37-1.)

BRÉVIAIRE MÉDITERRANÉEN

de Predrag Matvejevič.
Introduction de Claudio Magris.
postface de Robert Brechon.
traduit du croate
par Evaine Le Calvé-Vericic.
Fayard, 262 p., 130 F.

A LA RECHERCHE DE GAUDI EN CAPPADOCE

de Juan Goytisolo.
Traduit de l'espagnol
par Joëlle Lacor et Annie Perrin.
Fayard, 138 p., 89 F.

MÉDITERRANÉE, notre mer intérieure, n'a jamais cessé depuis toujours d'engendrer des rêves et des empires. D'est en ouest, d'ouest en est, Adriatique ou Tyrénienne, il faut la parcourir, du Ponant au Levant, de la Palestine au Maghreb, du golfe Persique à la Grande Syrie, y reconnaître ces lieux de l'affrontement de deux mondes, le divorce de deux cultures, leur fusion, leurs affrontements.

Orient-Occident. 1571... Date fatidique. A Lépante, près du golfe de Corinthe, lors de la bataille navale la plus colossale de la Renaissance, la Sainte Ligue, en faisant la preuve que les Ottomans n'étaient pas invincibles, changea le sens de l'Histoire. Et peut-être de l'histoire de la littérature puisqu'un écrivain espagnol y perdit un bras, y trouva le Quichotte.

Cette mer, Predrag Matvejevič l'a mise au centre de son monde. Croate, né à Mostar, en Herzégovine, à quelque 40 kilomètres de l'Adriatique, ce spécialiste d'études romanes de l'université de Zagreb a souvent enseigné à Paris et même écrit en français : un essai sur l'engagement en littérature d'un point de vue marxiste, *Pour une poétique de l'étranger* (10/18, 1979). Avec un père russe, une grand-mère juive d'Odesse, une mère croate, cet homme, qui ne fait partie d'aucun groupe, d'aucune chapelle, se sent déchiré, critique à l'égard de la jeune république croate, et ose le dire. Il refuse de n'être avec les loups, comme en témoigne son livre de 1985, *Lettres ouvertes* (à paraître chez Fayard), dans lequel il prend la défense de Sokharov, Havel, des co-signataires de la Charte 77, etc.

Marin dans sa jeunesse, il a navigué d'île en île, de port en port, à la recherche de leurs ressemblances et de leur différences, comparant la Sicile et la Corse, Alexandrie et Venise, Split et Raguse... « Je n'ai pas fait école sur toutes les côtes, avoue-t-il. Je me suis attardé plus longtemps aux bouches des fleuves. Il est difficile de

La Méditerranée, notre mer intérieure

connaître toute la Méditerranée. »

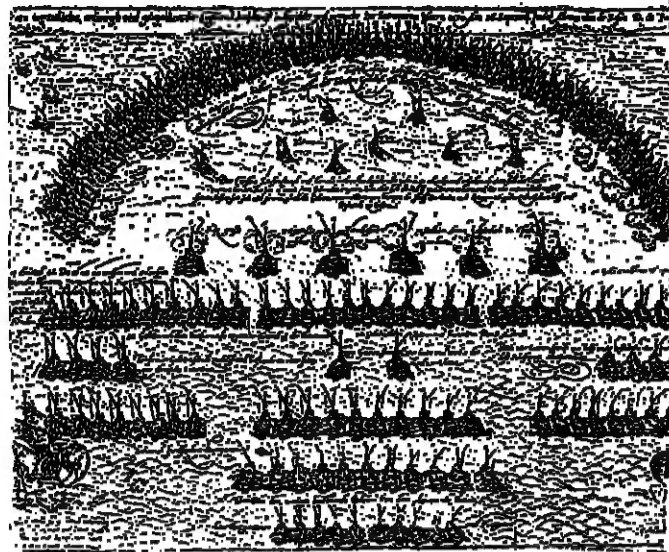
Chronique de la Méditerranée, livre de voyage, journal de bord, journal intime, recueil de paraboles bibliques, atlas. Ce bréviaire appartient à un genre inclassable. « Roman-essai », dit Claudio Magris, Matvejevič, proche par ses goûts et ses origines des formalistes russes, est passé du discours théorique à celui de la narration dans ce livre publié en 1987 (la même année que *Danube*), qui vient de paraître en français « traduit du croate » (puisque le serbo-croate est désormais une langue disparue).

« Le potamologue qui, dans Danube, a surtout tenté de dire la grande nostalgie de la mer, et en particulier de l'Adriatique, envie fraternellement le thalassologue Matvejevič; et je suis heureux que le Danube se jette dans la mer, même si, malheureusement, c'est dans la mer Noire et non dans la Méditerranée », écrit Claudio Magris dans une introduction qu'il a intitulée *Pour une philologie de la mer*.

LIVRE d'heures d'un office quasi divin pour une mer dont on ne peut dire avec certitude où sont les limites : et que l'auteur explore jusqu'à la mer Noire, comme pour retrouver les lieux de ses ancêtres en même temps que l'essence même de la Méditerranée. « L'Europe naquit en Méditerranée », écrit-il. Il a fait école sur les lieux où autrefois se trouvaient des ports, les a cherchés sur les cartes anciennes, comparant leurs vestiges à ce qu'ils furent, les a nommés dans toutes les langues des dictionnaires nautiques, comparant l'habitant du bord de mer et celui de l'intérieur des terres, buvant l'odeur des filins.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



Lépante (1571), la bataille navale la plus colossale de la Renaissance.

Matvejevič a tellement parcouru la Méditerranée sur l'eau, dans les livres, dans les cartes et les portulans que les questions, d'avantage que les réponses, se pressent sous sa plume, à vous étourdir : « Pourquoi tant d'habitants de la côte ont-ils tourné le dos à la mer ? Le tracé de frontières septentrionales de la Méditerranée marque-t-il la bordure de la présence séfarade ?

Et pourquoi cette communauté ne dépasse-t-elle pas ces limites ? Qui a donné l'islam aux Arabes, que leur a-t-il pris de ce qu'ils possédaient avant lui ? Les Vénitiens sont-ils les descendants d'une tribu du cours moyen de la Vistule ? Sur quelles îles grecques soumises à leur domination écrivaient-ils en italien ou, en dépit de tout, en grec ? Les cachots de Patmos et de Samos étaient-ils pires que ceux des autres îles des archipels helléniques ? En quoi le ghetto de Gênes diffère-t-il de ceux de Split ou de Salonique ?

Il s'entretient à tout : les jurons, par exemple, éloquent, selon les lieux, des actes

lubriques avec les dieux ou les saints, ou bien avec des animaux ; il recense les poids et les mesures qui se sont transformés, se conformant aux exigences de la foi ou du commerce ; il s'intéresse à la tradition de la fabrication de l'huile ; à l'odeur du goudron dans les chantiers navals ; aux filets de chanvre et à la science des nœuds. Aux énigmes linguistiques de cette mer qui change de genre d'un littoral à l'autre : neutre dans les langues slaves et en latin, au masculin en italien, au féminin en français, tour à tour masculine et féminine en espagnol, adoptant tous les genres en grec. Volubile, passionnée, érudit, curieux, scrupuleux, il procède par digressions, accumule les détails sans souci d'itinéraire ou de symboles, comme au gré des vagues de sa mémoire et de son imagination pour recréer un monde mouvant et divers ; et cependant unique.

Alexandrie, Matvejevič, le Croate avait connu un horloger catalan qui dressait minutieusement le catalogue de la fameuse bibliothèque qui fut la plus grande du monde antique. En Cappadoce, Juan Goytisolo, le Catalan diasporique de Paris, d'Almeria et de Marrakech, a rencontré ce fut un choc ! - son compatriote Antonio Gaudí parmi les talus, les falaises, les rochers érodés, les cônes et les mégolithes qui semblent répondre aux mêmes normes que celles qui régissent l'architecture.

« Quelle importance que les volumes et les contours tortueux de l'immense forêt de pierre d'Avallar soient le fruit de l'action tectonique, de l'érosion éolienne ou qu'ils aient été élaborés par le Maître ? demande-t-il. Les attentes inutiles et les humiliations de ses dernières années à Barcelone, alors qu'il

ne parvenait pas à faire avancer les travaux du temple explosif de la Sagrada Família, l'ont rempli d'amertume quand il cherchait instinctivement la joie et la lumière. Ici, dans sa retraite d'ermite, il a pu mener à bien ses élaborations naturalistes ; tournant le dos à la géométrie et au fonctionnalisme purs, ses structures sont géologiques, et même organiques. »

Dans sa cellule du parc Güell, n'a-t-il pas mené la vie des ermites trouvant là son habitat idéal ? (« Le panorama que vous contemplez en Cappadoce est l'apothéose de son génie ») ? Était-ce là une Cappadoce rêvée bien qu'il n'y ait rien qui établisse un lien entre Gaudí et la Cappadoce ? « Peut-être la connaissait-il par une gravure ou une photographie ? Existe-t-il un témoignage ou une gravure, ou une photographie ? Existe-t-il un témoignage ou une preuve qu'il en ait un jour parlé ? » Un Gaudí à la recherche d'une Espagne profonde conduit à affirmer ses propres valeurs face à celles qui étaient universellement respectées et qui étaient incompatibles avec sa fulgurante mystique.

Juan sans terre (1), l'Espagnol errant, Goytisolo le nomade poursuit son errance, se démarquant de l'hispanité qui a si longtemps voulu effacer ses héritages islamique et judaïque, cachant ce que l'Espagne doit aux Arabes (2) et aux juifs. Vagabond attiré à travers les lieux qui le fascinent, de Barcelone à Konya, de Gorme à Marrakech. En Cappadoce, il trace Gaudí, qu'il a reconnu dans les cheminées et les cônes d'Avallar.

Dans *l'Arbre de la littérature*, Juan Goytisolo nous révélait la *Lozana andaluza* (3), le roman dialogué d'un marginal du seizième siècle, Francisco Delicado, un moine qui écrivait en castillan ; publiée anonymement à Venise en 1528, cette œuvre censurée, cachée, réputée « peu recommandable en raison de son impudicité cynique et des mœurs dissolues qui y sont dépeintes », il la considère comme un chef-d'œuvre. Marginal lui-même, adepte du métissage des cultures, fasciné par la poésie des poètes de l'islam autant que par les écrits des mystiques espagnols, par saint Jean de la Croix « l'oiseau souffrant », par le culte populaire des saints dans l'islam maghrébin, par le repos et l'exaltation qu'on rencontre dans la Cité des Morts du Caire. C'est de la terre, et non pas de la mer, d'une rive à l'autre de la Méditerranée, que Juan Goytisolo nous entraîne dans ces essais passionnés en quête de la connaissance.

(1) Juan sans terre (1977), sorte de cri hispano-islamique de l'exil de partout.

(2) Lire *Ce que la culture doit aux Arabes* d'Espagne, de Jean Vernet, Sindbad 1978.

(3) Francisco Delicado : *La Lozana Andaluza*, Ediciones Castalia, Madrid 1985.

ACTUALITÉS

La mémoire des « Annales »

Comment la publication, prévue en 1993, de l'austère correspondance entre Lucien Febvre et Marc Bloch suscite conflits et polémiques

La correspondance échangée de 1928 à 1943 entre deux importants historiens français, Marc Bloch (1886-1944) et Lucien Febvre (1878-1956), devrait être publiée, à partir de l'automne 1993, par l'éditeur Fayard, aux termes d'un accord conclu le 1^{er} juillet entre ce dernier et les représentants des héritiers, Etienne Bloch et le docteur Henri Febvre.

Devrait... Cette signature de contrats met fin ou fait suite à une telle série de conflits, malentendus, pas de clerc, retards, elle-même ouverte après une si longue période d'une discrétion parfois proche de l'occultation qu'il est difficile d'être plus catégorique.

Il y a plus : au-delà des querelles privées ordinaires et du tout-venant de la vie éditoriale parisienne, cette promesse tardive et si souvent contrariée d'une publication qui sera au demeurant dépourvue du moindre aspect spectaculaire ou même spectaculaire et, pour tout dire, très austère ren-

voie de proche en proche à un ensemble assez saisissant de problèmes à la fois disparates et ici imbriqués.

Misère dorée et bricolage étonnant de certains éditeurs prestigieux (en l'espèce Gallimard). Liaisons parfois étrangement étroites entre certains secteurs de l'édition et certains établissements d'enseignement ou de recherche (en l'occurrence Gallimard et l'Ecole des hautes études en sciences sociales). Remise en scène répétitive et ambivalente par ce qu'il est convenu d'appeler l'école historique des *Annales* de ses origines et... de sa propre histoire. Travail sourd et au long cours, enfin, chez les héritiers, d'une mémoire douloureuse, blessée ou inquiète qui ne renvoie pas seulement au souvenir de deux fortes personnalités intellectuelles mais surtout à leurs destins si différents lorsque la seconde guerre mondiale les sépara. Telle est la singulière boîte de Pandore ouverte à l'occasion de ce qui aurait pu n'être qu'une publication savante parmi tant d'autres.

Marc Bloch est l'auteur de livres aussi importants que *les Rois thaumaturges* (1924) et la *Société féodale* (1939-1940). Exemple typique d'intellectuel issu d'une famille juive assimillée, soldat héroïque de la première guerre mondiale, soldat encore au début de la seconde, il nous a laissés de cette deuxième expérience un témoignage remarquablement perspicace : *l'Etrange Défaite*. Témoignage posthume : membre actif de la Résistance à Lyon, Marc Bloch est arrêté à la fin de la guerre, torturé et fusillé par les Allemands le 16 juin 1944.

Lucien Febvre (*Un destin*, Martin Luther, 1928 ; *le Problème de l'incroyance au XVI^e siècle*, la *Religion de Rabelais*, 1942), auteur, comme Marc Bloch, de très nombreux articles, parvint au sommet de la hiérarchie universitaire (professeur au Collège de France à partir de 1933) et fut en

outre chargé de la direction de l'imposante entreprise de l'*Encyclopédie française*. En 1929, les deux hommes, qui ont enseigné après la première guerre mondiale à l'université de Strasbourg, vitrine prestigieuse après la reconquête territoriale, créent la revue *Annales d'histoire économique et sociale*. Cette publication, qui existe encore aujourd'hui, joua un rôle considérable de renouvellement des méthodes de la recherche historique en France avant de connaître un rayonnement intellectuel presque universel. La correspondance échangée par Marc Bloch et Lucien Febvre jusqu'en 1943, du moins ce qui en subsiste (aux Archives nationales), porte essentiellement sur la conception et l'élaboration, livraison après livraison, de la revue.

Dans le coffre de Braudel

Pas de quoi provoquer chez un éditeur une excitation autre qu'intellectuelle. Telle fut, en apparence, la titillation qui fut, à la fin de 1987, les éditions Gallimard, premier éditeur à s'être déclaré intéressé, et plus particulièrement Pierre Nora, lui-même historien et directeur littéraire chez Gallimard. La suite n'est qu'une lente gestion, vaguement désinvolte, d'un projet à la fois lourd et secondaire, trop peu prometteur pour mobiliser vraiment les énergies et bientôt truffé de chausse-trappes.

Ici se noue ou plutôt se renoue le lien avec l'Ecole des hautes études en sciences sociales, héritière de la sixième section de l'Ecole pratique des hautes études. Cette dernière, créée en 1947, a toujours été étroitement associée à la revue *Annales*, aux mouvements de recherche et d'idées dont elle a été le carrefour, aux animateurs successifs de la revue : Lucien Febvre puis Fernand Braudel, entre autres, Pierre Nora est directeur d'études à l'EHESS, qui est

associée aux éditions Gallimard et du Seuil pour la publication d'une collection cœgérée. La transcription des lettres de Bloch et de Febvre est réalisée grâce aux fonds accordés par une fondation. Un chercheur suisse, Bertrand Müller (désigné auteur d'une bibliographie des articles de Lucien Febvre), accepté par Gallimard après accord des héritiers Bloch et Febvre, commence le travail d'annotation et de présentation de la correspondance avec pour seuls subsides ceux du Fonds suisse de la recherche scientifique.

Pour rémunérer Bertrand Müller, on évoque l'octroi d'un poste temporaire d'enseignant à l'EHESS que ce chercheur finira par croire lié, à tort ou à raison, à la solution Gallimard. Enfin, brochant sur le tout, la lente maturation du contrat d'édition débouchera sur un conflit puis une rupture consommée par le docteur Febvre : le rôle de Bertrand Müller s'y trouve - du moins dans une première version - considérablement minimisé, y compris financièrement, tandis que celui de l'EHESS, en la personne de Jacques Revel, y est largement évoqué.

Historien, directeur d'études à l'EHESS, Jacques Revel est responsable des publications de l'Ecole. Tandis qu'il se déclare prêt à tous les arrangements et clarifications de nature à faciliter la publication, un jour ou l'autre, chez Gallimard-Seuil-EHESS, le docteur Febvre claque la porte et noue avec Fayard les négociations qui viennent d'aboutir.

Etrange destinée de cette correspondance : longtemps enfermée dans le coffre du tout-puissant pape de l'Histoire et des *Annales*, Fernand Braudel, mort en 1985, soustraite à l'emprise de ce « patron » aussi inventif que tyrannique, la voici un moment ramenée comme par une attraction irrésistible dans l'orbite des *Annales* et de l'EHESS.

Naturel ou fatal ? La revue ne dispose pas d'archives propres.

Elle a, ces dernières années, étouffé par sa propre fortune intellectuelle, plusieurs fois cherché à redéfinir un cap et des enjeux largement tombés dans le domaine public historique. Du reste, Jacques Revel, résumant une historiographie où se trouve encore celle de Lucien Febvre, Cette dimension, qui n'a pu manquer à la longue de susciter l'inquiétude des héritiers et de redoubler leur activisme, même tardif, s'efface toutefois devant une autre infiniment plus dramatique.

Héros contre anti-héros

Parallèlement, l'œuvre de Marc Bloch a mis du temps à émerger après-guerre d'une relative rélegation où se trouve encore celle de Lucien Febvre. Cette dimension, qui n'a pu manquer à la longue de susciter l'inquiétude des héritiers et de redoubler leur activisme, même tardif, s'efface toutefois devant une autre infiniment plus dramatique.

Tandis que la figure de Marc Bloch, héros impeccable et sacrifié, ne cessait de monter au firmament de la mémoire, celle de Lucien Febvre souffrait de plus en

plus d'une comparaison au demeurant trop facile et pour une large part artificielle : héros contre anti-héros.

Pièce principale, sinon unique de ce dossier, mais infiniment difficile à soupeser exactement : la très réelle divergence de vues et le dialogue dramatique entre Marc Bloch et Lucien Febvre, pendant la guerre, à propos de la publication continuée ou éventuellement interrompue des *Annales*. Le premier point de vue - celui de Febvre - prévaudra, et le nom de Bloch disparaîtra de la revue.

Ces enjeux de mémoire, qui expliquent pour une large part les comportements ombrageux ou sourcilieux d'Etienne Bloch et du docteur Febvre, parachèvent ici le constat qu'impose l'histoire fausement ordinaire d'une aride publication « à problèmes » : rien de neutre ni de totalement innocent dans ce que charrient l'activité intellectuelle et ses lenteurs.

Michel Kajman

* Signaler la parution de Marc Bloch, *Ecrire la société féodale*, Lettres à Henri Bern, 1924-1943. Editions de la Bibliothèque de la Sorbonne, 140 F.

Odile Bernard-Desros
du point de capiton

Création d'une institution pour autistes en cure psychanalytique

Distribution DISTIQUE
208 pages - 1 vol. - 89 F.

1501 60 44 01